



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 23 mars 2022

Le vingt-trois mars deux mille vingt-deux à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mercredi 16 mars 2022, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présents :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, HABI Hacène, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, SASU Hancès, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, GARROUT Karim, DESROCHES Damien, JUHEL Françoise, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BENKHALA Malika, HUTIN Sébastien, ESSONNE MENGUE Terence.

Étaient représentés :

Mme HACHE Bénédicte	mandat à M. FONDENEIGE Matthias
M. THIAM Moustapha	mandat à M. SAYADI Walid
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
M. BANCE Stéphane	mandat à Mme FRANCISOT Amandine
Mme FADLI Hafida	mandat à Mme FONTAINE Sabrina
M. CHALBI Yacine	mandat à M. ID ELOUALI Ali
Mme LANTERNIER Lucie	mandat à M. DRUART Frédéric
Mme OZCAN Canan	mandat à Mme LAJILI Yamina
Mme MARTIN Mélissandre	mandat à M. HABI Hacène
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
Mme COHEN Rachel	mandat à M. COELHO Vasco
Mme LUC Nadine	mandat à Mme DESPRES Catherine
M. GUILLAUME Didier	mandat à M. ESSONNE MENGUE Terence

Étaient absents : LEMOINE Nathalie

Secrétaire de séance : LAJILI Yamina

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	5
→ Appel.....	5
→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 2 février 2022.....	5
→ Modification de l'ordre du jour.....	5
VOEUX	5
→ Motion de soutien aux accompagnants d'élèves en situation de handicap	5
→ Motion de soutien au peuple ukrainien	7
RESSOURCES HUMAINES	9
→ 1. Approbation de la convention entre la ville et le Comité des œuvres sociales	9
→ 2. Actualisation du taux horaire de rémunération des agents vacataires du Programme de Réussite éducative.....	10
FINANCES/COMMANDE PUBLIQUE	11
→ 3. Affectation de la dotation de solidarité urbaine et du fonds de solidarité de la région Île-de-France perçus par la commune en 2021	11
→ 4. Actualisation de 7 autorisations de programme et de leurs crédits de paiement.....	11
→ 5. Création d'une autorisation de programme pour la plantation d'arbres	13
→ 6. Vote des taux d'imposition - année 2022	14
→ 7. Vote du budget primitif - exercice 2022 - budget principal	16
→ 8. Vote du budget primitif - exercice 2022 - budget annexe des parkings	40
DIRECTION GÉNÉRALE SERVICES TECHNIQUES	41
→ 9. Avis du Conseil municipal sur la demande environnementale dans le but de réaliser et d'exploiter une unité de désinfection par voie chimique des eaux traitées de la station d'épuration « Seine Amont »	41
→ 10. Approbation d'un forfait concernant les frais liés à l'enlèvement des dépôts sauvages et la remise en état de l'espace public.....	42
→ 11. Renouvellement d'adhésion au Conseil national des Villes et Villages Fleuris pour l'année 2022.....	44
→ 12. Signature d'une convention en vue de l'indemnisation de la commune de Choisy-le-Roi pour la plantation d'arbres dans le cadre de la réalisation du tramway T9 par Ile-de-France Mobilités.....	45
→ 13. Adhésion à l'association COTER NUMÉRIQUE	46
PRÉVENTION ET SÉCURITÉ.....	47
→ 14. Approbation de la convention de partenariat entre la RATP et la commune de Choisy-le-Roi.....	47
DEVELOPPEMENT LOCAL CITOYENNETE	50

→ 15. Approbation de la charte sur les modalités de fonctionnement des conseils de quartier.....	50
HABITAT	55
→ 16. Projet de renouvellement urbain des navigateurs, approbation de l'avenant au protocole de relogement.....	55
→ 17. Garantie d'emprunt accordée au bailleur IMMOBILIERE 3F pour la réhabilitation de 94 logements sis 12, rue Rollin Régnier à Choisy-le-Roi	57
URBANISME	57
→ 18. Cession de biens communaux Coques Orix avenue Jean Jaurès à Choisy-le-Roi.....	57
→ 19. Désaffectation et reclassement du terrain situé au 49 bis avenue de la République.....	59
ADMISTRATION GÉNÉRALE	59
→ 20. Adhésion au SIFUREP de la commune de Gagny.....	59
→ 21. Demande de retrait de la commune de Choisy-le-Roi du Syndicat intercommunal pour la restauration collective (SIRESCO).....	60
→ 22. Attribution d'un fonds d'urgence à l'UNHCR au profit du peuple ukrainien.....	66
→ 23. Désignation de deux représentants, un titulaire et un suppléant, pour l'association DRAPO	66
→ 24. Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales	67

La séance est ouverte à 19 h 42 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Vous avez été convoqués selon les formes légales en séance du Conseil municipal.

→ Désignation du secrétaire de séance

M. le Maire : Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un secrétaire de séance. Je propose Madame Yamina Lajili, car tu l'as bien fait la dernière fois.

(Mme Yamina LAJILI est désignée à l'unanimité secrétaire de séance)

M. le Maire : Je vais passer maintenant la parole à Monsieur Baranger, notre directeur des services, pour procéder à l'appel nominal.

→ Appel

(M. Denis Baranger procède à l'appel)

Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 2 février 2022

M. le Maire : Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 2 février dernier avec la présente convocation. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ? Non, donc nous devons l'adopter.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est adopté à l'unanimité.

Le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 2 février 2022 est adopté à l'unanimité.

Modification de l'ordre du jour

M. le Maire : Sur la table, vous avez un vœu et un soutien. Vous avez aussi l'affectation de la DSU qui était dans la convocation, donc on l'a remise sur la table, parce qu'au lieu de l'année 2021, il avait été mentionné par erreur année 2020. Il n'y a aucune modification aux éléments, c'est juste qu'il fallait bien corriger la date.

Une fois n'est pas coutume, je vous proposerai de commencer par les vœux. La séance étant filmée, il y a beaucoup de Choisyens, et c'est quand même important. Ce sont des positions du Conseil municipal pour que le plus grand nombre puisse en prendre connaissance. S'il n'y a pas de vote contre, je vous propose de commencer par ces vœux qui sont surtout des soutiens, deux motions de soutien.

VOEUX

Motion de soutien aux accompagnants d'élèves en situation de handicap

M. le Maire : Je vais vous lire le premier. C'est une motion de soutien aux accompagnants d'élèves en situation de handicap, comme nous en avons convenu lors du dernier Conseil. Nous nous étions entretenus, c'est donc une motion de soutien qui est proposée au nom du Conseil municipal :

« La loi du 11 février 2005 instaure l'obligation de scolarité pour les enfants en situation de handicap. Les AESH accompagnants d'élèves en situation de handicap ont un rôle fondamental pour l'accès à ce droit. Ils accompagnent au quotidien les enfants en leur permettant de suivre les enseignements comme les autres élèves. Leur présence est un droit opposable des enfants en situation de handicap. Leurs missions sont aussi essentielles à tous les autres enfants et au bon fonctionnement de la classe, car en instaurant une aide et une sécurité affective propice aux apprentissages, ils permettent que tous apprennent sereinement et que les enseignants soient pleinement disponibles pour tous les élèves.

Néanmoins, les AESH exercent leur mission dans des conditions de travail extrêmement difficiles, temps de travail imposé à 21 heures par semaine, niveau de salaire très faible, 730 euros par mois, soit 57 % du SMIC, une rémunération qui ne correspond pas aux heures réalisées, un statut précaire avec des contrats courts à temps partiel, une formation très insuffisante pour un métier qui demande des compétences précises, la création des pôles inclusifs d'accompagnement localisés appelés PIAL, qui compliquent la qualité du suivi des élèves en aboutissant à un saupoudrage des heures.

Ces conditions rendent le recrutement difficile, laissant chaque année plusieurs milliers d'élèves sans accompagnants. Dans le département du Val-de-Marne, 1500 élèves seraient sans AESH. De nombreuses démissions bien compréhensibles ont lieu chaque année, ayant conduit les AESH à entamer une grève illimitée le 10 janvier dernier.

Considérant ces éléments, la ville de Choisy-le-Roi affirme son soutien aux 80 AESH de la ville et interpelle l'État en lui demandant :

- Le recrutement des AESH manquants pour permettre aux élèves en situation de handicap de bénéficier d'un accompagnement à hauteur de leurs besoins,*
- D'augmenter la qualité horaire des AESH aujourd'hui bloquée à 21 heures par semaine en Val-de-Marne,*
- De créer un véritable statut de la fonction publique pour les AESH afin de reconnaître leur métier et de mettre fin à leur précarité,*
- De leur garantir la possibilité de contrat à temps complet au moins 24 heures par semaine pour vivre dignement de leur métier sans devoir cumuler d'autres emplois,*
- De leur donner accès à des formations régulières correspondant à la variété et la complexité de leur mission,*
- D'accorder les moyens nécessaires à l'académie de Créteil pour répondre à l'ensemble des besoins en accompagnement des 1500 élèves en situation de handicap qui n'ont toujours pas l'aide adaptée. »*

J'ajouterai quelques petits mots qui ne figurent pas dans cette motion de soutien. D'abord, je me félicite de la coopération qu'il y a eu entre tous les groupes du Conseil municipal, je pense que cette motion fait l'unanimité. Je voudrais aussi expliquer ce qui a pu porter à confusion, que la ville de Choisy-le-Roi essaie d'aider les AESH en leur proposant des heures supplémentaires, notamment durant la cantine qui dure deux heures, afin de leur permettre, à ceux qui le désirent, et cela nous a été demandé, d'avoir plus d'heures. Évidemment, cela fait qu'ils ont un autre contrat, voire un troisième, mais il est très difficile de faire autrement, c'est un soutien que la ville apporte. Bien sûr, ils font un travail qui doit être rémunéré. Pour ceux qui le souhaiteraient, si des places sont disponibles, avoir une semaine pleine dans un autre emploi qu'AESH, bien sûr, nous leur donnerons une priorité pour une

mutation, mais il me semble qu'ils sont très attachés à leur emploi, ce qui est fort digne de leur part, et que la solution passe par une augmentation du nombre d'heures. Mais pour ceux qui le souhaitent, et qui souhaitent avoir des heures supplémentaires, nous ne pouvons pas faire autrement que leur proposer ce que nous pouvons leur proposer, c'est-à-dire par exemple des heures pour encadrer la cantine. Je fais cette précision, parce qu'il y a eu une confusion en pensant que les contrats des AESH relevaient du maire, ce qui n'est pas le cas.

Merci de votre écoute. Y a-t-il des interventions sur cette motion de soutien ou des commentaires ? Oui, Monsieur Hutin.

M. Hutin : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, Choisyennes, Choisyens. Je tenais effectivement à souligner le travail collaboratif des différents groupes politiques de la municipalité pour que nous puissions arriver aujourd'hui à avoir sur la table cette motion soutenant les accompagnants d'élèves en situation de handicap. Bien évidemment, nous voterons pour cette motion.

M. le Maire : Merci, Monsieur Hutin. Y a-t-il d'autres interventions ? Je n'en vois pas. Nous allons voter ce soutien, mais au-delà de ce soutien, nous allons entamer un dialogue avec les AESH et voir de quelle manière plus concrète la ville peut les aider. Merci, nous allons donc procéder au vote.

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Bien, donc le Conseil municipal dans sa globalité vote cette motion en faveur des AESH et je vous en remercie. Merci pour eux.

Le vœu n°1 est adopté à l'unanimité.

Motion de soutien au peuple ukrainien

M. le Maire : Plus tard, nous allons voter une aide financière au peuple ukrainien. Il était normal, me semble-t-il, d'avoir quand même une motion de soutien au peuple ukrainien. Là aussi, je sais que cela fait l'unanimité de soutenir le peuple ukrainien. Le temps imparti a été peut-être court, néanmoins, nous vous l'avons soumise, nous l'avons mise sur la table, et nous pourrions en débattre. Je vous lis donc cette motion de soutien au peuple ukrainien :

« Le 24 février 2022, il y a juste un mois, le président de la Fédération de Russie a déclaré une guerre unilatérale à l'État souverain d'Ukraine en déployant des moyens militaires démesurés dans le but affiché de renverser le président du gouvernement d'Ukraine légitimement élu. Cette attaque sans précédent en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale est une atteinte délibérée à tous les traités internationaux et aux fondements des institutions qui ont, depuis le milieu du XXe siècle, permis d'éviter un troisième conflit mondial, comme s'y est employé l'ONU, le tribunal pénal international, la convention de Genève, et bien sûr la plupart des peuples.

Même au plus fort de la Guerre froide, lorsque le bloc soviétique et l'OTAN déployaient leurs forces de dissuasion nucléaire et que le rideau de fer coupait l'Europe en deux, les voies diplomatiques ont permis de préserver l'équilibre planétaire et d'éviter un conflit global et dévastateur. L'agression de l'Ukraine qui s'inscrit dans la prolongation de l'annexe de la Crimée en 2014 révèle le vrai visage de la présidence russe qui aliène son peuple en le privant progressivement depuis 20 ans des libertés fondamentales que sont la démocratie, la liberté d'expression et les droits de l'homme au prix d'une corruption généralisée jusqu'au sommet de l'État. Cette offensive est menée avec la complicité des États biélorusse, tchéchène et syrien.

Depuis le 24 février 2022, les moyens militaires et la stratégie guerrière déployés par le régime russe ont frappé des centaines de milliers de personnes, faisant des milliers de morts

et de blessés, dont beaucoup de femmes et des enfants. Ils ont indistinctement bombardé des cibles civiles et militaires, jetés des millions de personnes sur les chemins de l'exil, ils ont rendu impossible l'ouverture de couloirs humanitaires pour évacuer les populations civiles ou acheminer l'aide d'urgence dans les territoires assiégés. Ce faisant, ils ont violé tous les traités internationaux, et se sont rendus possiblement coupables de crimes de guerre.

L'immense majorité des pays du monde membres de l'ONU a condamné l'agression de l'Ukraine par la Russie. L'Union européenne et ses alliés se sont massivement mobilisés pour sanctionner le régime russe, soutenir le peuple ukrainien par une aide humanitaire et militaire, accueillir les populations déplacées, mais aussi redoubler les efforts diplomatiques pour obtenir une solution négociée et un retrait des troupes russes. Cette guerre a aussi permis une prise de conscience rapide des pays occidentaux et particulièrement de l'Union européenne sur sa dépendance extérieure. Elle démontre que les pays d'Europe ne peuvent pas considérer la paix comme acquise, et se doivent solidarité et assistance dans le cas d'une attaque d'un pays tiers. Ils doivent pour cela se doter des moyens nécessaires pour protéger leur propre population. Elle prouve que nous devons atteindre une indépendance commerciale et énergétique vis-à-vis de la Russie afin de ne pas être victimes ou otage des bouleversements que nous subissons aujourd'hui, et ne pas être complices du totalitarisme et de la corruption d'État en Russie ou dans tout autre pays qui ne répondrait pas aux exigences démocratiques.

Considérant ces éléments, les élus du Conseil municipal de Choisy-le-Roi témoignent de leur soutien au peuple ukrainien et affirment leur attachement aux valeurs suivantes :

- Nous condamnons l'agression de l'État souverain d'Ukraine et de son peuple par la Russie,*
- Nous affirmons notre volonté de soutenir le peuple ukrainien dans cette épreuve par toute l'assistance humanitaire que nous pourrions lui apporter au niveau municipal, notamment par le vote d'une aide financière exceptionnelle et la collecte de produits de première nécessité au bénéfice des réfugiés fuyant les combats,*
- Nous affirmons notre attachement intangible à la paix, à la démocratie, au libre arbitre, à la souveraineté des peuples, aux droits de l'homme et du citoyen, à la liberté d'expression, au droit à la différence qui ne souffre d'aucun compromis,*
- Nous exhortons la Cour pénale internationale de mener toutes les investigations et d'instruire toutes les procédures possibles pour punir les États et leurs dirigeants qui se rendront coupable ou complices de crimes de guerre en Ukraine,*
- Nous soutenons et encourageons les efforts de la France qui assure la présidence du Conseil de l'Europe afin de trouver une issue urgente et négociée à cette guerre.*

Nous rappelons que nous n'associons pas le peuple russe aux décisions de leur président Vladimir Poutine qui porte seul la responsabilité de cette agression. Ce grand peuple est plus que jamais victime de la manipulation, notamment tous les opposants aujourd'hui arrêtés, condamnés, incarcérés dans des conditions inhumaines pour avoir tenté d'exprimer une opinion divergente de la désinformation officielle propagée par l'État russe. Nous en appelons aux membres de l'Union européenne afin qu'ils parlent d'une seule voix pour défendre les valeurs de paix et de liberté au cœur du projet européen, et à montrer avec leurs alliés la détermination nécessaire pour défendre l'intégrité et la sécurité de l'Ukraine, et plus largement celle de l'Europe telle que nous les connaissons, c'est-à-dire l'union des nations en paix. »

Y a-t-il des interventions ? Madame Juhel.

Mme Juhel : Évidemment, on votera pour, en même temps, on est un peu embarrassé, parce que l'on sait que les accords de Minsk n'ont pas été totalement respectés. Dans un conflit, tout n'est pas noir et tout n'est pas blanc. On est tellement dans l'excès qu'il y a un peu d'omissions dans ce texte, c'est ça qui est un peu gênant. On n'est pas tout blanc, on n'a pas tout bien fait, on a pu à certains moments faire un peu peur aux Russes, donner le sentiment que l'Occident se rapprochait un peu trop de leurs frontières, avoir des comportements par rapport aux minorités russes de l'Ukraine, ou en tout cas tolérer des non-respects d'accords. J'ai quand même envie de le dire, même s'il n'y a rien dans votre texte à quoi on peut s'opposer. Mais on a un peu l'impression que nous, on serait parfait, c'est une petite gêne à ce niveau-là, même si cette petite gêne n'est tellement pas en proportion de ce qu'il se passe, qu'on votera quand même ce texte.

M. le Maire : Je respecte votre intervention, Madame Juhel. Effectivement, je ne pense pas que les pays d'Europe soient parfaits. Ce que nous avons surtout voulu marquer, c'est le bombardement de civils, d'hôpitaux, les moyens employés, le non-respect des règles de guerre. Il y a des règles de guerres qui ont été signées par tous les pays. Que tout ne soit pas noir ou blanc, j'en conviens avec vous, les relations humaines peuvent être difficiles, les relations entre pays ne sont pas toujours roses. Mais c'est bien pour cela qu'il ne faut pas suspendre la diplomatie, ce que la France s'ingénie à faire. Parfois, elle peut être critiquée, je ne fais pas partie des gens qui critiquent tous ceux qui essaient malgré tout, malgré le fait que l'on dise quelquefois que ça ne sert à rien, qui essaient toujours de garder la diplomatie comme un levier important pour faire taire les conflits. Ce qu'il y a de très choquant, c'est les moyens employés, et c'est l'attaque des civils. En votant ce texte, c'est bien sûr au peuple ukrainien, aux civils, aux femmes, aux enfants, et c'est surtout aussi une façon de dire à tous ceux qui auraient en tête, il y en a d'autres qui ont agi ainsi, et malheureusement, malgré l'histoire, souvent ce genre d'exactions se répètent, de dire : « Non, ce n'est pas normal, et nous le condamnons. » C'est l'essence de ce que nous avons voulu faire, surtout à Paris. Il y a d'autres réactions ? Monsieur Essonne Mengue.

M. Essonne Mengue : Merci, Monsieur le Maire. Je voudrais juste apporter une information sur le vote de Monsieur Didier Guillaume qui ne souhaite pas prendre part au vote, au regard d'un certain nombre de modifications qu'il aurait voulu apporter, chose qu'il ne peut malheureusement pas faire ce soir.

M. le Maire : Bien. D'autres interventions ? On vote. Donc Monsieur Didier Guillaume ne participe pas au vote.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Donc c'est voté à l'unanimité, puisque Monsieur Didier Guillaume ne prend pas part au vote. Je vous remercie pour le peuple ukrainien. Ce n'est pas une situation facile, mais je pense que c'est important, cette pensée envers les civils et puis ce pays, quand même. Merci pour les Ukrainiens.

Le vœu n°2 est adopté à l'unanimité.

RESSOURCES HUMAINES

1. Approbation de la convention entre la ville et le Comité des œuvres sociales

M. le Maire : Bien, nous allons prendre maintenant le cours normal de notre Conseil. L'affaire n°1 sera présentée par Monsieur Vasco Coelho.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire, bonsoir. Bonsoir, chers collègues, direction générale et Choisyens, Choisyennes. Je vais vous présenter cette convention. La ville de Choisy-le-

Roi souhaite proposer une action sociale de qualité à ses personnels, reposant à la fois sur une offre nationale large à destination de l'agent et de sa famille offerte par le comité national d'action sociale CNAS, et ce sur une offre plus locale à travers l'association gérée par les agents de la ville de Choisy-le-Roi, le comité des œuvres sociales des personnels actifs et retraités de la collectivité territoriale de Choisy-le-Roi, le COS. Ainsi, conformément à la loi, et pour faire suite aux rencontres avec les représentants du COS, et dans le respect des émargements des engagements définis, la convention proposée vient acter le partenariat et fixer le montant et les modalités de versement de la subvention versée par la commune, les conditions de prêt de véhicules et de mise à disposition d'une assistante administrative ainsi que des obligations respectives des parties.

Afin d'organiser les relations entre l'association et la commune de Choisy-le-Roi, la convention de partenariat jointe en annexe à la présente délibération doit être approuvée par l'assemblée délibérante pour permettre au COS de fonctionner et de proposer des prestations d'action sociale complémentaires à celles du CNAS. Donc, chers collègues, nous devons autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec le COS.

M. le Maire : Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Bien. Je vais dire un petit mot en faveur des représentants du COS. Je me félicite des différentes réunions qui se sont déroulées, qui se sont toutes déroulées dans un esprit très positif de coopération dans la bonne humeur, et qui ont débouché sur une convention qui donne satisfaction aussi bien pour les représentants des agents qu'à la municipalité. Ça a été un travail très constructif, j'en suis très heureux.

Donc s'il n'y a pas d'intervention, nous allons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité.

2. Actualisation du taux horaire de rémunération des agents vacataires du Programme de Réussite éducative

M. le Maire : Le point n°2, c'est toujours Monsieur Vasco Coelho qui est dans la course.

M. Coelho : Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Pour rappel, la mise en place du programme de réussite éducative est issue de la loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005. Les dispositifs de réussite éducative visent à donner leur chance aux enfants et adolescents ne bénéficiant pas d'un environnement familial, culturel favorable à leur réussite. L'une des actions menées par le PRE est la mise en place de clubs coup de pouce dans toutes les écoles de la ville. Celle-ci concerne tout enfant rencontrant dans sa scolarité des difficultés d'apprentissage ne relevant pas d'une aide spécialisée ou d'un parcours, et qui ne trouvent pas toujours l'appui nécessaire dans son environnement familial et social.

Afin de valoriser le travail des intervenants, il est proposé d'actualiser les taux horaires et familiarisation comme suit :

- Coordinateur coup de pouce : taux horaire fixé à 12,14 euros bruts,
- Accompagnateurs coup de pouce : taux horaire fixé à 16,20 euros bruts.

Voilà, Monsieur le Maire, nous pouvons passer au vote.

M. le Maire : Bien. Y a-t-il des réactions ? Non, je n'en vois pas. Si on peut procéder au vote, y a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? C'est voté à l'unanimité, bien. Merci à vous.

La délibération n°2 est adoptée à l'unanimité.

FINANCES/COMMANDE PUBLIQUE

3. Affectation de la dotation de solidarité urbaine et du fonds de solidarité de la région Île-de-France perçus par la commune en 2021

M. le Maire : Le point n° 3, la parole est à Madame Francisot.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir, chers collègues, chers Choisyens. La ville a l'obligation de présenter au Conseil les actions de développement social, urbain et les actions entreprises afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des habitants qui ont été financées par la dotation de solidarité urbaine, le fonds de solidarité de la région Île-de-France. Elle doit également présenter les conditions de financement de ces actions, comme décrit dans les tableaux annexés à la délibération que vous avez retrouvés sur votre table ce soir. En 2021, la ville a perçu 2 846 706 euros au titre de la dotation de solidarité urbaine et 3 827 759 euros au titre du fonds de solidarité de la région Île-de-France. Il vous est proposé de répartir l'enveloppe de la DSU sur les travaux de rénovation globale et thermique d'aménagement et d'accessibilité du groupe scolaire Langevin/Mandela, des élémentaires Victor Hugo, Noblet et Jean Macé, des centres de loisirs Prairie et Gondoles et du stade Jean Bouin. Comme l'an dernier, nous y joignons également le fonctionnement des équipements de la jeunesse, l'écrivain public et le soutien à l'association HEP.

En ce qui concerne le fonds de solidarité Île-de-France, nous vous proposons de le répartir entre le fonctionnement du CCAS, le soutien aux associations sportives et au fonctionnement de structures sportives, la participation en déficit du centre municipal de santé, le fonctionnement des activités scolaires/périscolaires, des structures de petite enfance ainsi qu'au fonctionnement de la médiathèque et du conservatoire.

M. le Maire : Bien, merci, Madame Francisot. Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas, nous allons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité.

4. Actualisation de 7 autorisations de programme et de leurs crédits de paiement

M. le Maire : La parole reste à Madame Francisot.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. La gestion en autorisation de programme et crédits de paiement favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la lisibilité des engagements financiers de la collectivité à moyen terme. Ainsi, en 2020, six opérations avaient été créées pour la rénovation intérieure du groupe scolaire Langevin/Mandela, à l'agrandissement du groupe scolaire Marcel Cachin, l'extension et la mise en accessibilité de l'élémentaire Jean Macé, les travaux de voirie, le passage en basse tension de l'éclairage public et le renouvellement des aires de jeux pour enfants.

En 2020, l'opération pour le renouvellement urbain du quartier Sud avait été créée. Compte tenu de l'avancée des opérations, il s'avère nécessaire d'actualiser le montant des crédits de paiement des programmes. Pour le groupe scolaire Marcel Cachin par exemple, vous voyez que pour 2022, aucune opération n'est prévue. Les études relatives à l'évolution

prévisionnelle des effectifs du groupe scolaire dans les années à venir révèlent qu'il n'apparaît plus nécessaire d'agrandir les écoles existantes ni de libérer des locaux occupés actuellement par l'inspection de l'Éducation nationale. Néanmoins, pour améliorer le fonctionnement de cet ensemble, la ville a proposé de réaliser une scission de l'école élémentaire en deux entités distinctes, comme il s'est fait par exemple sur le groupe scolaire Langevin/Mandela il y a quelques années. Le Conseil d'école, consulté fin octobre 2021, a rejeté le principe de scission proposée par la ville. Le projet est donc pour l'instant ajourné. Les crédits de paiement envisagés en 2022 sont donc annulés en attendant la suite qui sera donnée à cette opération.

Les travaux pour le passage en basse tension de l'éclairage public devraient prendre fin cette année. À la suite, cette opération sera bien entendu clôturée si les travaux sont finis d'ici la fin de l'année.

Nous clôturons l'autorisation de programme pour l'école élémentaire Jean Macé, puisqu'en effet, à la démolition du centre de loisirs Calypso n'est plus d'actualité, et les baisses d'effectifs sont également envisagées sur cette école. Au regard de ces constats, seuls les travaux de mise en accessibilité et d'amélioration acoustique du restaurant scolaire ont été réalisés en 2021 pour un coût total de 383 904,32 euros.

Enfin, nous augmentons le montant de l'autorisation de programme du groupe scolaire Langevin/Mandela dont la refonte se poursuit en 2022 avec l'aménagement des cours d'école élémentaire. La rénovation intérieure de l'élémentaire Langevin et la réalisation d'une sur-toiture sur une partie de la maternelle Mandela sont programmées durant les congés d'été 2023. Nous augmentons donc le montant de cette autorisation de programme afin d'intégrer ces rénovations extérieures. Il faut tout de même noter que ce projet bénéficie de recettes de l'ANRU et de la région à hauteur de 1,5 million d'euros.

M. le Maire : Merci, Madame Francisot. Des observations ? Madame Juhel.

Mme Juhel : J'attire votre attention sur le fait de garder une école à plus de 20 classes avec la difficulté pour le directeur d'école de gérer un équipement de cette lourdeur, avec toutes les conséquences que ça a dans les dysfonctionnements de l'école. Certes, l'équipe pédagogique est très unie, les enseignants sont contents de rester ensemble, ils ne veulent pas se séparer, mais il y a un moment où on n'est pas dans l'affectivité. On a une école qui a la taille d'un énorme collège. Il faut quand même, de manière pédagogique, poursuivre l'idée de séparation, parce que c'est une taille inhumaine pour une école. Ça ne se fait pas dans la brutalité, mais c'est un problème qu'on connaît depuis de nombreuses années. On avait un chef d'établissement qui à la fois ne voulait pas la scission de l'école, mais passait son temps à se plaindre de la lourdeur de gestion et à ne pas assumer ce qu'il avait à faire parce qu'il n'y arrivait pas. Je pense qu'à un moment donné, la municipalité nous doit, dans l'intérêt des enfants, des familles, de dire aussi qu'on n'est pas juste dans le cocooning entre enseignants qui ont envie de rester ensemble. Il faut faire deux écoles, c'est une nécessité absolue pour les enfants, pour les familles. Que vous ne le fassiez pas dans la brutalité, s'il y a opposition, je peux l'entendre, on a eu les mêmes problèmes, on a calmé le jeu, mais à un moment donné, il faut arriver à le faire.

M. le Maire : Je vous rejoins, Madame Juhel. D'ailleurs, une partie du chemin a été faite. Le directeur en question a été remplacé, je vous rejoins pour vous dire que ça facilite beaucoup les discussions. Mais surtout, Madame Juhel, nous avons un projet d'une nouvelle école dans notre PPI à 14 millions d'euros. Au départ, c'était 12, mais c'est bien 14. Il y a urgence à faire cette école, et nous nous y employons. Elle sera commencée avant la fin de notre premier mandat, avec un peu de chance peut-être pas loin d'être terminée, tout dépend de l'avancée du programme de l'EPA ORSA sur le Lugo, parce que c'est interdépendant. C'est

effectivement très important, mais je pense que nous allons y arriver. Une nouvelle école verra le jour et résoudra tous ces problèmes. Merci de votre intervention.

Y a-t-il d'autres observations ? Je n'en vois pas, donc nous allons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°4 est adoptée à l'unanimité.

5. Création d'une autorisation de programme pour la plantation d'arbres

M. le Maire : Je crois que c'est toujours Madame Francisot.

Mme Francisot : Merci. Dans le cadre de notre programme lié à la transition écologique, nous avons promis de redonner de la place aux arbres dans notre ville. Nous avons été ralentis dans la mise en œuvre de cette opération par à la fois la crise sanitaire, la situation des ressources humaines mais aussi les marchés existants, mais ça y est, nous y sommes. Le patrimoine arboré de la ville est aujourd'hui composé d'environ 7500 sujets qui présentent un état variable et connaît une perte annuelle de l'ordre de 2 %. Dans un premier temps, durant le premier semestre 2022 déjà commencé, nous recensons le patrimoine. Chaque arbre référencé sera accompagné d'une fiche d'identité phytosanitaire, ce qui nous permettra de mieux connaître toutes les essences que l'on a dans notre territoire. Cette première phase va permettre de déterminer le plan d'action pluriannuel. Les actions issues de ce plan directeur concerneront les arbres d'alignement de voiries ainsi que ceux situés dans les parcs et jardins. Elles seront menées sur un rythme annuel évalué à 300 000 euros, soit un investissement global de 1,5 million d'euros sur la période de l'autorisation de programme. Nous vous demandons donc d'approuver la création d'une autorisation de programme pour la plantation d'arbres et la répartition de ces crédits.

M. le Maire : Merci, Madame Francisot. Y a-t-il des observations ? Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Merci bien, Monsieur le Maire. Petite explication du vote, bien sûr qu'on va voter dès demain pour cette résolution que ma collègue vient de présenter, juste une petite explication pour expliquer un peu ce que cela voudrait dire, une programmation. Tout simplement que le marché actuel ne permet pas d'aller au-delà d'une certaine somme, et comme nous avons une ambition forte en matière de plantation d'arbres, l'idée est que l'on puisse avoir les outils financiers, administratifs et surtout réglementaires qui nous permettraient d'aller au-delà, et cela pour la stratégie financière. Ensuite et à côté de cela, j'ai presque envie de dire presque surtout, la stratégie, il y a d'autres acteurs. D'abord, on va faire appel à un bureau d'études qui va accompagner la ville pour nous aider à identifier les sujets, c'est-à-dire les arbres, d'avoir un suivi phytosanitaire, ma collègue vient de le dire, et pour ainsi dire, installer une culture de l'arbre à Choisy-le-Roi. Cette culture de l'arbre va être renforcée d'une manière aussi participative et citoyenne, parce que le but et l'objectif également, c'est qu'on puisse là où c'est possible constituer ce qu'on appelle des forêts urbaines, c'est-à-dire des mini-forêts d'arbres, mais qu'on les fasse avec le citoyen. Quand je dis que c'est une démarche participative, bien sûr, les citoyens, les Choisyennes et les Choisyens qui nous écoutent et nous regardent y sont invités, mais notre stratégie, la stratégie de notre majorité également, c'est de faire aussi appel à tous les acteurs du territoire de la ville, bien sûr la collectivité, les habitants, mais aussi les acteurs économiques. J'ai eu le plaisir de recevoir Monsieur le Maire, chers collègues, un acteur économique sur la ville, pour le nommer, c'est la société BioLatex qui est installée à Choisy, qui s'engage à planter un arbre pour chaque article vendu. Voici une action vertueuse où les acteurs économiques de la ville sont aussi parties prenantes des engagements que l'on porte.

L'idée, c'est justement qu'on puisse élargir, c'est-à-dire encore une fois, dans la stratégie qu'on est en train de mettre en place avec les services, que je remercie par ailleurs, c'est d'identifier le foncier. On a aussi une stratégie foncière, et croyez-moi que ce n'est pas le plus simple. L'idée, c'est évidemment de faire appel au foncier, d'identifier le foncier de la ville, mais aussi, on n'exclut pas d'interpeller également les bailleurs sociaux qui ont un patrimoine foncier et qui peuvent aussi participer à notre effort.

J'ajoute que notre effort communal est conjugué par l'effort départemental de planter 50 000 arbres. Voici à la fois la volonté et la stratégie que l'on met en œuvre derrière ce que ma collègue vient de vous présenter. Merci.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. J'espère qu'ils vendent des scoubidous, comme ça, ça fait beaucoup d'arbres. Ils vendent quoi ? Si ce sont des avions, cela ne fera pas beaucoup d'arbres.

M. Id Elouali : Je peux ajouter un mot, Monsieur le Maire. Dans la stratégie aussi, c'est de faire en sorte que chaque naissance soit accompagnée d'un arbre, donc c'est un dispositif que l'on va lancer. Une naissance : un arbre à Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Bien, merci, Monsieur Id Elouali. J'en profite pour lancer un appel aux Choisyennes et aux Choisyens. Ceux qui ont la chance d'avoir un jardin et qui voudraient y planter un arbre, sachez que soit le département soit nous-mêmes, soit la commune, offriront la plantation et la fourniture de l'arbre. J'espère que de nombreuses Choisyennes et Choisyens nous écoutent, faites-vous connaître auprès de la ville. Là, on est plutôt à planter des tulipes, mais faites-vous connaître dès maintenant pour que dès que la saison des arbres va rouvrir, c'est-à-dire entre octobre et mars, nous ayons la joie de planter un arbre chez vous. Merci.

Y a-t-il des observations ? Non, nous allons voter. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

La délibération n°5 est adoptée à l'unanimité.

6. Vote des taux d'imposition - année 2022

M. le Maire : La parole reste toujours à Madame Francisot qui s'est longuement entraînée pour ce Conseil, parce qu'elle a beaucoup d'interventions. Quelque chose qui va intéresser les Choisyennes et les Choisyens, le vote des taux d'imposition pour l'année 2022.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Nous devons, comme chaque année, approuver les taux d'imposition. Je vous l'ai dit l'an dernier, en supprimant la taxe d'habitation, l'État a opéré des changements dans la fiscalité territoriale. Pour compenser la perte de recettes des villes, l'État a décidé que la part de taxe foncière autrefois perçue par les départements reviendrait aux villes. L'an dernier, nous avons donc voté un taux qui était une simple addition du taux communal et du taux départemental qui préexistaient, soit un taux global de 39,84 %. Nous ne changeons rien à notre ligne de conduite en ne touchant pas à ce taux cette année encore. Il ne devrait donc pas avoir de grands changements ou presque pour les Choisyens.

Si je dis « presque », c'est qu'il est bien entendu que nous n'avons ni la main sur les autres colonnes ayant un taux ni sur la variation des valeurs locatives indexées sur l'inflation et votées en loi de finances, et cette variation des valeurs locatives est un élément du calcul de la taxe foncière. Mais quand je dis « presque », je pense aussi plus particulièrement et encore une fois à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères dont les taux sont désormais définis par l'établissement public territorial du Grand Orly Seine Bièvre qui en a la

compétence. À un moment, chers Choisyens, chers collègues, j'aimerais bien que quelqu'un m'explique comment une association, si je puis ainsi dire, qui était censée permettre aux collectivités de réduire les coûts ne cesse de nous expliquer que les coûts ne font qu'augmenter. Alors, oui, les fluides ont augmenté, et je pense que nous subissons ici, à la ville de Choisy-le-Roi, mais aussi tout un chacun dans notre quotidien, nous l'avons constaté. Est-ce une raison valable pour décider d'une énième augmentation des taux ? Ah, non, j'oubliais, pour que notre ville soit plus propre, nous avons demandé un ramassage des encombrants sur un rendez-vous dans les zones pavillonnaires, ou encore la mise à disposition de bacs pour les déchets verts. Mais pour information, pour 4 villes, la mise à disposition de bacs pour les déchets verts devrait coûter environ 465 000 euros, soit moins que l'excédent que générerait un taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères à 7,14 à Choisy. Puisque pour mémoire, cet excédent bien qu'anormal était de 500 000 à 700 000 euros par an. L'an dernier, ce taux a été relevé à 7,59 %, et cette année, il devrait être à 7,72 %. Donc la mise à disposition des bacs verts invisibles à ce jour et un passage des encombrants sur rendez-vous à certains endroits nécessite ce qui devrait représenter aujourd'hui, sur la base de ce qui préexistait, un excédent supérieur à 1 million d'euros sur le compte des Choisyens ?

Et je ne peux qu'être inquiète quand je constate leur folie des grandeurs. Une nouvelle fois, ils décident de louer un bâtiment à Orly qui devrait abriter une quinzaine d'agents pour la modique somme de 271 700 euros annuels. De plus, dans un souci d'harmonisation entre un bassin de 5 villes, donc Ablon, Thiais, Villeneuve-le-Roi, Orly et Choisy, on me dit il y a un an que le taux cible de cette taxe est de 7,8 %, mais finalement, un an plus tard, on constate qu'Ablon passe au-delà des 8 % pour se rapprocher de Villeneuve-le-Roi, et à demi-mot, on s'entend dire qu'en réalité, on ne pourrait pas tenir l'objectif de 7,8 %, qu'on tend plus vers un taux comme celui de Villeneuve-le-Roi qui est proche de 9 %. Je demande donc quand cela s'arrêtera ? Quand est-ce qu'on arrêtera cette machine à gaspiller les sous, infernale, qu'est l'EPT ? Quand est-ce qu'on arrêtera de prendre les Choisyens, pardonnez-moi de l'expression, pour des vaches à lait ? Désolée, parfois, c'est le sentiment que j'ai de l'établissement public.

Enfin, je referme cette parenthèse, je vous propose donc aujourd'hui de voter un taux identique à celui de l'an dernier à 39,84 % pour la taxe foncière sur le bâti, et à 124, 75 % pour la taxe foncière sur le non bâti.

M. le Maire : Bien, merci, Madame Francisot. Très succinctement, ce qui est important, ce que doivent retenir les Choisyennes et les Choisyens, c'est que pour la deuxième année, malgré toutes les contraintes que nous avons subies, on ne se cache pas derrière, nous assumons, mais quand même, deux années de Covid plus beaucoup de choses à rebâtir, pour la deuxième année, nous n'augmentons pas les taux et nous ne les augmenterons pas durant toute la durée de notre mandat comme nous l'avons promis aux Choisyennes et aux Choisyens, et cela sans rien enlever des services qu'attendent les Choisyennes et les Choisyens. Bien au contraire, en leur apportant des services nouveaux comme la police municipale et comme, puisque nous en parlons, Madame Francisot nous a parlé de la TOM, les Choisyens, sans augmentation de leurs impôts municipaux, vont bénéficier d'une collecte des déchets verts, ce qui était demandé, qui est attendu. C'est quand même très important, et nous félicitons, je félicite nos services, bien sûr, les élus, Monsieur El arbi Chirrane, qui s'est bien employé sur cette affaire, notre DGS et Madame Francisot, parce que ce n'a pas été une mince affaire que d'obtenir, il y a quand même une petite augmentation, mais très limitée par rapport au service rendu, d'avoir cette collecte des déchets verts. Effectivement, les Choisyennes et les Choisyens verront qu'il y a une caisse pour la TOM, l'enlèvement des déchets ménagers. Je m'insurge également, comme l'a fait Madame Francisot, nous avons transféré une TOM, taxe des ordures ménagères, aux territoires excédentaires de près de 400 000 euros. Et la récompense, c'est que les Choisyennes et les Choisyens vont avoir une

légère augmentation sur cette taxe d'enlèvement d'ordures ménagères. On peut se demander effectivement à quoi sert le territoire, mais c'est une discussion sans doute que nous aurons et qui va se poser certainement après les présidentielles.

Nous sommes quand même heureux de ne pas avoir augmenté le taux communal, puisque c'est le seul levier qu'il nous reste aujourd'hui. S'il devait y avoir une augmentation, et nous aurons sans doute des Choisyennes et des Choisyens qui nous demanderont des explications, chacun sait, ou presque tout le monde sait que c'est assis sur la valeur locative. La valeur locative, c'est le service de l'État qui la décide, pas la commune. En ce qui concerne la commune, nous n'augmentons pas les impôts. Voilà, merci.

Y a-t-il des réactions ? Je n'en vois pas. Pardon, excusez-moi, Monsieur Chirrane.

M. Chirrane : Merci, Monsieur le Maire. Juste une petite précision concernant cette collecte de déchets végétaux. Les bacs...

M. le Maire : Excusez-moi, Monsieur Chirrane. Très court, parce que l'objet c'était l'augmentation des taux, la stabilité des taux, le vote des taux. Mais allez-y, très court.

M. Chirrane : Très rapidement, on ne cible que les pavillonnaires, on est bien d'accord, donc tous les Choisyens n'en bénéficieront pas en direct. Ceux qui vivent en collectif, il s'agit de charges récupérables, les bailleurs ou les syndicats de copropriété le font et le feront, ils continueront. Les pavillonnaires, c'est nouveau pour eux. C'est en bacs, les bacs commencent à être distribués, et cette collecte sera effective dès le mois prochain. Faites des demandes de bacs, pour ceux qui nous écoutent, et vous serez servis. La collecte commencera dès avril.

M. le Maire : Très bien, merci, Monsieur Chirrane, et merci de votre action, parce que c'est vraiment un service supplémentaire très important que nous avons réussi à obtenir.

Donc nous allons procéder au vote, en ce qui concerne les taux pour 2022. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Donc c'est voté à l'unanimité, je vous en remercie. Très bien.

La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité.

7. Vote du budget primitif - exercice 2022 - budget principal

M. le Maire : J'espère qu'il reste un peu de force à Madame Francisot, parce que nous arrivons sur un gros morceau, le vote du budget primitif.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Ce soir, il me revient l'honneur de vous présenter le budget primitif de notre ville pour 2022. Si ce soir nous arrivons à vous présenter un budget en équilibre, c'est grâce à tous les services qui ont travaillé dans un contexte toujours plus contraint et incertain au regard des deux années passées.

Alors, je remercie l'ensemble des services pour cette préparation, mais encore plus, et en premier Monique DOS REIS, la directrice des finances, qui malgré toutes les difficultés et au passage de la M14 à la M57, et au fait qu'elle était exceptionnellement seule pour cette préparation, a réussi une fois de plus à nous fournir les documents d'une grande qualité me permettant de vous présenter ce soir le budget.

Je dois également remercier l'ensemble de l'équipe de direction avec qui j'ai passé de longues heures à affiner ce budget pour arriver à un résultat que je nommerai acceptable pour notre ville.

Ce budget que je vous présente ce soir est un budget qui permet à nos services de poursuivre leurs actions auprès des Choisyens, de les améliorer, de les enrichir, mais aussi de poursuivre nos investissements pour les habitants de notre ville. Le budget global de notre ville devrait s'élever à un peu plus de 97 millions d'euros cette année. Je commencerai par vous présenter la section de fonctionnement avant de vous présenter l'investissement.

Nous équilibrons la section de fonctionnement à 73,9 millions d'euros, contre 71,04 millions d'euros l'an dernier. Regardons de plus près les dépenses. Les dépenses réelles de la section de fonctionnement s'élèvent à 67,9 millions d'euros, soit une augmentation de 2,04 % par rapport à 2021, mais j'atténuerai en vous rappelant qu'en 2021, nous avons voté une diminution de 6,82 % de ces dépenses par rapport à 2020. Cette année, nous avons demandé aux services de prévoir au plus juste leur budget en visant un objectif de réduction des charges à caractère général de 1,35 % en raison notamment des contraintes qui pèsent sur nos ressources, qu'elles soient liées à la crise sanitaire toujours en cours, je le rappelle, à l'augmentation du cours des matières premières et fluides que nous subissons tous, aux éventuels besoins sociaux qui pourraient découler de ces situations, mais aussi de la nécessité de dégager de l'autofinancement afin de pouvoir financer de nouveaux projets.

Nous avons pu à cette occasion réviser l'ensemble des lignes budgétaires des services en nous appuyant sur leurs besoins et habitudes. Cet exercice nous a permis d'aller au-delà de nos espérances, puisque nous avons pu réduire notre prévision pour les charges à caractère général de 2,46 %, ce qui représente environ 377 000 euros de moins, mais toujours plus que nos dépenses constatées aux derniers comptes administratifs. Ce budget reste néanmoins très important au regard des projets à venir sur la ville. Des efforts de mutualisation, d'optimisation, d'économies sont vivement demandés ou recherchés, sans toutefois toucher à la qualité des services rendus aux Choisyens. D'ailleurs, à titre d'exemple, nous augmentons le budget consacré à l'enfance et la petite enfance, qui ensemble représentaient 16 millions d'euros environ l'an dernier, à 19,2 millions cette année. Nous portons l'action sociale de 2,9 millions d'euros à 3,8 millions d'euros. L'action envers les jeunes et le sport est portée à même niveau. Je pourrais encore vous citer tant de choses.

Pour en revenir à nos charges à caractère général, cette année, l'élément qui pèse le plus sur nos charges est le budget prévu pour les fluides qui est projeté pour l'instant à 2,47 millions d'euros, alors que l'an dernier, nous ne prévoyons que 2,16 millions d'euros, soit environ 310 000 euros de moins. L'envolée actuelle des prix du gaz, du carburant, de l'électricité nous emmènera d'ailleurs prochainement à revoir à la hausse ce budget. Voyez donc le poids de plus en plus important que ces charges obligatoires prennent dans notre budget, mais on ne peut les éviter. Il me paraît important d'en parler, parce que notre ville, depuis des années, a entrepris des efforts considérables sur l'amélioration de nos équipements énergétiques, mais aussi sur le remplacement de nos véhicules par des véhicules plus propres et moins dépendants des fluides classiques. Malgré cela, nos dépenses sont en constante augmentation. Nous sommes bien obligés de les assumer. Qui verrait une école en plein hiver sans chauffage, juste pour faire quelques économies ? Comment continuer à transporter nos enfants d'un point à l'autre de la ville, nettoyer nos rues sans fluides ? Nous comprenons et nous soutenons pleinement les actions qui seraient mises en place pour les ménages et les entreprises, mais à un moment, il faudrait aussi peut-être que nos gouvernements se posent la question du poids de ces dépenses pour nos collectivités, quand dans le même temps, nos compétences inscrites ou de faire ne cessent de s'accroître. Cette augmentation, cette envolée des cours qui n'était pas prévue lors de la préparation budgétaire avait justement été atténuée largement par la notification de la facturation de la restauration collective qui devrait diminuer d'environ 200 000 euros en 2022. Je vous invite, chers collègues, à prendre connaissance des principales dépenses en page 3 du rapport.

Il faut noter l'importance que nous donnons à la propreté, l'entretien des espaces verts, de la voirie, de l'éclairage public et des bornes d'incendie dans notre ville qui avec près de 1,6 million d'euros sont deux de nos plus gros postes budgétaires au chapitre des services extérieurs. L'autre poste budgétaire qui mobilise de plus en plus nos ressources est celui des assurances qui nous coûtent de plus en plus cher. Aujourd'hui, notre volonté à ce sujet est de renforcer nos actions de prévention et de sécurité notamment au travail pour voir cette tendance s'inverser. Je note également l'attachement que nous avons à préserver, voire améliorer, une offre de soins médicaux accessible à tous. 500 000 euros, c'est un peu moins qu'en 2021, viendront combler le déficit du centre municipal de santé, mais c'est un déficit qui, comme l'an dernier, reste important notamment du fait de la crise sanitaire.

Le renouvellement de la DSP de la crèche Tony Lainé nous permet de réaliser une économie notable d'environ 25 000 euros annuels. Je note les efforts considérables fournis par le service du courrier qui arrive à stabiliser ses dépenses malgré cette année la campagne de renouvellement des cartes électorales et les envois massifs que cela génère. Pour finir sur cette principale dépense, je noterai que la conjoncture actuelle qui, je l'espère, sera durable, va nous permettre de renouer le contact avec les Choisyens autour de moments de convivialité traditionnels que sont le 14 juillet, la Fête de la ville, le Forum des associations voire une nouvelle édition du marché de Noël qui a rencontré un franc succès l'an dernier.

Les charges de personnel sont évaluées à 40,82 millions d'euros, soit une évolution de 4,95 % par rapport au budget primitif 2021. L'évolution de ces charges est principalement liée à la création de postes permanents permettant le bon fonctionnement des services et au développement de l'activité de la ville, mais aussi pour répondre aux projets portés par notre majorité. Certains postes étaient organisés sous l'angle de prestation de services. Je pense ici à Citeos pour les médiateurs, et aux gilets jaunes aux abords des écoles dont les budgets étaient prévus dans les achats de prestations extérieures par les services concernés, et qui aujourd'hui sont diminués des budgets de ces services, mais intègrent notre budget de ressources humaines.

Il faut également noter que le dédoublement de l'action sociale pour les agents de la ville avec une action globale portée par le CNAS et une action plus locale portée par le COS font augmenter notre chapitre 0-12, le chapitre des ressources humaines, alors que le chapitre 65 pour les subventions diminue à ce titre. Cette augmentation du chapitre comprend aussi des éléments classiques de revalorisation des rémunérations des agents, glissement vieillesse, technicité, heures supplémentaires, bien que ces dernières soient en diminution. N'oublions pas non plus que nos agents seront mobilisés cette année sur les élections présidentielles et législatives, et qu'il nous a paru plus juste pour eux de revoir le montant de leur indemnité forfaitaire en la revalorisant, car pour nous, et c'était la réalité, elle était l'une des plus basses du département.

Je terminerai sur les ressources humaines en précisant que pour l'année d'enseignement 2021/2022, nous avons souhaité accueillir au sein de nos services 12 apprentis. Nous pouvons en accueillir jusqu'à 15. Au-delà du coût que cela pourrait avoir, c'est une réelle opportunité de professionnalisation et d'accompagnement de nos jeunes vers le monde de l'emploi que nous proposons. Suite à la forte diminution des atténuations de produits en 2021 liée au transfert de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères de la redevance spéciale vers l'EPT, ce chapitre reste stable. La participation au fonds national de garantie individuelle des ressources, un fonds qui sert à compenser les communes de la perte de la taxe professionnelle, est stable depuis 2013 à 2,08 millions d'euros.

Enfin, pour terminer avec les atténuations de produits, la ville étant classée dans les 250 communes les plus pauvres en 2021, nous devrions être exonérés de la participation au

fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales en 2022, ce qui devrait correspondre à une économie d'environ 400 000 euros. Pour autant, comme en 2020 et 2021, et malgré notre opposition, il est possible que l'EPT reconduise sa contribution supplémentaire au FPIC qui était de 30 674 euros en 2020, et 11 786 euros en 2021. Pour 2021, nous avons fait le choix de consigner cette somme le temps que la procédure engagée par plusieurs villes de l'EPT aboutisse.

Nous inscrivons une augmentation de 3,49 % des autres charges de gestion, d'abord avec la M57, nous retrouvons à ce chapitre 65 les bourses et prix qui, tout comme la subvention budget annexe des parkings, étaient auparavant au chapitre 67. Les enveloppes dédiées aux élus et aux créanciers recouvrables sont en diminution, notamment en raison des dépenses réelles, des dépenses qui ont été constatées l'année précédente. En revanche, les participations obligatoires augmentent, c'est le cas de la participation au budget de fonctionnement des sapeurs-pompiers qui augmente cette année de 50 000 euros, et celle des contributions aux écoles privées qui augmenteront d'environ 60 000 euros chaque année. Nous prévoyons également, comme chaque année, une augmentation du fonds de compensation des charges transférées au territoire de l'ordre de 2 %.

Les subventions de fonctionnement évoluent légèrement. Les subventions aux associations sont maintenues au même niveau qu'en 2021. Pour autant, la diminution qui peut être observée en page 132 de la maquette budgétaire est due, comme je vous l'ai dit précédemment, à la séparation de l'offre sociale pour les agents entre le COS et le CNAS. La subvention accordée au COS pour 2022 est de 100 000 euros. La subvention du CCAS passe de 1,2 million d'euros à 1,86 million d'euros. Comme l'an dernier, nous intégrons l'excédent de fonctionnements à la subvention accordée, mais cette subvention évolue tout de même en raison du transfert budgétaire de 25 agents qui auparavant étaient payés sur le budget de la ville.

Comme nous le faisons déjà pour le CCAS, le cinéma théâtre Paul Éluard étant pleinement un service de la ville, nous intégrons désormais à leurs subventions la reprise des excédents. La subvention du théâtre cinéma Paul Éluard est donc diminuée de 70 000 euros comparés à leur réalisé de 2021. Nous n'amputons donc en rien leurs moyens, nous décidons simplement de travailler autrement en ciblant au plus juste nos besoins.

Les charges financières sont en baisse de 12,77 %, cette baisse est due notamment au refinancement de 14 emprunts en 2021. Le chapitre des charges exceptionnelles diminue considérablement. Il y a d'une part la subvention annexe des parkings qui, comme je vous l'ai dit, est passée désormais au chapitre 65, et nous prévoyons une diminution des autres charges exceptionnelles avec une sortie de l'épidémie de Covid. Enfin, et pour terminer avec les dépenses de fonctionnement, nous prévoyons un virement à la section d'investissement supérieur à celui de l'an dernier pour environ 3,66 millions d'euros.

Attachons-nous maintenant aux recettes de fonctionnement. Nous prévoyons une évolution de 4,02 % en 2022 par rapport à 2021. Je le rappelle, nous prévoyons une diminution de 6,44 % par rapport à l'année 2020. En ce qui concerne les recettes réelles de fonctionnement, bien qu'importantes, nous augmentons dans une mesure que nous estimons prudente les atténuations de charges qui correspondent principalement aux remboursements des assurances au regard du réalisé des années précédentes. Les produits des services des domaines diminuent nettement. Nous avons espéré une reprise en 2021 après la crise sanitaire en prévoyant 4,56 millions d'euros au budget primitif. Or, seulement 4 millions d'euros ont été perçus. Nous avons donc choisi d'être plus raisonnables cette année en raison des incertitudes en prévoyant 4,17 millions d'euros de produits pour 2022.

Dans ces recettes, on retrouve la plus importante liée aux activités périscolaires pour 2,89 millions d'euros, ou encore la tannerie à 241 000 euros. Comparées à 2021, nos recettes fiscales devraient évoluer de 2,97 %. Cette augmentation est essentiellement due à la revalorisation des bases locatives décidée par l'État en loi de finances pour les contributions directes, c'est-à-dire la taxe d'habitation et la taxe foncière.

L'attribution de compensation versée au titre de la fiscalité économique par la métropole du Grand Paris s'élève à 13,51 millions d'euros et reste stable. Nous restons prudents également quant aux recettes des autres taxes et celles du fonds de solidarité de la région Île-de-France qui, compte tenu des critères d'éligibilité, peuvent évoluer à la hausse ou à la baisse. Nous prévoyons une augmentation de 8,56 % du chapitre des dotations, subventions et participations. La dotation forfaitaire, la dotation de solidarité urbaine et la dotation nationale de péréquation devraient légèrement, voire très légèrement, augmenter. Nous prévoyons une évolution des participations de l'ordre de 4,81 % en 2022 par rapport à 2021.

Nous envisageons une légère augmentation des recettes de FCTVA pour le fonctionnement au regard des actions prévues en 2022. Je vous invite à retrouver l'ensemble de ces chiffres en page 13 et 14 du rapport. Nous prévoyons également une augmentation des recettes des autres produits de gestion courante qui correspondent notamment aux locations et redevances d'occupation du domaine public, et nous y retrouvons le remboursement des assurances pour la réfection de la maternelle Henri Wallon à la suite de la tempête du 19 juin 2021.

Je passe maintenant à la section d'investissement. Nous équilibrons la section d'investissement à 23 222 670 euros, soit une évolution de 29,57 % par rapport au BP 2021. Cette année, pour les immobilisations incorporelles, nous prévoyons 395 000 euros. 185 000 euros seront consacrés aux études, on y trouvera notamment les études pour la construction d'un nouveau groupe scolaire pour 100 000 euros, et nous prévoyons la refonte du site Web pour 25 000 euros. La question du coût de cette opération m'a été posée par Monsieur HUTIN en commission, mais n'étant pas experte de la question, j'ai tout de même cherché à obtenir les réponses. Il se trouve qu'aujourd'hui, notre site Internet conçu en 2010 pour près de 102 000 euros n'est plus adapté à l'utilisation souhaitée des usagers. Il est peu intuitif, s'adapte mal à la lecture sur smartphone, et parfois, c'est un parcours du combattant que d'y retrouver des informations. Nous souhaitons rendre ce site plus accessible, et au regard de ce que j'ai pu voir dans d'autres collectivités de la même strate, et du montant dépensé en 2010, je pense que nous nous en sortons plutôt bien.

La participation au budget d'investissement des sapeurs-pompiers devrait rester stabilisée à 160 000 euros cette année. En ce qui concerne les immobilisations corporelles, bien entendu en dehors des opérations prévues en autorisations de programme et crédits de paiement, nous poursuivons la réhabilitation des équipements publics et des structures dédiées aux plus jeunes pour environ 2,9 millions d'euros. On peut ici citer :

- Les travaux d'aménagement des locaux de la police municipale et du service des archives,
- Des aménagements pour les centres sociaux et le service de la jeunesse pour environ 30 000 euros,
- La mise en accessibilité de l'élémentaire Victor Hugo pour environ 300 000 euros,
- La poursuite de l'installation du système d'alerte intrusion attentats dans les écoles pour 80 000 euros,

- La réfection de la toiture de la maternelle Wallon couverte et bien d'autres opérations que je vous invite à découvrir en page 17 du rapport.

Toujours dans nos immobilisations corporelles, nous améliorons le cadre de vie en prévoyant 1 290 000 d'euros pour l'achat de mobilier urbain, à divers travaux de voirie, dont les travaux de la passerelle Picasso. Bien entendu, nous poursuivrons les travaux déjà débutés sur les équipements sportifs pour environ 373 000 euros. Il s'agit notamment des abords du gymnase Alice Milliat et son équipement, du remplacement du sol de la grande salle du gymnase Rousseau ou encore des travaux au stade de la Prairie. Cette année, le déploiement de la vidéoprotection devrait débuter et s'achever pour un montant de 1,4 million d'euros. Nous inscrirons face à cette dépense une recette de 800 000 euros de l'État et de la région. Nous investirons dans une « crocopelle » pour notre cimetière, cela devrait permettre de réduire la pénibilité du travail des agents du cimetière. Je vous laisserais découvrir l'ensemble des quelques autres opérations prévues en page 17 et 18 du rapport.

Nous poursuivrons les travaux, notamment ceux en cours pour la rénovation énergétique de l'élémentaire Victor Hugo et la fin des travaux d'extension du centre de loisirs de la Prairie. Les opérations en APCP seront elles aussi poursuivies pour un montant prévisionnel d'environ 3,7 millions d'euros, bien que réaménagées, mais je n'en citerai pas plus sur ce sujet, puisque nous en avons parlé dans une délibération précédente.

Nous devrions pouvoir rembourser un peu plus de 4 millions du capital de nos emprunts cette année. Nous faisons également une provision de 4 millions afin d'envisager la négociation de taux plus intéressants encore sur nos prêts.

En ce qui concerne les recettes d'investissement, nous espérons qu'elles deviendront de plus en plus dynamiques au regard de notre projet pour la ville. Je vais m'arrêter donc sur les principales recettes. Au chapitre des dotations, fonds divers et réserves qui contiennent notamment les recettes de FCTVA sur l'investissement et la taxe d'aménagement, nous prévoyons une augmentation de 11,11 % par rapport au budget 2021, soit 1,5 million d'euros au lieu de 1,35 million d'euros prévus en 2021. Nous devrions recevoir 2 797 000 euros de subvention. C'est une évolution timide de cette recette, mais que j'espère plus dynamique au regard des investissements prévus dans notre programmation pluriannuelle des investissements. C'est ici que l'on retrouve les 800 000 euros de subvention de la région et de l'État pour la vidéoprotection. Ils recevront en plus 75 000 euros pour l'équipement de nos policiers. Je tiens à noter que nous investissons pour le numérique dans les écoles, et que cet investissement est subventionné par l'État. Nous devrions recevoir près de 108 000 euros pour ces équipements. D'autres subventions sont versées notamment par l'ANRU pour les quartiers Sud, la CAF pour les centres de loisirs.

Je parlerai de l'inscription en recettes comme en dépenses de l'opération de la SADEV pour le marché de Tringa Marena au Mali. Cette recette et dépense est inscrite depuis des années à notre budget, mais le projet ne semble pas avancer, donc on le réinscrit chaque année.

Au chapitre de l'emprunt, nous équilibrons notre budget en y inscrivant environ 7,5 millions d'euros d'emprunt. Cette situation n'est pas inquiétante, bien loin de là, puisqu'elle n'alourdit pas le poids de la dette de notre collectivité. Aujourd'hui, la dette représente 750 euros par habitant, donc par Choisyens, alors qu'il est de 1018 euros pour la strate, c'est-à-dire pour les villes qui, comme nous, vont de 20 000 à 50 000 habitants. De plus, la connaissance que nous avons à ce jour de notre résultat 2021 nous permet de nous projeter sur une diminution de l'inscription de l'emprunt à condition de ne pas avoir à inscrire 10 millions d'euros en plus pour les fluides à la suite du vote des comptes administratifs 2021. Enfin, nous prévoyons la

cession de plusieurs biens pour une recette d'environ 735 000 euros. Il s'agit de la vente des pavillons rue des Chalets, rue Corvol, mais aussi de la cession de véhicules.

Ce budget d'investissement se veut entreprenant pour notre ville. Notre budget, plus globalement, entend répondre aux attentes de la population à tous les niveaux : tranquillité publique, salubrité publique, famille, jeunesse, social, culture. Comme je vous l'avais dit, aucun secteur n'est oublié. J'en ai terminé pour la présentation du budget principal de la ville.

M. le Maire : Bien. Merci, Madame Francisot, de ce long marathon indispensable. Y a-t-il des observations sur ce budget ? Monsieur Hutin.

M. Hutin : Monsieur le Maire, chers collègues, Choisyennes, Choisyens, force est de reconnaître à la lecture de ces documents budgétaires que votre objet ne traduit pas le programme pour lequel vous avez été élus. Y apparaissent évidemment la dépense liée à la police municipale et le démarrage timide de votre grand projet de planter 5000 arbres. C'est assez consternant comme les opérations d'investissement inscrites sur ce budget ne sont que la continuité des opérations engagées avant 2020. À nouveau, aucune opération nouvelle n'est mise en œuvre par votre majorité. Malgré cette absence criante de projets nouveaux, je me suis appliqué effectivement à bien lire les détails du budget primitif. J'ai quelques demandes d'explications ou remarques à formuler.

Ainsi, dans la section fonctionnement, on dit que vous avez décidé de diminuer de 100 000 euros la subvention du théâtre Paul Éluard. Je pense que c'est un mauvais coup porté à la culture. D'un côté, vous dépensez sans compter pour la police municipale, de l'autre, vous rabotez le budget de la culture comme si la culture n'était pas aussi essentielle. Pour moi, c'est un très mauvais signal donné aux habitants. Pourquoi donner ce signal pour l'accès à la culture de notre ville ? Alors, certes, Madame Francisot, vous nous avez assuré lors de la commission et encore ce soir qu'il serait possible de rattraper cette diminution au budget supplémentaire, mais c'est quand même pour moi un mauvais message envoyé à nos partenaires institutionnels tels que la DRAC, la région, le département, etc., qui pourraient également revoir leurs subventions à la baisse pour accompagner ce mouvement.

Cela m'amène à d'autres questions. Quelle est la vraie raison du refus de votre majorité de participer à l'organisation du semi-marathon du Val-de-Marne ? Vous évoquez des contraintes budgétaires actuelles de la ville, mais tout laisse à penser que c'est une décision et non le contraire. De plus, vous avez prévenu les organisateurs au dernier moment, ce qui cause un préjudice à tous les participants à cette initiative, les différents partenaires, les bénévoles, et surtout les nombreux Choisyens qui se préparaient à cet événement sportif. C'est tout simplement inadmissible, et je pense que c'est une erreur politique de votre part. Nous nous doutions bien que les coûts élevés de vos dépenses de sécurité seraient douloureux pour les habitants de notre ville. On peut se poser la question : après, quelles autres manifestations sportives seront annulées ? Quels autres événements, ou d'autres services à la population ?

Je vais passer maintenant à la section investissement. J'ai noté quelques dépenses :

- 750 000 euros : aménagement du nouveau local de police municipale,
- 100 000 euros : déménagement des archives pour accueillir la police municipale,
- 60 000 euros : véhicule pour la police municipale,
- 35 000 euros : équipement informatique pour la police municipale,

- 60 000 euros : équipements pour la police municipale,
- 1,4 million : vidéo projection, et j'ai peut-être oublié d'autres dépenses.

Cela fait un total d'environ 2,4 millions « hors-taxes ». Bien que la tranquillité des Choisyens soit légitime et attendue, je m'interroge sur le montant relativement élevé de ces dépenses, et surtout de son financement. Je m'interroge d'autant plus que vous comptiez sur des aides substantielles du Conseil régional. Or, la délibération du Conseil régional portant sur ce dispositif bouclé de sécurité visant à financer la police municipale a été rétorquée par le préfet de région dans le cadre du contrôle de légalité. En effet, la région n'a pas compétence en matière de sécurité sauf pour les transports et les lycées. Quelles vont être les conséquences de l'absence de financements de la région ? Peut-être comptez-vous sur l'accélération de la verbalisation, pourquoi pas, pour enfler les caisses de la ville.

Toujours dans la section investissement, une cession immobilière a attiré mon attention, celle du 2, rue des Chalets pour un montant de 490 000 euros. J'ai plusieurs questions, est-ce bien le pavillon qui abrite l'ALCEJ ? Si oui, sont-ils au courant ? Avez-vous prévu de leur trouver un nouveau local ? Cette association réalise un vrai travail sur le terrain avec les jeunes, et je pense qu'il est impératif de lui donner les moyens de poursuivre son action auprès des jeunes.

Enfin, nous pouvons vous féliciter du démarrage du programme de plantation des arbres, même si après deux ans de mandat, vous n'en êtes qu'à démarrer un diagnostic phytosanitaire. Plus généralement, pour une municipalité qui s'enorgueillit de faire de l'écologie, permettez-moi tout de même de regretter l'absence de vrais marqueurs écologiques forts dans ce budget primitif. Pour être sécuritaire, pas de souci, pour être écologique, j'ai envie de dire « peut mieux faire ». Rien sur les énergies renouvelables, la sobriété énergétique, peu de choses. J'en ai listé quelques-unes, mais peu de choses sur la rénovation thermique des bâtiments, rien sur les mobilités actives, etc., et quid de la circulation douce dans la ville ? Où en sommes-nous ? Quels sont les projets, quelle participation des habitants ? Je peux donner l'exemple de la Calypso. Tout le monde sait que c'est une passoire thermique, pour ce cas-là, que comptez-vous faire ? Cela m'amène évidemment à la question du nouveau collège : où en sommes-nous ? Puis-je espérer que ma fille qui a aujourd'hui 3 ans puisse y aller un jour ?

Pour conclure, comme je le disais en préambule, à part votre obsession sur le tout sécuritaire, le budget ne porte aucune avancée significative pour les Choisyennes et les Choisyens. Pire, vos choix politiques vont créer de l'inégalité et mettre à mal les politiques culturelles, sportives et sociales pourtant indispensables aux habitants de notre ville. Pour l'ensemble de ces raisons, l'ensemble du groupe d'opposition votera contre le budget qui n'est pas porteur d'avenir pour nos concitoyens. Je vous remercie.

M. le Maire : Bien, très bien, Monsieur Hutin. C'est le deuxième budget que nous présentons, et je vois que vous êtes toujours dans le procès d'intention. J'aimerais bien que vous releviez ce qu'on ne respecterait pas dans notre programme, nous sommes même en avance par rapport à notre programme.

Mais pour répondre très précisément à votre question, je vais le faire le plus gentiment possible, parce que lorsque je fais remarquer que vous devriez quand même savoir certaines choses qui conditionnent un budget de versements de subventions, les réseaux sociaux vont dire que je méprise Monsieur Hutin. Et pourtant, Monsieur Hutin, nous n'avons fait pour le théâtre Paul Éluard qu'appliquer la loi. Ils sont en excédent, la majorité à laquelle vous appartenez aujourd'hui l'a fait en son temps dans le CCAS, donc ils renonçaient à

l'action sociale parce que le CCAS était en excédent. Et donc, nous devons appliquer la loi. Vous allez sans doute au cinéma, j'espère, je ne vous y vois pas trop souvent.

M. Hutin : Je vous confirme que j'y vais très régulièrement.

M. le Maire : Je ne vous y ai jamais rencontré, mais vous y allez certainement. Nous n'y allons pas aux mêmes horaires, cela peut se concevoir. Vous avez déjà trouvé le cinéma fermé ?

M. Hutin : Ce n'est pas le propos, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Attendez, Monsieur. Lorsqu'on donne une subvention, c'est pour s'assurer du fonctionnement et du service rendu à la population. Ne m'interrompez pas, je vous ai laissé parler pendant 20 minutes. Les subventions que nous donnons, Monsieur Hutin, c'est pour assurer un service à la population. Je pose la question aux Choisyennes et aux Choisyens, si vous, vous ne voulez pas qu'on vous la pose, les Choisyennes et les Choisyens ont-ils trouvé le cinéma ou le théâtre fermé ? Est-ce que les Choisyennes et les Choisyens ont eu moins de films ? Il y en a plus de programmés, et on suit le public. Peut-être aussi que la subvention, les maires autour de moi, et interrogez-vous sur le sort des cinémas, soit ils le passent au Territoire, soit ils s'associent avec d'autres villes parce que la situation devient intenable. Nous, nous continuons à assumer tous ces services, et nous ne supprimons rien. Nous sommes peut-être la seule ville qui fait ça. Toutes les autres, vous pouvez vérifier. Donc ce qui compte pour les Choisyennes et les Choisyens, c'est que le service soit rendu. Ce qui compte pour nous, c'est de respecter la loi, et le service sera rendu aux Choisyennes et aux Choisyens. Vous nous faites le mauvais procès de s'attaquer à la culture. Qu'avons-nous supprimé à la culture ? Rien. Nous avons ajouté, nous avons lancé le système Démon. Ce n'est pas gratuit, mais nous l'avons lancé. Nous avons maintenant un atelier théâtre au conservatoire qui a beaucoup de succès, qui n'existait pas avant. Nous enrichissons la culture. Lorsqu'une somme n'est pas nécessaire pour faire fonctionner une structure ou pour rendre service aux Choisyennes et aux Choisyens, nous l'affectons là où cela est plus nécessaire pour respecter ce que nous avons dit aux Choisyennes et aux Choisyens. Nous ne renonçons à rien. Nous ne supprimons rien, malgré vos allégations et ce que vous tentez de faire croire.

Vous parlez du semi-marathon. Oui, il faut que les gens comprennent qu'on n'est plus sous la précédente majorité, où j'ai découvert des gens qui travaillaient sans contrat, où j'ai découvert des dossiers qui n'étaient pas montés. On ne vient pas organiser un semi-marathon sans nous dire combien cela coûte. Nous défendons les deniers publics. Cette façon de faire, c'est terminé. Nous appelons à la responsabilité de tous et de toutes. Et d'ailleurs, la Cour des comptes nous y incite parce que nous avons des comptes à rendre. Il y a le contrôle de l'égalité qui s'impose aux communes, donc il y a un dossier qui ne sera pas chiffré, qui ne sera pas consolidé, dont on ne peut pas se prémunir, qui nous arrive sur le coin d'une table sans prévenir. Nous ne donnerons pas suite, c'est un appel à la responsabilité, et Monsieur Enrique pourrait vous en parler. Quel sport avons-nous retiré ? Quel club avons-nous supprimé ? Puisque lors du précédent budget, et même avant, vous et vos amis, vous disiez : « Vous allez voir ce que vous allez voir, ils vont tenir trois mois. La police municipale, vous allez voir, ils vont tout supprimer, cela va exploser. Avec quoi vous allez payer ça ? » Vous voyez, deux ans de Covid. La plupart des communes autour ont augmenté les impôts locaux. Pas nous, et pourtant, nous avons fait une police municipale. Cela n'a rien coûté de plus aux Choisyennes et aux Choisyens, mais ils sont ravis de l'avoir.

Quant au fait de mélanger les archives et les postes de police municipale, je pense que vous n'avez jamais mis les pieds dans les archives. Ah bon ? Vous êtes allé voir comment elles étaient entreposées ?

M. Hutin : Bien sûr, je suis même allé récupérer mon livre sur Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Vous pensez qu'elles pouvaient rester dans cet état ?

M. Hutin : Je fais juste un état de dépenses.

M. le Maire : Les documents qui étaient...

M. Hutin : Je ne juge pas sur le fait de déménager ou pas, je fais un état de dépenses.

M. le Maire : Monsieur, cette dépense, elle n'est pas... Police municipale ou pas, c'est une dépense qui aurait dû être faite depuis longtemps, parce que les archives de la ville étaient en danger, ce qui a été confirmé par les archives départementales. Et là, je vous donne aussi un renseignement, on ne peut pas toucher aux archives sans référer aux archives départementales qui ont été assez scandalisées de voir comment étaient stockées nos archives, et qu'ils espéraient pour nous qu'on n'ait pas un gros travail de désinfection à faire, tellement les archives étaient laissées je ne vais pas dire à l'abandon, mais peu recensées, à l'attaque de tous les champignons possibles, stockées dans un endroit humide qui a déjà été inondé. Les archives sont fondamentales pour une ville, et le travail qui est fait sur les archives, sur les aménagements pour 100 000 euros... Comme disait Madame Francisot pour d'autres choses, on s'en tirait très bien, et les archives départementales nous en félicitent, se réjouissent de l'endroit que nous avons choisi, l'ancienne mairie. C'est une dépense absolument indispensable pour la ville. Nos archives ont été nettoyées, elles vont être stockées. Pour la première fois, la majorité des archives se trouveront au même endroit, puisque c'était distribué un peu partout dans la ville. Et c'est une dépense qui aurait dû être entreprise il y a bien longtemps.

Alors, que ce soit sur les réseaux sociaux, que ce soit ici en Conseil municipal, le tout sécuritaire. Parce que nous avons créé une police municipale, nous sommes tout sécuritaire. Je le répète, nous faisons de la politique pour les Choisyennes et les Choisyens, pas pour nous-mêmes, et nous réalisons ce qu'ils nous demandent. Donc très bien, je suppose que lors d'une prochaine campagne municipale, vous annoncerez aux Choisyennes et aux Choisyens que vous allez supprimer la police municipale, que vous allez supprimer le poste de police municipale. Il faut comprendre. Si cela coûte cher, il faut le supprimer.

M. Hutin : Je vous rappelle que lors d'un premier Conseil municipal, je vous disais que j'approuvais la police municipale. Après, je parle des dépenses excessives. C'est autre chose. Je n'ai jamais dit que j'étais contre une police municipale, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Mais alors, vous espériez quoi ? Qu'on fasse une police municipale sans payer les policiers municipaux ? Qu'est-ce qui coûte cher ?

M. Hutin : Vous faites des raccourcis, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Alors, expliquez-nous ce que nous avons mal fait dans la police municipale.

M. Hutin : Je constate juste les dépenses que je trouve excessives immédiatement, et qui pèsent sur le budget. Tout simplement. Peut-être que d'autres choses auraient pu être faites, et je reprends ce que je vous disais tout à l'heure, elle est conditionnée aussi en partie aux subventions qui devaient logiquement être versées par la région. Où en sommes-nous ?

M. le Maire : Cher Monsieur Hutin, nous n'avons compté sur aucune subvention pour créer cette police municipale puisque l'équipement est pris par l'État, par la préfecture en partie, et c'est tout. On n'a jamais budgétisé une aide de la région, même si cela ne nous interdit pas de la demander bien que le préfet s'y oppose. J'ai dit que cela ne nous empêchait pas de la

demander, est-ce que ça veut dire que nous allons... Nous l'avons faite ou pas, la police ? Elle existe. Est-ce que les Choisyennes et les Choisyens en ont subi un contrecoup financier ? Est-ce que les Choisyennes et les Choisyens ont subi un contrecoup financier sur le fait de faire une police municipale ? Si je vous écoute, si on n'a pas eu de subventions, si c'est cher, si c'est si, si c'est ça, les impôts explosent.

M. Hutin : Je vous dirai : « L'avenir nous le dira ».

M. le Maire : Maintenant, vous parlez d'avenir. Vous étiez en train de dire... Je vais quand même finir de répondre à vos questions. Malheureusement, l'avenir dira qu'une police municipale, ça coûtera de plus en plus cher, parce qu'une police municipale est extrêmement difficile à réaliser, et je remercie encore une fois notre direction, mon directeur de cabinet, les élus qui se sont employés à avoir cette grande réussite en si peu de temps. 25 policiers municipaux en 18 mois, aucune ville n'a réussi à faire cela. Tous les maires m'appellent pour me demander comment j'ai fait. Et d'ici 6 mois, il y aura un poste de police municipale. Je vous en remercie, d'avoir voté pour. J'ai toujours dit, pour répondre à un de vos éminents collègues qui a cru me piéger au théâtre Paul Éluard lorsque nous avons présenté la police municipale, qui me disait : « Combien ça va coûter ? », j'ai répondu : « Très cher, et si cela devait coûter encore plus cher, nous mettrons le prix qu'il faut ». Parce qu'il est impossible aujourd'hui de vivre sans sécurité, sans tranquillité. Le jour où les Choisyennes et les Choisyens me diront : « Monsieur le Maire, il faut supprimer la police municipale », je la supprimerai. Je suis à leur service. Pour l'instant, ils sont ravis. Et surtout, aucun contrecoup financier pour eux, et aucune baisse de service. Pas d'appauvrissement de la culture, il y a un enrichissement de la culture, puisque nous avons des offres supplémentaires, pas d'appauvrissement dans le sport, parce que nous avons des offres supplémentaires, de nouveaux clubs.

Les archives, nous les avons rénovées, on peut même dire sauvées pour certaines. Ils seront dans un emplacement sécurisé et plus accessible, le public s'en trouvera ravi. Vous savez, comme je l'ai dit tout à l'heure, les archives départementales ne sont pas des tendres. Ils sont missionnés par l'État, c'est un point extrêmement important. Avoir fait aussi bien avec si peu d'argent, 100 000 euros, vous verrez le résultat, je remercie notre direction technique.

J'ai noté les points les plus importants que vous vouliez soulever. Vous nous dites qu'on est bien loin de notre programme. Ah bon ? Qu'est-ce qu'il y a dans notre programme que nous ne faisons pas ? Il faut tout faire en 18 mois ? Dites-moi, je peux oublier les choses.

M. Hutin : La baisse des impôts, par exemple.

M. le Maire : Voilà, très bon exemple, Monsieur Hutin. Savez-vous ce qui nous est arrivé lorsqu'on a voulu planter des arbres ? Savez-vous, vos amis, autour de vous, ce qu'ils ont voté auparavant ? Ce qu'ils nous ont laissé en héritage ? Mais oui, Monsieur Hutin. Écoutez, si un jour... Monsieur Hutin. Là, je vais répondre. Écoutez, peut-être qu'un jour, vous serez à la tête de la ville. Vous serez conditionné comme nous par la loi. Que nous ont laissé en héritage vos amis ? Un marché de 17 000 euros. Monsieur, je vous explique. Lorsqu'on veut planter des arbres, on fait un marché. Lorsqu'on a fait un marché, on utilise cet argent pour planter des arbres. L'année dernière, Monsieur Id Elouali avait tout un plan de plantation d'arbres. Donc bravo, on a commencé à convoquer. Que nous a dit notre direction ? « On ne peut pas ». Le marché, il restait 17 000 euros. C'était un marché de 47 000 euros. 47 000 euros de budget dans le marché de l'ancienne majorité pour planter des arbres.

Mme Juhel : Il n'y était pas, dans cette ancienne majorité.

M. le Maire : Madame Juhel, vous levez la main, je vous donnerai la parole. Je réponds, Monsieur Hutin a posé des questions, je réponds à ses questions. Comment voulez-vous qu'on dépense de l'argent qu'on n'avait pas le droit de dépenser ? Qu'on m'explique.

M. Hutin : Il faudrait peut-être demander à Monsieur Id Elouali qui était l'agent en charge de la précédente majorité. Moi, je n'y étais pas.

M. le Maire : Monsieur Hutin...

M. Hutin : Je ne fais que constater un bilan actuel et votre mandat. C'est tout.

M. le Maire : On va arrêter de faire du ping-pong. Monsieur Hutin, je réponds à votre question. Nous avons été les premiers désabusés de voir cette situation qui ne nous est pas imputable. Vous avez vu, nous, ce que nous avons budgétisé : 400 000 euros par an. Nous ne pouvions pas dépenser d'argent, nous étions bloqués. C'est ainsi. La collectivité, une commune, c'est ainsi. D'ailleurs, vous savez, j'ai demandé. « Ce n'est pas grave, on va faire des devis », moi aussi, j'apprends. J'ai dit à ma direction : « On va convoquer des entreprises, on va faire des devis et on va planter les arbres ». On m'a dit : « Non, ça ne marche pas comme ça. Il y a un marché qui est signé, il faut passer par le marché », mais dans le marché, il y avait 17 000 euros. Qu'est-ce que vous voulez qu'on plante avec 17 000 euros ? Première chose que nous avons faite, nous avons passé un nouveau marché, comme l'a expliqué Madame Francisot dans la présentation du budget. Il faut que les Choisyennes et les Choisyens le sachent, nous avons passé un nouveau marché dans lequel nous avons mis 400 000 euros par an. Ce qui veut dire que chaque année, on pourra dépenser 400 000 euros pour planter des arbres. 300 000, Excusez-moi.

Je ne sais pas si j'ai oublié d'autres réponses à vos questions. Les archives, très bien. Sur les arbres... Bon. Après, il vous restera à nous expliquer notre programme, j'en serais ravi. A priori, vous le connaissez mieux que nous. Et maintenant, si vous avez des idées à nous donner pour qu'on puisse abaisser les coûts, je suis preneur. Ça, il n'y a pas de problème.

Madame Francisot veut donner une précision, je vous donne la parole. Allez-y, Madame Francisot.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Juste pour information, le budget consacré à la culture était au niveau à hauteur à peu près de 5,3 millions. Aujourd'hui, il est à 5,9 millions.

M. le Maire : Voilà. Vous l'avez dans le budget, le budget culture, et je veux que les Choisyennes et les Choisyens entendent ça. Merci, Madame Francisot. Le budget culture passe de 5,3 à 5,9 millions. Le théâtre, cinéma, c'est de la culture. Comme je l'expliquais, ce qui compte, c'est le service rendu aux Choisyennes et aux Choisyens. On optimise certains postes de culture, notamment, il y a maintenant une activité théâtre au conservatoire dont les Choisyennes et les Choisyens se réjouissent. Vous avez la preuve concrète qu'on n'appauvrit pas la culture. On est passé de 5,3 millions à 5,9 millions. C'est écrit.

Il y a Monsieur Habi, je vais quand même donner la parole à Madame Després, et après, ce sera Monsieur. Allez-y, Madame Després.

Mme Després : C'est gentil, Monsieur le Maire, parce que j'étais un peu ennuyée. Juste après Monsieur Hutin, vous avez pris directement la parole. Moi, je voulais prendre la parole aussi sur le budget, et vous ne me l'avez pas donnée. J'ai été un peu étonnée de votre façon de procéder.

M. le Maire : Je voulais répondre à Monsieur Hutin. Je vous donne la parole, je vous répondrai.

Mme Després : En général, on attend que tous les intervenants viennent, et après, Monsieur le Maire intervient. Mais enfin bon, c'est votre façon de procéder, je ne vous en tiendrai pas grief.

M. le Maire : Attendez, non, Madame Lajili, on lève la main pour prendre la parole. Excusez-moi, Madame Després, avant, peut-être mes prédécesseurs étaient très forts, moi, je ne peux pas emmagasiner 30 questions et répondre deux heures après. Donc je donne la parole, et dans la foulée, je réponds. Voilà. Moi, j'ai un petit cerveau.

Mme Després : D'accord. Le problème, c'est que mon intervention va tomber un peu à plat, mais ça ne fait rien, je vais la faire quand même. Comme vous avez répondu à certaines questions, mais cela ne fait rien. Ce n'est pas grave. Moi, je vais surtout intervenir sur le budget des charges de personnel, comme je l'ai dit à la commission des finances.

Je trouve que le comparatif entre le budget primitif 2022 et 2021 est pour le moins osé. En effet, si en 2021 le personnel du CCAS, soit 25 agents, dont un budget de 900 000 euros, était comptabilisé dans les effectifs généraux, en 2022, il ne l'est plus, puisque les agents ont été remisés au CCAS, c'est tout à fait normal. Donc l'évolution n'est pas de 4,95 %, mais de 7,95, ce qui fait une forte hausse de la masse salariale, et bien évidemment due au recrutement de la police municipale, 25 agents, comme le CCAS, mais pas au même tarif, et également à d'autres personnes sur l'aspect sécuritaire de notre ville. C'est votre politique.

J'ai fait un calcul très rapide sur la sécurité et les mesures sécuritaires de notre ville. Là, je ne suis pas tout à fait d'accord avec Monsieur Hutin. Moi, je trouve 3,5 millions, desquels vous déduisez 500 000 euros pour la vidéoprotection que vous n'aurez pas. Comme vous devez le savoir, le préfet de région a retoqué Madame Péresse sur la loi de redéfinition de la clause de compétence générale, car la région a en charge la sécurité des transports et rien d'autre. Du reste, sur aucun des dossiers maintenant la commission de permanence ne peut se prononcer. Je parle de la région, bien sûr. Pour moi, ces deux dossiers justifient entièrement le fait que nous ayons un vote négatif sur notre budget. À la commission finance, votre adjointe chargée des finances nous a bien dit qu'il y avait 500 000 euros sur la région. J'ai posé la question. Inscrire une subvention que vous n'allez pas toucher m'interroge fortement.

M. le Maire : Alors, Madame Després, ce n'est pas à vous que je vais apprendre qu'on inscrit les subventions et que ça a toujours été ainsi, que vous avez fait ainsi, que toutes les villes font ainsi, que toutes les structures font ainsi. Les collectivités font ainsi, le territoire, où vos amis sont majoritaires, font ainsi. Ils inscrivent des subventions. Elles tombent où elles ne tombent pas, et dans ce cas-là, on fait des décisions modificatives. Et je vous rappelle que c'est le budget primitif. Ce que vous faites là, c'est de la désinformation. Toutes les collectivités font comme cela, il faut bien commencer par la demander, la subvention, et si les subventions ne sont pas là, je le redis aux Choisyennes et aux Choisyens, ce que nous avons commencé à faire lorsque nous avons commencé à gérer notre bonne ville de Choisy-le-Roi, que vous nous avez laissée.

Mme Després : Avec des finances très intéressantes...

M. le Maire : Oui, oui...

Mme Després : Ce que je veux dire...

M. le Maire : S'il vous plaît, vous avez parlé, je réponds. Si vous voulez reprendre la parole, vous la reprendrez. Donc je suis désolé, c'est ainsi que se construit un budget. Ce que je réaffirme, c'est que, quelles que soient les difficultés, que les subventions soient là ou pas là, nous nous adapterons. Les Choisyennes et les Choisyens auront tous les services promis,

tous ceux qui sont dans notre programme. Nous prétendons un petit peu connaître notre programme. Nous sommes en avance sur notre programme. Cela fait 18 mois que nous sommes là.

Et je vais vous citer un exemple, puisque Monsieur Hutin dit qu'au niveau nature, écologie, le compte n'y est pas. Voyez-vous, lorsque nous sommes arrivés, une opportunité s'est présentée à nous. C'est Monsieur Ali Id Elouali qui l'a relevée. 3 hectares de terrain à la limite de Villeneuve-Saint-Georges et de Choisy-le-Roi. Monsieur Id Elouali apprend que des entrepôts frigorifiques étaient prêts à s'installer. 1,1 million. Nous n'avions même pas 20 euros. D'ailleurs, les personnes qui étaient à nos côtés, lorsque j'ai dit : « Ce n'est pas possible, il faut préempter ce terrain, ce n'est pas possible que des entrepôts s'installent là et qu'il y ait encore des camions sur la RD 35, et de toute façon, cet espace, il faut se l'approprier ». Nous n'avions pas cet argent, et nous avons demandé à une agence d'espaces verts, nous comptions dessus, de nous donner de l'argent. Nous ne l'avons pas eu. Ce terrain aujourd'hui nous appartient. Aucune ville n'a fait autant que nous pour l'écologie en 18 mois. 3 ha de terrain, alors qu'on n'avait pas un centime, et que tout le monde, moi, personnellement, m'a dissuadé de le faire, y compris certains anciens directeurs qui ont œuvré beaucoup avec l'ancienne majorité, ce qui fait que ça m'éclaire sur certaines choses. En tant que maire, j'ai dit : « il faut y aller, et on y va », et nous avons ce terrain. Ce terrain, on ne peut pas mettre dans un budget ce que cela représente, 3 ha d'espaces verts. Monsieur Hutin, quand vous dites que le compte n'y est pas pour l'écologie, il y est largement. Ces 3 hectares de terrain que nous avons acquis, c'est beaucoup plus qu'en 20 ans de l'ancienne majorité.

Maintenant, je vais donner la parole à Monsieur Id Elouali, et après, à Monsieur Habi. Dans quel ordre ? Monsieur Habi.

M. Habi : Monsieur le Maire, mes chers collègues. Monsieur Hutin, ma réponse est pour vous. Vous estimez que notre majorité continue le programme d'investissement qui a été engagé dans le précédent mandat. Mais Monsieur Hutin, de quel investissement parlez-vous ? Si je regarde la situation de la municipalité telle que nous l'avons effectivement reçue il y a 18 mois, je vous redonne quelques chiffres : nous avons 43 km de voirie qui étaient non entretenus, à l'instar des arbres, nous avons un bail voirie d'un montant de 80 000 euros par an pour entretenir notre chaussée, soit un tarif moyen de 1,86 euro par kilomètre. Que voulez-vous faire avec un tel budget ? Donc non, nous ne continuons pas votre programme d'investissement.

Madame Després a mis en avant l'excellente gestion budgétaire des mandats précédents. Effectivement, il y avait des excédents, notamment de ce qu'on appelait avant la DEP, la direction de l'espace public, qui était en charge des travaux de voirie. 4 millions d'euros d'excédent, bonne gestion ? Non. 4 millions d'euros qui auraient dû être utilisés pour rénover la voirie et qui ne l'ont pas été. Est-ce que c'est de la bonne gestion ? Non, cet argent aurait dû être dépensé au bénéfice des Choisyens. Aujourd'hui, nous avons un état de notre voirie qui est sur certaines voies assez calamiteux et qui va nécessiter des investissements beaucoup plus lourds, alors que si la voirie avait été entretenue en temps et en heure, aujourd'hui, on aurait moins de dépenses.

Mais ce n'est pas tout. Ce sont aussi nos équipements sportifs. La piscine a 70 ans. La durée moyenne d'un équipement de type piscine est de 40 à 50. Ça fait 30 ans que la piscine aurait dû être reconstruite, rénovée d'une manière forte. Il n'y a pas que cela. Langevin, 70 ans également. Le gymnase Mehy, une vraie passoire thermique. On a également les écoles. La situation des écoles pose également certaines questions, même s'il y a eu des efforts, je pense notamment à Langevin/Mandela, mais d'autres nécessitent des travaux lourds.

Le renouvellement urbain, Monsieur le Maire n'en a pas parlé, certes, le projet était dans les cartons, mais la réalisation, ce n'est pas la précédente majorité qu'il a faite, c'est l'actuelle.

Enfin, je vais vous donner deux ou trois dépenses comme ça qu'on a trouvées quand on a été élus. Une qui m'a particulièrement interpellé, 800 000 euros pour le parc Thorez. Eh bien, je ne sais pas où sont passés ces 800 000 euros pour rénover le parc Thorez. Je vis à Choisy depuis ma naissance, le parc n'a pas changé pour moi. Ça, ce sont des dépenses qui ont été engagées par la précédente majorité.

Alors, vous nous faites un procès d'intention, on serait le tout sécuritaire. La sécurité représente en section d'investissement la somme de 2,5 millions d'euros répartis à 1,4 millions pour la vidéoprotection, à 750 000 euros pour le poste de police, et le reste pour les investissements autres tels que véhicules, etc. Le budget d'investissement pour l'année 2022 s'élève à 23 millions d'euros, donc la part sécurité ne représente que 10 %. Les autres années, 2023, 2024, etc., il n'est pas prévu de réengager des dépenses de l'ordre de celles qu'on engage aujourd'hui. Donc si vous considérez que 10 % d'un budget d'une seule année c'est une dépense du tout sécuritaire, je pense qu'il faut revoir vos ordres de grandeur.

Enfin, vous avez abordé également l'aspect écologique, nous n'aurions rien fait en 18 mois. Permettez-moi de démentir votre propos. En premier lieu, nous avons lancé la rénovation thermique du gymnase René Rousseau. L'ensemble de l'enveloppe extérieure a été rénovée pour redonner un cachet neuf. Encore une fois, un équipement sportif qui était extrêmement vieillissant. Cette rénovation thermique va nous permettre de faire des économies de fluides, autrement dit de chauffage. Ces travaux de rénovation thermique ont fait l'objet de subventions, et c'est un travail qui a été initié par cette majorité d'aller chercher systématiquement des aides à l'investissement. Dans le précédent mandat, les aides d'investissement se limitaient essentiellement à aller quémander au département uniquement.

Nous lançons la rénovation de l'école Victor Hugo également par le traitement de la façade qui permettra de redonner un cachet neuf à l'école la plus ancienne, qui a de gros problèmes également thermiques, et donc de coût de fluides. Enfin, vous avez oublié de prendre en considération les rénovations des cours d'école, je pense à l'école Casanova dont le projet est absolument magnifique. J'aurais aimé être enfant dans une école avec une cour comme celle-là. Et également la cour d'école Mandela, qui va faire bientôt l'objet d'une rénovation. Donc non, Monsieur Hutin, en 18 mois, je ne pense pas que nous n'ayons rien fait, je ne pense pas que nous ayons fait du tout sécuritaire. Je pense que nous avons agi en bon père de famille, c'est-à-dire en traitant l'ensemble des problématiques qui concernaient les Choisyens. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, Monsieur Habi. Je vais vous donner des chiffres assez forts quand même. Nous avons un PPI qui monte à près de 60 000 000 d'euros, et nous n'avons pas d'argent et pas de subventions accordées dans l'immédiat. Monsieur Habi fait bien de le rappeler quand même, on ne va pas refaire l'historique de notre piscine, 70 ans, et du gymnase. Donc je l'ai annoncé, et ça, Monsieur Hutin, vous voyez, on est en avance sur notre programme, mais on va l'abonder parce que ce n'était pas dans notre programme de refaire une piscine neuve ainsi qu'un gymnase neuf. Mais nous y sommes contraints par l'inertie de l'équipe précédente. La piscine et le gymnase, c'est 28 000 000 d'euros. Il va bien falloir qu'on les trouve. Eh bien, nous les trouverons sans augmentation d'impôt. Nous réaliserons une piscine neuve et un gymnase neuf sans augmentation d'impôt. Alors, comparé à ce que coûte la police municipale, et ce n'est pas fini, nous avons aussi, nous en avons parlé tout à l'heure, une école qui aurait dû être faite il y a au moins 10 ans. Madame Juhel m'en rappelle l'importance, effectivement, je suis d'accord avec elle, mais ça n'a pas été fait. Nous allons la faire aussi. Cette école, c'est aussi 14 000 000 d'euros, nous n'avons

pas l'argent, mais nous la ferons sans augmentation d'impôt. Vous voyez, déjà 28 et 14, 42 millions d'euros. Nous sommes tout sécuritaire, Monsieur Hutin ? Nous sommes tout sécuritaire parce qu'on répond à une demande première des Choisyennes et des Choisyens, tous partis confondus, qui en avaient assez ? Il fallait faire quelque chose, je suis heureux de voir que cette politique commence à produire de premiers résultats.

Mais que ce sera long, et ça, je ne l'ai jamais caché. Il faudra plusieurs années, mais il y a de premiers résultats. Comme je me promène beaucoup dans ma ville, que je prends rarement la voiture, même jamais pour être dans Choisy, sauf quand je dois aller plus loin, il faut bien que je prenne la voiture et que je traverse Choisy en voiture, mais je suis tout le temps à pied, ce qui fait que certains me disent que quelquefois, j'arrive en retard. Non, malheureusement, je suis retenu par les Choisyennes et les Choisyens qui m'encouragent et me félicitent, et je les remercie. Je remercie toutes les Choisyennes et tous les Choisyens qui nous encouragent et qui nous remercient de ce que nous avons fait, qui est encore trop peu par rapport à tout ce que nous avons affaire, mais croyez-moi, ça fait chaud au cœur, parce que nous ne comptons pas nos heures et les difficultés s'accumulent. Pas que pour Choisy-le-Roi, mais pour toutes les collectivités et tous les maires de France, toutes tendances confondues. Lorsque nous nous retrouvons, les maires de gauche, de droite, etc., et comme je l'ai dit ici au précédent maire et à la précédente équipe, il y a des aspects que je n'attaquais jamais, parce qu'il y a des problèmes auxquels nous sommes tous confrontés, effectivement. Il n'y a plus beaucoup d'argent en circulation, et c'est toujours aux collectivités qu'on demande toujours plus. Il va bien falloir que cela s'arrête. Que ce soit la précédente équipe ou nous-mêmes, nous en sommes victimes. 10 millions d'euros de moins sur 6 ans, et il faut continuer à travailler, à rendre service à la population, et c'est ce que nous ferons.

Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Écoutez, avant de donner lecture aux raisons pour lesquelles on va voter ce budget, je voudrais quand même faire deux petites interventions en réponse à Monsieur Hutin.

Monsieur Hutin, à vous entendre à faire une fixation de la police municipale, je doute très fortement sur la sincérité de votre vote en sa faveur. Absolument, j'assume. J'assume, parce que Monsieur Hutin, vous posez ici comme un présupposé, comme une évidence la cherté du coût de la police municipale sans aucune mise en perspective par rapport au cadre de vie des habitants. C'est témoigner du peu de considération que vous avez pour la tranquillité publique, pour la sécurité et pour la préservation du cadre de vie, du sommeil des gens, de la préservation des biens de la ville qui sont souvent dégradés, justement à cause des discours que vous tenez et à cause des vieilles lunes que vous continuez à poursuivre. Ça pour la police municipale.

Quant à l'étude liée aux arbres, quand vous dites qu'on se contente de lancer des études, permettez-moi de souligner votre ignorance de la vie d'une collectivité et du train de ce qu'est une majorité quand elle arrive. D'abord et avant tout, il y a toujours une phase avant que les projets sortent de terre, c'est comme ça, il faut le savoir, il faut l'apprendre, il y a toujours un délai consacré à ce qu'on appelle des études. C'est-à-dire que tout simplement, tout élu, tout responsable public, tout décideur public est responsable des deniers publics, donc il doit objectiver ses choix, ses partis pris, ses orientations, les actions qu'il engage. Et pour les objectiver et s'assurer de leur pertinence, il a besoin d'études. Être élu, ce n'est pas : « J'arrive, poussez-vous de là, je vais vous montrer comment faire ». Voilà pour le préambule, et excusez-moi de cette intervention. Quand vous nourrissez à ce point une fixation sur la police municipale, c'est que finalement, vous n'êtes pas vraiment complètement départi de la politique de l'excuse du déni de la réalité.

Je reviens donc à l'explication de notre vote et puis en même temps, noter, parce qu'il se trouve que je suis très factuel et sans réponse aux questions aux interrogations ou aux doutes que vous avez sur la sincérité de notre engagement en matière d'environnement, préservation de l'environnement et de projets écologiques. Monsieur le Maire, chers collègues, au vu du contexte qu'on connaît, permettez-moi de revenir, mais cela dit, je ne vais pas m'attarder là-dessus, à la fois international caractérisé par le retour de l'impensable, la guerre aux portes de l'Europe, puis un contexte national que l'on connaît, on n'est pas complètement sorti de la crise du Covid au vu des derniers rebondissements. Je dois mentionner également que le contexte national, il y a comme un horizon qui arrive à grands pas, c'est le rendez-vous qu'a la France de nouveau avec elle-même, avec les élections présidentielles. Un rendez-vous qui, très certainement, sera suivi d'évolutions institutionnelles, pour ne pas dire de turbulences institutionnelles dont on ne connaît pas la portée, dont on ne connaît pas vraiment l'impact sur les choix budgétaires et les choix politiques que nous devons faire. Pour autant, nous engageons ce budget, tout simplement cette proposition budgétaire avec assurance et avec sérénité. Alors, nous autres élus écologistes, on va le voter, parce qu'on trouve qu'il va dans le bon sens. C'est un outil qui permet l'accélération de la transition écologique de notre ville pour l'aider, pour la faire adapter à ce qui est quasiment inéluctable, l'urgence, la crise climatique qui rajoute malheureusement son lot de crises aux différentes crises de guerre, démocratiques, et évidemment les inégalités criantes çà et là qui mettent la paix des sociétés, la paix dans le monde en péril.

Donc nous, ce budget, qui encore une fois nous sert d'outil pour donner matérialité et réalité aux engagements que nous avons pris auprès des habitants, je voudrais juste faire un focus justement sur les questions écologiques et sur les actions dédiées à la résilience de notre ville. Nous avons, vous l'avez vu, ma collègue Madame Francisot l'a présenté, une dépense inédite dans l'histoire de la ville : 1,5 million d'euros dédiés à la plantation d'arbres. Monsieur Hutin, pour vous rassurer, ça ne sera pas dédié qu'à faire des études. Ça, c'est un point extrêmement important, parce que les arbres, c'est une symbolique extrêmement forte, et c'est un engagement de 5000 arbres à planter sur le mandat.

Agir également pour la résilience de notre ville au changement climatique, c'est l'installation d'îlots de fraîcheur là où c'est possible. Mon collègue, Monsieur Habi, vient de mentionner ce qu'on est en train de faire voire d'achever à l'école Casanova. Sachez également que le budget qui vous est présenté aujourd'hui prévoit une dépense importante pour un projet innovant qui concerne bien sûr la végétalisation des cours d'école Mandela et Langevin. J'ouvre une parenthèse, c'est dans un secteur que vous connaissez très bien pour la difficulté sociale, pour la transformation, pour la mutation sociale qu'il connaît, autrement dit, ce n'est pas de l'écologie de bobo comme je peux lire çà et là sur les réseaux sociaux, au contraire. On fait cette écologie là où les besoins sont encore plus forts que d'autres.

En dehors et en plus de ce qu'on fait à Langevin et Mandela, c'est 250 000 euros également dédiés à lancer une étude pour reconquérir la dalle, cette dalle qui est aussi un des points noirs. On s'attelle pour une reconquête citoyenne et écologique de cet espace-là, et on est bien lancé. L'idée, c'est justement de faire appel à la participation des usagers, des associations, des acteurs sociaux pour nous aider à instaurer une vie de quartier sur la dalle et impulser des opportunités de projet.

Chers collègues, Monsieur Hutin, lutter contre le changement climatique, c'est aussi agir pour changer en profondeur le visage de la ville. Pour le faire, nous consacrons une dépense également dédiée au PLU qui, comme vous le savez, est destiné à intégrer des prescriptions, c'est aussi inédit, c'est nouveau, puisque vous parliez qu'il n'y avait pas de marqueurs écologiques, en voici un qui est dédié également à la biodiversité et à faire respecter des consignes et des règles prescriptibles dans l'aménagement de notre ville. Je

peux aussi vous parler de la dépense inscrite au budget pour requalifier le parc et la ferme des Gondoles afin d'en faire un espace de convivialité, de pratique écologique et citoyenne. Je peux aussi citer la dépense consacrée à l'agriculture urbaine. Monsieur le Maire vient de parler de la parcelle récemment acquise qu'on a arrachée à la spéculation foncière. C'est vraiment le mot, on l'a arrachée à la spéculation foncière. Aujourd'hui, elle est occupée par des jardins familiaux. Notre objectif, notre ambition, s'est d'y installer une ferme urbaine qui pourrait pourquoi pas fournir via un modèle de circuit court des denrées alimentaires à notre cuisine centrale.

L'agriculture urbaine, c'est aussi le développement et le maintien des jardins partagés. On a sanctuarisé une dépense pour les promouvoir, les développer, essayer de les animer, de les ouvrir davantage dans le quartier. Alors, puisqu'on parle d'agriculture urbaine et de la transition alimentaire, fait marquant de la mandature, j'espère qu'on va tous le voter d'une même main, la sortie de notre ville de cette usine en cuisine qui s'appelle le SIRESCO. Ça, c'est factuel, concret. Il y a une dépense inscrite dans le budget dédiée à une étude, justement, un cahier des charges, pardon, qui nous permettrait de sortir du SIRESCO et de faire en sorte qu'on puisse fournir à notre restauration collective une alimentation saine, de qualité, en attendant, c'est une phase transitoire, d'avoir et de doter notre outil municipal.

Parallèlement à la sortie du SIRESCO, le budget prévoit également des actions de sensibilisation afin de promouvoir des formes de consommation bénéfiques pour la santé et pour l'environnement, comme la conduite d'ateliers dans les écoles, l'École du pain. Je l'annonce également pour les Choisyens et les Choisyennes qui nous suivent, l'École du pain est un dispositif qu'on va mettre en place avec une association qui s'appelle Courage Le Groupe. L'idée est justement de sensibiliser les parents et les enfants à se réapproprier les recettes traditionnelles de fabrication du pain. Aujourd'hui, on ne sait plus comment cela se fabrique. La farine, l'eau, c'est la recette, mais comment le faire, c'est autre chose. Il ne s'agit pas d'avoir la farine et l'eau à côté pour faire du pain, c'est un savoir-faire, Madame Lajili. Je vous en prie.

Quant à la question énergétique, ça, les écologistes, on ne cesse de le dire. La crise, la guerre en Ukraine fait rebondir la question énergétique, les enjeux énergétiques. Nous n'avons cessé de dire que le premier réacteur activé est celui de la sobriété. La meilleure énergie, c'est celle qu'on ne dépense pas. C'est pour cela qu'entre le nucléaire, le renouvelable, pour nous, c'est presque un faux débat, même si cela mérite un débat. Le premier des débats, c'est d'abord la sobriété, l'isolation thermique, la chasse au gaspillage énergétique. Mon collègue vient de mentionner l'isolation thermique dont ont bénéficié les équipements scolaires. C'est de l'écologie.

L'écologie, ce sont aussi les mobilités douces. Nous avons sanctuarisé, nous avons également inscrit une dépense dédiée à la mobilité douce pour offrir aux Choisyens une autre alternative la voiture, à côté de la voiture, qu'ils puissent avoir justement le moyen de circuler autrement. C'est pour cela que par exemple, le Choisy Bus est maintenu d'un montant de 147 000 euros pour pallier le manque que ne couvrent pas les lignes de bus conventionnelles. C'est un engagement de la ville pour donner une autre alternative aux Choisyens d'emprunter les transports en commun. Les mobilités douces, c'est aussi, et c'est toujours dans le budget, les trois stations Vélib' que nous gardons, que nous maintenons, que nous essayons sans doute de développer. Je regarde Monsieur Bolle, mon collègue, pour voir dans quelle mesure on pourrait davantage renforcer leur dispositif et les valoriser mieux que ce qu'il en est. Les mobilités douces, c'est aussi, et j'ai envie de dire presque surtout, compte tenu du succès que ce dispositif a auprès des Choisyens, ce sont les Passeurs de rive. Ils vont bénéficier d'une subvention plus importante à côté bien sûr de celle octroyée par le département. On est à la fois dans l'écologique, le solidaire. Comme vous le savez, c'est porté par une association adossée à l'économie sociale, solidaire et

conviviale. Le succès de ce dispositif ne se dément pas, puisqu'on a noté une forte fréquentation par rapport à 2021.

Et puis, j'ai envie de dire que d'une transition à l'autre, nous avons également inscrit dans le budget une somme importante pour la transition numérique de la ville. C'est un enjeu tout aussi majeur, tout aussi important, tout aussi attendu par la population, la question du numérique. Notre budget prévoit une dépense inédite consacrée à l'inclusion numérique dans notre ville, puisqu'elle va s'élever à 460 000 euros en investissement et à plus de 400 000 euros en fonctionnement. Ces investissements sont essentiels à la transformation et l'inclusion numérique, et vont surtout bénéficier aux bâtiments municipaux, y compris les écoles, qui vont bénéficier de la fibre. Entre autres, bien sûr qu'ils vont bénéficier à la police municipale, et j'espère que vous l'avez noté, celui-là, vous pouvez l'ajouter à votre addition, au câblage et à la création du système d'information de la police municipale, parce que comme vous le savez, la police municipale, ce ne sont pas des devins, ils ont besoin d'un système d'information pour géolocaliser. Oui, c'est de l'argent, mais vous savez, nous, on a une hiérarchisation des valeurs qui n'est peut-être pas la vôtre, et en premier, c'est la tranquillité publique. Pour nous, c'est un préalable à tout. La tranquillité publique, ça n'a pas de prix, surtout que, comme le disait Monsieur le Maire, on ne renonce à rien à côté.

Voilà, Monsieur le Maire, chers collègues. Le budget présenté ce soir, nous allons le voter parce qu'il opérationnalise, permettez-moi ce néologisme, tout simplement, il rend opérationnels et concrets les engagements qu'on a pris auprès des citoyens en faveur d'une ville raisonnée, en faveur d'une prise en compte concrète dans le budget de la question climatique, puis en faveur d'une qualité de service ouvert et accessible à tous, et je tiens absolument à souligner cette expression « à tous ». Nous avons eu plusieurs procès. La réalité a montré que la qualité de vie, le cadre de vie, le service que nous rendons, nous, élus, et bien sûr les agents du service public, il est pour tous.

C'est pour toutes ces raisons, et certainement d'autres, que nous allons voter ce budget, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Bien, merci, Monsieur Id Elouali.

Madame Juhel.

Mme Juhel : Je trouve que le débat doit avoir de la dignité. On a des points sur lesquels, y compris quand on dit que vous êtes dans la continuité de certaines choses, tant mieux, on n'est pas forcément dans l'opposition à tout. L'école du Lugo, on l'a souhaitée. On s'est battu pour qu'elle fasse partie du projet, tant mieux, elle va exister. On espère que le nouveau collège qu'on a voulu finira par exister aussi. Mais je ne trouve pas bien, Monsieur Id Elouali, le côté méprisant avec lequel vous nous parlez. La fibre, ce n'est pas vous qui l'avez fait venir, elle est même arrivée, on était encore... Je ne trouve pas bien la manière dont vous expliquiez qu'une nouvelle municipalité, quand elle arrive, a besoin de faire des études. Excusez-moi, c'était quoi, votre mandat, dans l'ancienne municipalité ? Vous n'étiez pas chargé de l'écologie urbaine ? S'il y avait des études à faire, il a fallu que vous attendiez une nouvelle municipalité pour les lancer ? La ferme des Gondoles, ce n'était pas votre responsabilité ? C'est tout d'un coup... Pourquoi ne l'avez-vous pas fait avant ? On vous a assez demandé de vous occuper de la ferme des Gondoles. Donc je trouve que le côté « Enfin, vous, la nouvelle municipalité », excusez-moi, sur l'écologie urbaine, c'était votre responsabilité, et l'ancienne municipalité vous a assez reproché de ne pas avoir fait votre travail dans ce domaine. Ça, j'ai quand même envie de le dire.

Sur le théâtre, bien sûr, Monsieur le Maire, vous demandez si les Choisyens ont vu des baisses de leurs films. La baisse de la subvention, que je sache, elle est à venir, elle n'est

pas passée. La baisse de la subvention, c'est une réalité. Vous dites que le théâtre avait un excédent. Non, le théâtre est une régie, le théâtre avait un fonds de roulement. Un fonds de roulement et un excédent, ce n'est pas la même chose. Je sais que vous avez dit au théâtre que s'il y avait un problème, il y avait un budget supplémentaire, et donc que s'il y avait nécessité, la municipalité surviendrait aux besoins du théâtre. J'attire quand même votre attention sur le mauvais signal donné à la DRAC, donné au département. Quand on voit que pour la première fois depuis 10 ans, la ville baisse son engagement par rapport au théâtre, c'est un mauvais signal. Et je pense qu'il serait très souhaitable que vous ayez une rencontre avec les partenaires pour leur infirmer ou confirmer que cette baisse de subvention n'est pas un désengagement de la ville. C'est quand même un théâtre conventionné, c'est important. Si on veut garder cette convention, il faut qu'on sente l'engagement de la ville auprès du théâtre. En tant que membre du conseil d'administration du théâtre, je souhaite vraiment que vous ayez cette rencontre.

Il me semble que sur certains points, on n'a jamais été contre une police municipale. On trouvait très bien, on aurait été au pouvoir, on l'aurait créé. C'était dans les projets, mais c'est une chose qui n'a pas suffisamment avancé. Le fait de dire qu'on sent bien l'engagement de la ville sur la police municipale, mais sur d'autres domaines, on le sent moins, c'est vrai que sur le théâtre, je vous ai dit, cela me gêne de sentir malgré tout une moindre présence. Et sur le collège, vraiment, je pense qu'il y a une attente. C'est un vrai problème pour les Choisyens, donc il y a un certain nombre de choses qui nous gênent dans les engagements budgétaires et pour lesquelles on ne votera pas le budget.

Je pense qu'il faut avoir des discussions sur le fond et sur le concret, et pas sur des manières condescendantes que je trouve déplacées, Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Très rapidement. Madame Juhel, sincèrement, en matière de mépris, je pense que les parents d'élèves vous connaissent, ils savent très bien et connaissent le mépris que vous affichez à leurs doléances. Attendez, je termine. Je vais répondre maintenant sur le fond. Vous savez, Madame Juhel, ce qui fait la différence entre avant et après, encore une fois, c'est la sincérité. Entre vos slogans sur l'écologie et la traduction budgétaire, il y a un océan. Et c'était ça, la différence entre avant et après, entre vos slogans que l'on voit sur ça et là. Vous vous occupez avec quoi ? Ça, c'est du concret. Ça, c'est de l'affirmation. Et le budget, c'est un acte politique extrêmement fort. Jamais dans l'histoire de cette ville, les questions écologiques n'ont eu autant de budgets et un acte aussi fort. Voilà sur le fond. Pour le reste...

M. le Maire : Bien. Madame Juhel, je ne vois pas en quoi j'ai méprisé quelqu'un. À chaque fois, vous essayez... Ah, ce n'est pas moi. J'accepte vos opinions. De toute façon, franchement, si quelqu'un s'attendait à ce que vous votiez le budget, je pense que c'est peut-être parce qu'il aurait beaucoup bu avant le Conseil municipal. Vous êtes dans votre rôle. Voilà, vous allez voter contre le budget, très bien.

Pour autant, on peut voter contre un budget et éviter de donner de fausses informations ou essayer de faire croire qu'on aurait construit peut-être quelque chose, comme a essayé de le faire Madame Després parce qu'on a mis des subventions dans le budget. Trouvez-moi un budget où il n'y a pas les subventions qui sont dedans. Vous me l'amènerez, ce budget. Maintenant, lorsque vous dites, Madame Juhel, qu'il faut être dans la continuité, et que ceux-ci étaient dedans, bien sûr qu'on est dans la continuité. Cette ville ne s'est pas bâtie hier. Choisy-le-Roi, comme je le dis aux mariages, s'appelait Soisy, c'était un village de pêcheurs. C'est bien parce que les administrateurs les uns après les autres l'ont fait évoluer, et je n'ai jamais dit que vous n'aviez rien fait, j'ai même voté beaucoup de choses de ce que vous avez fait, mais sur les choses dont nous parlons ce soir, ce sont des choses que vous n'avez pas faites. C'est quand même incroyable d'entendre dire : « Oui, bien sûr, l'école », mais que

ne l'avez-vous pas faite cette école depuis 10 ans ? Vous me dites : « Elle n'était en rien du tout ». Madame Juhel, le projet du Lugo, il n'y a rien. C'est vide. C'est nous qui sommes en train de le bâtir, et vous voulez que je vous en donne une bonne preuve ? On vient d'apprendre, l'EPA ORSA m'a appris il y a 4 mois, alors que ça faisait un an et demi qu'on travaillait dessus, qu'ils n'ont même pas l'acquisition foncière nécessaire. Il reste encore des actifs fonciers à faire. Alors, il y a des projets que l'on continue, qui sont les bienvenus, mais je suis désolé, le Lugo, il y a tout à faire. Il n'y a rien. L'école, c'est nous qui la ferons, et c'est grâce à nous qu'elle sera là. La piscine, je suis désolé, il faut faire une piscine neuve, c'est nous qui la ferons. Elle est inscrite. Le gymnase, il y a bien longtemps qu'il aurait fallu le faire, et croyez-moi que cela va être un crève-cœur quand il va être par terre, parce que c'est là-bas que j'ai travaillé mes abdominaux à 9 ou 10 ans.

Rires

M. le Maire : Ça ne va pas être simple de le voir se faire démolir. Souvent, j'ai dit que des choses avaient été bien faites par mes prédécesseurs, sinon, j'aurais déménagé. J'aime ma ville, c'est qu'il y a des choses bien. Mais sur ces points précis, je suis désolé, c'est nous qui faisons, et encore heureux. D'ailleurs, nous faisons des choses extrêmement courageuses. Il y a un point sur lequel j'avais oublié de répondre à Monsieur Hutin. Monsieur Hutin, vous n'allez pas nous faire le mauvais procès sur la Calypso, quand même. Vous êtes quand même associé avec des gens qui voulaient la démolir.

M. Hutin : Je ne suis associé à rien du tout, je suis là sur ce mandat, je n'étais pas là précédemment. Je n'ai jamais donné d'avis sur la destruction de la Calypso. Je pose juste les questions sur la Calypso, et surtout son nouveau collège. J'ai des enfants dans le quartier. J'y habite, dans ce quartier.

M. le Maire : Le nouveau collège...

M. Hutin : Je suis intéressé de savoir quand le nouveau collège sortira de terre.

M. le Maire : Précédemment, vous m'avez parlé de la Calypso. Le collège n'a rien à voir avec le budget de Choisy, mais je peux vous en dire un mot. Sur la Calypso, nous l'avons sauvée, elle n'est pas démolie. Et maintenant, il faut qu'on s'interroge. Vous êtes bienvenus à nous donner des idées sur le devenir de la Calypso, puisqu'il y a un nouveau centre qui a été construit à la Prairie où les enfants sont accueillis. Et ça, c'est vous qui l'avez fait. Heureusement que vous avez fait quand même quelques petites choses. D'ailleurs, quand on a inauguré le gymnase Alice Milliat, à qui j'ai fait couper le ruban ? À Monsieur Didier Guillaume, puisque je n'y étais pour rien et je le reconnais bien volontiers. Donc c'est tout à fait normal qu'il ait coupé le ruban. On sait reconnaître les choses, on est entre républicains, on est entre Choisyens, nous aimons tous notre ville. Mais là, il y a des choses factuelles. La Calypso, nous l'avons sauvée et nous réfléchissons à savoir ce qu'il faut faire, quels sont les travaux à envisager, et on ne peut pas tout faire en 18 mois. Mais construire une nouvelle piscine, un nouveau gymnase et une nouvelle école, c'est là qu'ira notre priorité. La priorité, c'était de sauver la Calypso en son temps, elle est sauvée. Maintenant, la vraie priorité, elle n'est plus nécessaire pour accueillir des enfants, puisqu'ils peuvent être accueillis au centre de la Prairie. Elle servira, on réfléchit à sa destination. Il y a plusieurs idées, on se réunit, on réfléchit. Je vous invite, si vous le voulez, je suis prêt à vous écouter si vous avez des idées sur le devenir de la Calypso. Il n'y a aucun problème.

Sur l'ALCEJ, vous savez, je découvre aussi cette situation. Et là, je ne suis pas obligé d'être toujours gentil. Il y avait quand même une relation entre cette municipalité et le département qui était à certains points quand même un peu scandaleuse. Et si je me suis présenté aux élections départementales, c'est avant tout pour défendre Choisy-le-Roi et les intérêts de

Choisy-le-Roi, et ce n'est pas normal que Choisy-le-Roi fournisse un pavillon en bord de Seine pour une association départementale. Je ne dépenserai pas un centime pour un collège, c'est le rôle d'un département, et je leur ai dit, parce que l'argent public de Choisy-le-Roi doit aller aux écoles élémentaires. Chacun doit effectuer son travail. La porosité qu'il y avait entre cette ville et le département, c'est terminé. Chacun a ses compétences et chacun doit dépenser l'argent qu'il reçoit de l'État ou autre pour ses compétences. Et donc, l'ALCEJ, oui, j'ai discuté avec eux, on peut leur trouver de nouveaux locaux que le département louera, parce que c'est l'argent des Choisyennes et des Choisyens, et j'ai découvert beaucoup de scandales. Rappelez-vous, lorsque l'ancienne majorité, alors que le département devait 50 000 euros à la ville, la soulte de l'échange scandale entre notre ancienne médiathèque et ce bâtiment, qui soi-disant devait nous appartenir, mais je vais vous donner un scoop, il ne nous appartient même plus. La ville a décidé, royalement, de faire cadeau de 50 000 euros au département. Est-ce que c'était son argent ? Non, c'était l'argent des Choisyens et des Choisyennes. 50 000 euros, on aurait pu faire bien des choses pour des jeunes ou des moins jeunes. Alors, cette porosité a fait que nous avons perdu notre médiathèque en échange d'un bâtiment en arrière-cour de l'ancienne gendarmerie qui ne valait pas la moitié de cet échange qui était censée nous appartenir, et dont j'apprends lorsque j'arrive que, finalement, ça a été donné en location à BATIGERE avec un bail emphytéotique de 61 ans pour 8 000 euros par an. Mais ce n'est pas fini, après tout, on va toucher 8 000 euros par an. On va en faire, des choses. Eh bien non, les 8 000 euros par an, on ne va pas les toucher non plus, sans qu'on soit mis au courant, nous, les conseillers municipaux. Ces 8 000 euros par an, on a décidé d'en faire cadeau à l'association qui va gérer cet appartement pour les femmes qui sont en déshérence, qui rencontrent des difficultés, pour lequel j'ai voté, bien sûr, qu'il faut faire. Nous en ferons peut-être d'autres, des choses comme ça, si ce n'est pas pour les femmes battues, ce sera peut-être pour le SDF. Nous allons faire une convention avec la région pour aider des SDF, il y a déjà un autre projet à ce niveau. Il vaut mieux qu'ils soient dans des studios qu'à traîner dans le parc. Même ça, nous l'avons perdu. C'est quand même scandaleux, et ça ne remet pas en cause l'aide qu'on doit apporter à ces femmes.

BATIGERE m'a avoué qu'on lui avait un peu tordu le bras. J'ai rencontré le directeur, je lui ai dit : « Mais qu'est-ce que c'est que ce montage ? C'est incroyable, comment peut-on sacrifier les intérêts d'une ville à un tel point ? » Je vais le casser, ce bail emphytéotique, et nous serons condamnés à vendre cet immeuble à BATIGERE pour que les Choisyennes et les Choisyens puissent au moins récolter une partie de ce qu'on leur a pris, parce qu'on leur a pris. Cet argent, je pourrais le consacrer à la culture, à des œuvres sociales, à ce dont nous avons besoin, à nous aider à faire cette nouvelle piscine, à nous aider à faire ce nouveau gymnase, ou aussi une nouvelle cantine. Parce que dans notre programme, il y avait écrit qu'on sauverait la Calypso. Nous la sauvons. Il y avait écrit qu'on allait sortir du SIRESCO, nous sortons du SIRESCO. Il y avait écrit que nous allions rénover les structures sportives, nous faisons une piscine neuve et un gymnase neuf. Nous le ferons. C'est pour ça que je vous dis qu'on est plutôt en avance.

Donc en aparté, on pourra tranquillement, amicalement, prendre un café, et puis vous m'expliquerez ce qu'on ne tient pas dans notre programme. On tient beaucoup plus que ce qui est écrit dans notre programme. Et tout ça, c'est beaucoup d'argent. Vous voyez, ça fait plus d'une heure qu'on discute, 1 h 20. De quoi discute-t-on ? Est-ce qu'on discute de police municipale ? Non, nous discutons sport, culture, travaux, écologie, social, numérique. On est très loin du tout sécuritaire que l'on voudrait faire croire à la population. Mais bon, c'est le jeu, c'est le débat démocratique, c'est ce que vous pensez. Mais bon... Donc s'il n'y a pas d'autres interventions, nous pouvons... Si, Monsieur Essonne Mengue.

M. Essonne Mengue : Merci, Monsieur le Maire. Je ne voudrais pas être juge et parti, je voudrais simplement intervenir sur un point que vous venez d'évoquer en parlant de porosité

entre l'ancienne majorité municipale et départementale. Je voudrais simplement rappeler ici à celles et ceux qui nous écoutent ainsi qu'à tous les élus que l'ALCEJ assure des missions de service public, et donc l'ALCEJ, étant installée sur le territoire Choisyen, vous comprenez bien l'importance d'établir un partenariat entre la ville et le département.

En ce qui concerne effectivement les propos qu'a tenus Monsieur Hutin sur le tout sécuritaire, et là, je le confirme, dans la mesure où l'ALCEJ assure des missions de prévention spécialisée, comment aboutir à la sanction sans passer par la prévention ? Je pense qu'il s'agit d'un point important qu'il ne faudra pas omettre et qu'il va falloir sérieusement prendre en considération pour la suite. Lorsqu'on regarde le budget dans le détail, il y a également la vente de ces pavillons de l'ordre de 490 000 euros. Vous parliez tout à l'heure de concertation, mais quelle concertation y a-t-il eu entre effectivement le bureau de l'ALCEJ et la ville lorsque, je le rappelle, il y a eu des rencontres entre vous-mêmes ainsi que votre élu à la vie associative qui auraient dû aboutir sur la présentation, la visite d'un futur local, d'un éventuel futur local capable d'accueillir l'ALCEJ avec effectivement tous les points qui avaient été évoqués, notamment de confidentialité ? Je crois qu'il est important de rétablir un peu la vérité à ce niveau-là.

M. le Maire : Excusez-moi, Monsieur Essonne Mengue, je ne vois pas quelle vérité vous venez de rétablir. L'ALCEJ sont bien en place où ils sont. Nous leur avons dit que nous allions vendre les locaux, et on trouvera d'autres locaux. Quelle vérité vous avez rétablie ? L'ALCEJ n'a pas besoin pour être efficace d'être dans un pavillon en bord de Seine sur deux étages, ainsi que d'autres associations, d'ailleurs. Il y a des problèmes de logements, nous avons des bureaux qui n'ont pas de preneurs sur la dalle. Ils peuvent très bien s'installer sur la dalle, comme nos services municipaux. C'est tout ce que nous demandons, et je le demanderai au département, dont pourtant je fais partie de la majorité, pour qu'ils prennent leurs responsabilités comme nous prenons les nôtres. C'est tout, ce qui est tout à fait normal, ce qui est la loi, la législation. Cela ne nous empêchera pas de travailler ensemble, mais chacun sa mission.

Et que je sache, nous n'avons mis personne dehors, nous avons laissé les gens en place. Il n'y a aucun souci, et nous avons des locaux. Le temps venu, on avait d'autres sujets, nous en avons parlé, parce qu'honnêtement, nous leur avons dit, ce que nous continuons de faire, il ne s'agit pas de l'arrêt de l'ALCEJ, il s'agit d'un déménagement, d'autres locaux. Mais on avait vraiment d'autres préoccupations plus importantes à régler que ce problème-là. Mais nous leur avons dit, et pour l'instant, ils travaillent tranquillement, exactement comme avant. Comme d'ailleurs toutes les associations, même celles qui ont participé à la campagne électorale sans aucun recul avec même tout le mal qu'ils ont pu en dire. Je pourrais vous citer quelques noms qui ont mal dormi pendant six mois parce qu'ils pensaient que j'allais agir comme les communistes. Ils avaient tous très peur que je fasse place nette comme ils sont en train de le faire à Villejuif. Non, aucune chasse aux sorcières. Je le redis : « Vous êtes au service des Choisyennes et des Choisyens, nous sommes tous au service des Choisyennes et des Choisyens, vos idées, vous les gardez ». Mais lorsqu'on est une association, on les garde pour soi, on fait le travail qui correspond à l'objet de l'association et tout se passe bien. Et comme je connais bien Choisy et qu'on se connaît tous très bien, je n'ignore rien de leur opinion politique. Ce n'est pas pour autant qu'on a coupé les vivres ou qu'on les a empêchés d'exister, bien au contraire. Il y en a même un qui m'a invité et qui m'a fait applaudir. Pourtant, il n'y est pas allé de main morte pendant la campagne.

Mais c'est un travail qui avait été fait vis-à-vis des Choisyennes et des Choisyens, j'ai reconnu ce travail qui a été fait, nous restons objectifs. Notre but, c'est que tous ceux qui participent à l'amélioration de la vie des Choisyennes et des Choisyens, ils sont les bienvenus, quelles que soient leurs idées politiques. Il y a un temps pour les élections, il y a

un temps pour s'occuper de notre ville. Donc l'ALCEJ, ils continueront. Je verrai ça avec mes amis du département, il n'y a pas de problème. Madame Benkhala.

Mme Benkhala : Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs les élus, Mesdames, Messieurs. Je voulais juste revenir sur la question de l'ALCEJ, pas directement sur les équipements, mais plutôt sur la mission qui est menée, une mission de prévention. Alors, peut-être que je n'ai pas suffisamment étudié le budget, j'avais une question, Madame Francisot, mais peut-être que ça m'a échappé. Si c'est le cas, je vous prie de m'en excuser. Si effectivement la question de la tranquillité publique et la sécurité est un point important, je le rappelle, je m'associe là-dessus à Monsieur Hutin, nous avons voté favorablement et de manière honnête et sincère. C'est un choix extrêmement fort, on ne va pas s'amuser à voter de manière négative, c'est tellement farfelu de penser cela. Bref, je ferme la parenthèse, venons-en aux choses sérieuses.

Je voulais savoir quelles étaient les actions qui auraient pu être budgétées en matière de prévention, notamment en matière de prévention de la délinquance. On voit que depuis deux ans, un an et demi précisément, le conflit Orly/Villeneuve-le-Roi s'exporte de plus en plus sur le territoire de Choisy. Du coup, il y a une trilogie qui s'engage, et on voit apparaître des faits de violence extrêmement graves sur le territoire de Choisy. Il y a quelques années, au quartier Barbusse, une vingtaine de jeunes d'Orly a fait irruption avec des battes de baseball, cagoulés, etc. Les choses se sont apaisées, tant mieux, mais je voulais comprendre quelles sont les actions qui sont budgétées en cette matière, en sachant que de toute manière, c'est une logique intercommunale qu'il faut avoir sur ces questions, car ça ne concerne pas que Choisy. Ça concerne Choisy, Villeneuve-le-Roi et Orly. À quel moment le CLSPD sera mis en place ? Je crois que c'est vraiment un outil d'expertise qui pourra aider la commune justement sur ces questions. Merci.

M. le Maire : Bien. Madame Benkhala, effectivement, c'est très important, la prévention. D'abord, je rappelle à tous et à toutes, je l'ai dit lors de la présentation de la police municipale, la police municipale travaille sur ses deux jambes. 50 % de sa mission, c'est la prévention et ils en font tous les jours. Les Choisyennes et les Choisyens en sont témoins, et je les vois. Ils discutent beaucoup avec la population. Lorsqu'il faut sévir, il faut sévir, mais avant tout, ils discutent, ils dissuadent. Un très bon rapport, d'ailleurs, s'installe. Pour preuve, ça fait maintenant 3 ou 4 mois que la police municipale est présente au marché du centre. La semaine dernière, samedi dernier, ils étaient au marché de la Cuve. Ils vont aller au marché des Gondoles pour expliquer leur mission, ce que peut attendre la population d'eux. On est en plein dans la prévention et dans la présentation. La police municipale fait donc ça. Ensuite, nous sommes en train d'embaucher des médiateurs. Pour l'instant, il y en avait trois, mais il y a une jeune femme qui est tombée enceinte, et nous allons en embaucher trois autres. Donc six médiateurs, plus deux autres plus tard. Nous avons embauché aussi un spécialiste de la médiation qui vient de prendre ses fonctions il y a un mois, et qui a effectivement pour mission de créer notre CLSPD qui est indispensable. Il y a une plénière au mois de mai sur ce CLSPD. En attendant, notre spécialiste que nous avons recruté assistait au CLSPD qui s'est tenu il n'y a pas longtemps, ainsi que notre adjointe à la jeunesse. C'était aujourd'hui, à Orly. On collabore avec Orly. Moi-même, je me suis rendu à deux CLSPD sur Orly sur ces faits précis.

Les derniers événements qui se sont passés, c'est surtout Orly, Villeneuve-le-Roi. Le dernier acte dramatique qui s'est passé à Choisy, c'était une rixe entre Orlysiens et Villeneuvois, mais qui allaient au lycée et qui se sont rencontrés dans une rue de Choisy. Les jeunes Choisyens n'avaient rien à voir là-dedans cette fois-ci. De ces réunions au CLSPD, des analyses des commissariats, les Choisyens sont minoritaires. Il y a une grosse rivalité entre Villeneuve-le-Roi et Orly. Il y a ici et là des répercussions sur Choisy-le-Roi, mais Choisy-le-Roi est rarement à l'origine de ce qu'il se passe. Donc nous sommes très attentifs à ça, c'est

aussi quelque chose d'extrêmement important dans la tranquillité publique, je le répète sous le contrôle de notre directrice de la tranquillité publique. Nous avons des points, et une des choses que je leur ai demandées, c'est bien sûr la prévention avant de verbaliser ou d'emmener au poste. C'est une équipe expérimentée qui agit humainement, qui a de la psychologie. Je vous signale que deux de nos responsables des polices municipales forment les autres polices municipales, et forment notamment la police municipale de Paris. Quelque part, ils doivent avoir un peu d'expérience et de savoir-faire. Mais c'est un acte, c'est l'objet d'une attention, la prévention, indispensable.

En dehors de cela, tous les adjoints, nous tous, vous-même, nous sommes constamment dans la discussion. Nous connaissons notre ville. Mon adjointe à la jeunesse connaît très bien les quartiers, elle fait ça. Monsieur Walid Sayadi connaît très bien son quartier. Adjoint au maire, quartiers Sud, il connaît très bien. Il en a évité, des bagarres. Et c'est grâce aussi à sa connaissance des personnes que notre marché a évolué. Je rends hommage à son travail, où les Choisyennes et les Choisyens se rendent compte que c'est quand même mieux qu'avant. Les allées sont élargies, il y a un peu moins de volants, donc les choses s'améliorent quand même sous l'impulsion des élus et des services qui travaillent. On avance. Vous êtes les bienvenues pour collaborer. On peut avancer ensemble. Je retiens ce point, bien sûr que nous avons déjà travaillé dessus, je vous le dis, c'est une des missions de la police municipale. Nous avons pour l'instant trois médiateurs, on en recevra trois autres. Je ne sais pas si les embauches ont été faites ? On passe les entretiens. Parallèlement, ils travaillent à notre CLSPD qui deviendra effectif le 17 mai. Il y aura un premier CLSPD.

Pour les Choisyennes et les Choisyens, pour les informer très rapidement, le CLSPD est un lieu où on parle tranquillité publique, où le commissaire est présent, le procureur, des élus, des représentants de la RATP, par exemple, des habitants, des associations. On fait le point sur les incivilités ou, plus grave, les drames qui peuvent toucher une ville, comment les éviter, comment arriver à une tranquillité dans la ville. Ce point est important, et nous le mettons en œuvre.

On peut voter ? On peut procéder au vote ? On vote. Monsieur Id Elouali, il paraît que vous allez le voter... On peut plaisanter, quand même. Allez, on va voter.

Donc les votes contre ? La direction, il faut compter les votes contre, et je suppose que Monsieur Didier Guillaume vote contre à travers la procuration. Il y a aussi Madame Luc. Il y a deux procurations, ça fait huit contres. Les abstentions et les votes pour ? Les procurations, c'est bon, vous les avez. Bien.

Merci de ce débat qui fait partie du jeu républicain. Merci de la tenue du débat, quand même, on peut dire que ça s'est bien passé. Chacun a pu s'exprimer.

La délibération n°7 est adoptée à la majorité (8 votes contre).

8. Vote du budget primitif - exercice 2022 - budget annexe des parkings

M. le Maire : Budget annexe des parkings.

Mme Francisot : Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Je vais être assez concise sur ce point. Pour ce qui concerne le budget annexe des parkings, nous équilibrons le budget en fonctionnement à environ 1 million d'euros, et en investissement à 406 055 euros. Le détail des opérations est inscrit de la page 12 à 16 de la maquette budgétaire. La subvention de la ville pour 2022 est estimée à 350 9000 euros, soit une diminution de 2 % en raison de l'amélioration des recettes. Je vous remercie.

M. le Maire : OK, quand même un petit mot. Il va falloir qu'on se penche sérieusement sur la situation financière de nos parkings, puisque nous abondons à l'équilibre. Malheureusement, ça ne va plus être permis. On aura une réflexion, on pourra vous y associer, sur le devenir des parkings et la meilleure façon de faire. Il faut à tout prix qu'on arrive à un équilibre, je ne pense pas qu'on puisse encore, l'année prochaine, je parle sous le contrôle de notre DGS des finances. Il y a une question financière puisqu'on abonde, mais au-delà de ça, c'est surtout une question réglementaire. On doit vous présenter le rapport de la Cour des Comptes le mois prochain. À ce moment-là, on pourra en discuter plus ouvertement. Pour l'instant, on est tenu à de la réserve.

Pour autant, le vote du budget primitif du parking... À moins qu'il y ait des observations ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Comme tout à l'heure, Madame Juhel, vous vous abstenez sur le vote du budget primitif des parkings ? Non, vous votez pour ? Oui. Alors, les contres ? Il n'y a plus de contre... On était sur l'abstention, mais Madame Juhel m'a perturbé.

On refait. Les votes contre ? Il n'y en a pas. Les abstentions ? 6. Les votes pour ? Le reste. Très bien, merci à vous.

La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité (6 abstentions).

DIRECTION GÉNÉRALE SERVICES TECHNIQUES

9. Avis du Conseil municipal sur la demande environnementale dans le but de réaliser et d'exploiter une unité de désinfection par voie chimique des eaux traitées de la station d'épuration « Seine Amont »

M. le Maire : Ce n'est plus Madame Francisot, ça va être à moi, je vais enfin pouvoir parler.

Rires

M. le Maire : Le point 9, c'est un avis qui vous est demandé. La station d'épuration se trouve à Valenton, c'est à la suite de l'ouverture d'une enquête publique. C'est un projet du SIAAP, le syndicat des assainissements de l'agglomération parisienne. Le projet du SIAAP a pour but la réalisation et l'exploitation de la future unité de désinfection par voie chimique des eaux usées de la station de Valenton afin dans un premier temps de contribuer à améliorer la qualité de l'eau de la Seine pour des enjeux de baignabilité à compter de 2024 et au-delà. Ça fait 20 ans qu'on nous dit qu'on pourra se baigner dedans. Peut-être qu'en 2024... Le premier objectif est de permettre à la France qui veut accueillir en 2024 les Jeux olympiques et paralympiques de voir se dérouler des épreuves sportives aquatiques dans la Seine et la Marne. Le second objectif est de rendre à nouveau aux cours d'eau d'Île-de-France une qualité compatible avec la baignade pour le grand public. L'usine de Valenton appartient au SIAAP qui en assure l'exploitation au titre de l'autorisation préfectorale n° 2010-7139 du 20 octobre 2010. La gestion de l'exploitation est assurée par la société d'économie mixte à opération unique, et c'est donc une SEMOP du SIAAP qui s'appelle SIVAL.

Cette usine a été mise en service en 1987 et a fait l'objet de nombreuses modifications et améliorations depuis. Le dossier concerne la mise en œuvre d'une installation de désinfection des eaux avant leur rejet en Seine complémentaire au traitement existant. Il est proposé au Conseil municipal d'émettre un avis favorable à l'octroi d'une théorisation préfectorale sur le projet de désinfection de la station d'épuration de Valenton porté par les syndicats interdépartementaux pour l'assainissement de l'agglomération parisienne SIAAP comme indiqué dans les documents soumis à enquête publique.

Donc c'est un avis qui vous a demandé d'exprimer. Y a-t-il des observations sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Nous allons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Non, c'est voté à l'unanimité.

Je connais une très bonne adresse où on peut avoir 30 % sur les costumes de bain spécial Seine, attention.

Rires

La délibération n°9 est adoptée à l'unanimité.

10. Approbation d'un forfait concernant les frais liés à l'enlèvement des dépôts sauvages et la remise en état de l'espace public

M. le Maire : Le parole est à Monsieur Chirrane.

M. Chirrane : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, pendant de très nombreuses années, les incivilités de type dépôts sauvages ont semblé fleurir et se multiplier dans la ville, et cela dans une sorte de sentiment d'impunité à l'égard de leurs auteurs. C'est du moins ce qui a été l'objet de beaucoup d'échanges avec les Choisyens lors de la précédente campagne des municipales. Dès lors, il n'est pas abusif d'affirmer que le respect des règles d'un partage apaisé de l'espace public, notamment en matière de tranquillité et de propreté, constitue une revendication légitime, une attente plus qu'une revendication, encore actuelle des Choisyens.

Ce faisant, nous en avons fait un engagement de campagne assez fort. Notre majorité a compris depuis longtemps qu'un espace public apaisé est nécessaire au bon vivre ensemble, et qu'un espace public sale et dégradé est souvent considéré par la population qui y vit ou ses usagers comme un espace abandonné des autorités faisant naître peu à peu un sentiment d'insécurité et un rejet de ces lieux. Il s'agit donc aujourd'hui, en luttant avec vigueur contre les dépôts sauvages, de réaffirmer la volonté claire de la ville de reconquérir l'espace public pour redonner du sens au vivre ensemble. Depuis le début de ce mandat, nous n'avons eu de cesse de travailler à régler point par point les différents soucis auxquels sont confrontés les Choisyens : encombrants, dépôts sauvages, on va y venir, envois de sacs plastiques à l'issue des marchés forains, et là, je regarde mon excellent collègue Walid Sayadi qui a réalisé un travail formidable sur le sujet. On va continuer à œuvrer dans ce sens en déployant plus de corbeilles de rues, et là, je regarde mon excellent collègue Hacène Habi qui va certainement prendre le dossier à bras-le-corps très prochainement. On continuera à rehausser notre niveau d'exigence vis-à-vis des partenaires et prestataires afin que nos rues deviennent de plus en plus propres, et là je regarde nos services.

À cet égard, si vous me le permettez, j'aimerais d'abord adresser mes chaleureux remerciements aux agents municipaux qui, quelle que soit la saison, quelles que soient les conditions climatiques qu'il rencontre, assurent avec les moyens qui sont les leurs la propreté de nos rues au quotidien. J'aimerais également remercier à double titre l'immense majorité des Choisyennes et des Choisyens. Première raison, pour le respect qu'ils ont, majoritairement, de la propreté de l'espace public et du travail accompli par nos agents. Et pour une seconde raison, pour le calme et la patience qui est la leur lorsqu'ils vivent à proximité de spots récurrents de dépôts sauvages. Cette patience sera récompensée, et je sais que le texte que je vais vous présenter ce soir va dans le sens attendu par nombre de nos concitoyens.

Pour autant, j'aimerais être très clair sur le sujet, nous restons convaincus que la solution demeure non pas dans le fait de nettoyer de plus en plus, et donc d'empiler les moyens pour cela, mais bien dans le fait de salir de moins en moins, ce qui appelle à la responsabilité de

chacun. Et si je peux me permettre, ceux qui font le ménage à la maison comprendront aisément de quoi je parle.

Aujourd'hui donc, pour que les rues se salissent de moins en moins, nous nous attaquons frontalement à la problématique des dépôts sauvages, lesquels, faut-il le rappeler, sont une source de pollution, de dégradation du cadre de vie. En outre, ils provoquent une sorte de nuisance visuelle, olfactive. Ils représentent une réelle entrave à la libre circulation sur nos trottoirs et une réelle menace quant à un risque d'incendie ou de blessures. On y a assisté il n'y a pas si longtemps dans une de nos rues.

Au-delà des outils et des moyens déployés, il est devenu urgent de rendre possible ce qu'est devenu aujourd'hui nécessaire en luttant fermement contre les incivilités, notamment les dépôts sauvages. Cette lutte contribuera à rétablir pour tous un droit de jouissance apaisée de l'espace public en affirmant la responsabilité participative des usagers pour accélérer la prise de conscience environnementale et des coûts que génère le nettoyage des rues, en activant réellement un volet coercitif dans la lutte contre les incivilités. Sur le principe du pollueur/payeur, soyons très simples, faire payer les auteurs pour ne pas augmenter les impôts de tous, c'est, semble-t-il, une base sur laquelle nous serons tous d'accord pour en finir avec ce sentiment d'impunité généralisée ; en adossant également des moyens technologiques nouveaux à la répression des incivilités. On a évoqué tout à l'heure le cas de la vidéoprotection, elle sera aussi utilisée afin de confondre les auteurs à des incivilités, notamment ceux qui viendront déposer, et ils sont légion, malheureusement, des tonnes de gravats avec des véhicules. Vous savez que la loi AGECS permet aujourd'hui d'aller fortement sur le sujet, et on va y aller, en activant donc toute forme d'autres dispositifs de surveillance de l'espace public, notamment par le biais de la police municipale. Elle sert aussi à ça, et d'autres agents qui seront assermentés et qui auront, je pense, aussi un rôle à jouer sur le sujet. En entretenant des relations au long cours avec les partenaires de la ville sur certains sujets, sur ce sujet précisément, comme les bailleurs sociaux, les syndicats que nous rencontrons régulièrement et avec lesquels nous avons commencé à travailler, à trouver des solutions précises là où ça pose problème. Ça avance, ça porte ses fruits. Chacun le constate, en tout cas a pu le constater si j'en crois le nombre de mails ou de courriers que nous recevons et qui nous disent que nous sommes sur la bonne voie.

Pour rappel, pour que les Choisyens soient bien conscients de ce dont on parle, à chaque fois qu'un dépôt sauvage est commis, il est susceptible d'être verbalisé. Les contraventions existent. Déposer, abandonner, jeter ou déverser un déchet sur la voie publique est puni d'une amende forfaitaire de 135 euros qui peut être portée à 375 euros. Ce n'est pas un montant défini par la ville, c'est un montant défini par l'État. Si l'amende forfaitaire n'est pas payée ou si elle est contestée, alors le tribunal de police est saisi, et cette amende peut être portée à 750 euros voire même à 1 500 euros. Si le délit est commis avec véhicule, ça peut même aller jusqu'à la confiscation du véhicule. En outre, nous ajouterons, nous, ville, des frais de remise en état de l'espace public. Il n'est plus question de faire payer aux Choisyens par le biais d'une taxe ou d'un impôt ce que certains, ils sont minoritaires, commettent comme dégradations sur l'espace public. Il y aura donc des frais qui viendront s'ajouter, et c'est l'objet de la délibération de ce soir.

En dessous d'un mètre carré, nous proposons un montant forfaitaire de 150 euros de frais de remise en état. Entre 1 et 5 mètres carrés, ce montant sera porté à 188 euros, et au-dessus de 5 m², le prix sera défini au prix du mètre carré, et ce sera 38 euros le mètre carré. Ce sont des montants qui nous paraissent aujourd'hui raisonnables, plutôt alignés sur ce qui se fait ailleurs, et qui porteront leurs fruits, j'en suis sûr. Ces coûts viendront donc s'ajouter aux amendes qui seront acquittées par les auteurs.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver les forfaits que je viens de vous présenter.

M. le Maire : Merci, Monsieur Chirrane. Y a-t-il des observations sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Si, Madame Benkhala.

Mme Benkhala : Évidemment, je vais voter favorablement. Quand on a des objections à faire, on les fait, mais quand c'est positif, il faut le faire aussi. Je voulais quand même saluer le travail réalisé par Monsieur Sayadi au marché. C'est vraiment un travail de qualité. On voit les résultats, ils sont probants. Pour avoir été aussi au marché, j'ai pu le voir à l'œuvre. Il est extrêmement offensif et extrêmement investi. Je voulais quand même le souligner.

M. le Maire : Merci de votre objectivité, Madame Benkhala. Effectivement, il y a un gros travail qui est fait sur ce marché. Il nous en reste encore beaucoup à faire, mais cela va dans le bon sens.

Pas d'autres observations ? Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? C'est voté à l'unanimité, très bien, en espérant qu'on arrivera à confondre les coupables.

La délibération n°10 est adoptée à l'unanimité.

11. Renouvellement d'adhésion au Conseil national des Villes et Villages Fleuris pour l'année 2022

M. le Maire : Le point numéro 11, c'est Monsieur Ali Id Elouali qui va nous parler de fleurs. « Dites-le avec des fleurs ».

M. Id Elouali : Pour le dire avec des fleurs, je vous invite, Monsieur le Maire, chers collègues, à voter la délibération que je vais vous présenter en quelques mots. Il s'agit donc de renouveler l'adhésion de la commune au Conseil national des villes et villages fleuris pour l'année 2022 pour un montant de 450 euros. L'association, comme beaucoup le savent, le Conseil national des villes et villages fleuris porte elle-même une charte et un label qui s'appellent « Villes et villages fleuris ». L'idée est tout simplement de faire en sorte que notre ville puisse également contribuer à renaturer l'espace public, tout en respectant les règles bien sûr de la biodiversité. C'est aussi une façon de donner de l'attractivité pour l'espace public et pour notre ville. C'est une question à la fois d'image, mais bien sûr c'est une question de biodiversité. Je rajouterai que le fleurissement de la ville est un sujet qui tient beaucoup à cœur aux jardiniers, aux agents des espaces verts. Ils seraient aussi ravis de se lancer dans une sorte d'émulation au travers de cette adhésion. La ville est dotée de trois fleurs, mais l'idée est d'en avoir plus, d'en avoir quatre, ce qui n'est vraiment pas facile. Donc on adhère, si vous voulez qu'on le dise avec des fleurs.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Eouali. Après ce langage fleuri, j'aime bien ces expressions... Ça devient lourd. Nous arrivons au point numéro 12...

Brouhaha

M. le Maire : Comme c'étaient des fleurs, je me suis dit que c'était une formalité. Qui vote pour les fleurs ? Qui est contre ? Personne. Abstentions ? Bien. C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité.

12. Signature d'une convention en vue de l'indemnisation de la commune de Choisy-le-Roi pour la plantation d'arbres dans le cadre de la réalisation du tramway T9 par Île-de-France Mobilités

M. le Maire : Monsieur Kristian Bolle va nous présenter cette délibération.

M. Bolle-Dalliah : Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues, Choisyennes et Choisyens qui nous écoutent encore à cette heure tardive, je suis très content de vous présenter cette délibération. Pourquoi ? Simplement parce qu'elle démontre la détermination absolue de notre mandature à obtenir les engagements et le suivi des dossiers, des engagements fermes de la part de nos partenaires comme l'est la région et Île-de-France Mobilités. Je me suis réjoui à titre personnel, et je sais que dans cette salle nous sommes nombreux, de l'arrivée du tramway de notre collectivité. Je vous vois faire, Monsieur Hutin, mais je parle à titre personnel, je l'ai bien dit au départ, et comme de nombreux élus de notre majorité, sachez-le. Le tramway a vu de grands avantages pour nos habitants, évidemment en matière de transport, avec quelques désavantages : les temps de traversées piétons ou des respects de partage de la voirie, le partage de l'espace, et des difficultés parfois avec certains automobilistes. On le constate, donc on travaille.

Une grosse surprise quand on est arrivé, un bilan de plantation d'arbres qui était négatif. Il y avait un certain nombre d'arbres qui avaient été plantés dans l'histoire de notre ville sur cet itinéraire, et puis un constat qui était de dire qu'il manquait 46 arbres, et ça ne semblait pas être grave quand on est arrivé il y a un an et demi. Les services nous disaient : « Oui, Île-de-France Mobilités n'a pas pu les planter, il n'y a pas plus de raisons que cela, et on ne s'est pas plus battu ». Je suis désolé, non. Notre mandature a décidé que ce n'était pas possible. C'est un dû à nos concitoyens, ça fait partie du cadre de vie. Encore une fois, on a insisté dessus, sur le budget qu'on développe pour la plantation d'arbres, c'est quand même, excusez-moi, la respiration et l'oxygénation de notre commune. De nouveau, on s'est battu pour obtenir gain de cause.

Le gain de cause, ça a été quoi ? Ça a été de dire au service de la région : « Soit, vous ne pouvez pas les planter, mais on va vous demander de les payer pour nous permettre à nous d'aller les planter sur notre territoire, dans des espaces que nous connaissons. » Donc nous avons identifié des points précis avec nos services, et je tenais à les remercier pour le travail important qu'ils ont fourni dans ce domaine, à pouvoir maîtriser les essences d'arbres que nous allons planter. Encore une fois, nous avons obtenu, comme vous pouvez le voir dans la délibération, quelque 56 000 euros qui vont nous permettre de passer à un bilan positif, et encore une fois, sans que cela ne coûte un seul centime au budget de la ville. Nous sommes comme ça avec l'ensemble des dossiers Île-de-France Mobilités aujourd'hui dans le suivi du futur TZen 5, dans le suivi du devenir du Choisy Bus, dans le suivi du Passeur de rive, dans le suivi d'un projet de navettes fluviales le long de la Seine. On est déterminé, et on obtient le rendu et les attentes nécessaires, ce qui est simplement destiné à nos Choisyens.

Donc effectivement, je vous demande, et j'espère une large majorité, de soutenir cette délibération. Merci à vous.

M. le Maire : Merci, Monsieur Bolle. Y a-t-il des observations ? Madame Després.

Mme Després : juste pour dire que c'est normal, c'est un dû. Je trouve ça très bien. Si les services vous ont dit qu'il n'avait rien fait, ils ont tort.

M. Bolle-Dalliah : Je parlais des services de la région, Madame, qui continuent à dire...

Mme Després : Ils ont eu tort.

M. Bolle-Dalliah : Que ce n'était pas fait. Ça aurait été bien de les activer un petit peu avant.

M. le Maire : Enfin, réjouissons-nous que la ville soit respectée, et nous y tenons beaucoup, quel que soit le sujet. Chacun, tous les partenaires doivent respecter leurs engagements, et ils étaient assez surpris de nous voir insister là-dessus comme des morts de faim, mais c'est comme ça pour tous les chantiers, y compris pour la qualité qui est due aux collectivités. Nous devons aussi ici dénoncer le peu de soins que certains partenaires apportent aux travaux, lorsqu'il s'agit d'une collectivité. Et ça, à Choisy-le-Roi, ça n'aura pas lieu, sinon, on ne payera pas. Donc merci.

J'en profite, puisqu'on vient de récupérer de la trésorerie pour l'écologie, pour des arbres. Tout à l'heure, j'ai dit aux Choisyennes et Choisyens intéressés de se manifester, j'ai dit un arbre, mais on peut aussi, s'ils ont de la place, en planter deux ou trois. On sera ravis, car ce n'est pas parce qu'ils sont plantés dans un jardin privé que la ville n'en profitera pas. L'oxygène dégagé, tout le monde pourra la respirer. Donc Choisyennes et Choisyens, j'espère que vous allez répondre à cette proposition de planter des arbres chez vous.

Qui est contre ? Non. Abstentions ? Non. Donc voté à l'unanimité, merci.

La délibération n° 12 est adoptée à l'unanimité.

13. Adhésion à l'association COTER NUMÉRIQUE

M. le Maire : Le point n°13 devait être présenté par votre adjoint au numérique Monsieur Chalbi, mais comme il a un petit souci, il se fait représenter par Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Monsieur le Maire, l'adhésion au COTER Club s'inscrit dans notre volonté de renforcer les compétences en interne, mais s'inscrit surtout dans un projet politique dont j'ai parlé lors du débat budgétaire sur notre ambition d'agir en matière d'inclusion numérique. Il s'agit tout simplement d'adhérer à cette association qui dispose des moyens d'échanger des retours d'expérience dont on a besoin, dont aussi nos agents ont besoin en matière de formation. C'est une façon aussi d'élever, d'enrichir, de renforcer leurs pratiques en la matière en matière de numérique en étant dans ce club, qui est un club d'échange d'expériences et de retour d'expérience. Donc l'adhésion est une adhésion annuelle qui s'élève à 320 euros.

M. le Maire : Merci. Des observations ? Monsieur Hutin.

M. Hutin : Pour rebondir sur cette délibération, bien évidemment, on va voter pour le club COTER qui est un club qui permet aux DSI d'administration de pouvoir se retrouver et de parler des difficultés numériques du quotidien. Aujourd'hui, on parle de transformation digitale. Les choses vont très vite en informatique. C'est important pour eux de pouvoir se retrouver, de pouvoir discuter de leurs difficultés, de pouvoir justement modifier leurs habitudes, de pouvoir discuter de nouvelles technologies, etc. Bien évidemment, nous voterons pour cette délibération.

M. le Maire : Merci, Monsieur Hutin. D'autres observations ? Je n'en vois pas. Bien. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n° 13 est adoptée à l'unanimité.

PRÉVENTION ET SÉCURITÉ

14. Approbation de la convention de partenariat entre la RATP et la commune de Choisy-le-Roi

M. le Maire : Le point 14, c'est Monsieur Hacène Habi qui s'y colle.

M. Habi : Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues. La présente délibération vise à autoriser la signature d'une convention entre la RATP et notre service de police municipale afin d'autoriser nos agents à intervenir dans les bus et dans les arrêts de bus. Sont concernés uniquement le TVM, ligne 103, 182, 183, 185, 393 et Choisy Bus. La RATP mettra à disposition des agents une dizaine de cartes d'accès qui leur permettront d'emprunter les bus de la RATP, uniquement évidemment durant leurs horaires de travail.

Je tiens juste à rappeler par la même occasion que ce type de convention peut également être mise en place notamment dans les copropriétés. Elles peuvent voter annuellement une autorisation d'accès aux résidences privées. Je ne peux qu'inviter les quelques Choisyens qui nous écoutent encore à cette heure-là à faire de même. Cette convention, puisque c'est un sujet qui avait été abordé lors de la commission, ne vise évidemment pas à remplacer les services de sécurité de la RATP. Au même titre que la convention que nous avons avec la police nationale, cette convention permet à nos agents d'agir notamment en tant que primo intervenants. Il faut entendre par primo intervenant le fait d'être tout simplement sur place au mauvais moment, et je peux vous donner quelques petits exemples. Pas plus tard que ce matin, nos agents ont appréhendé un voleur de téléphone qui avait agressé une personne à la gare. C'était ce matin, dans la minute, ils étaient là, ils ont pu récupérer le téléphone de cette personne. Je tiens à les saluer, car ils ont été assez efficaces. On a eu d'autres cas comme ça qui se sont produits. J'ai souvenir par le passé de la fille de quelqu'un que je connais qui a été agressée à la gare. J'aurais souhaité qu'à cette époque-là, une police municipale soit présente. Il y a quelques mois, on a eu aussi une agression au couteau dans le 183. Même chose, la police municipale n'était pas encore mise en place. Peut-être qu'ils n'auraient rien pu faire, mais en tout cas, maintenant qu'ils sont présents, en tant que primo intervenants, s'ils tombent sur cet instant, ils peuvent intervenir. Ce qu'il s'est passé récemment également rue Darthé avec cette sortie du tram nous ramène exactement à ce même type de typologie.

La présente délibération ne vise pas à remplacer la RATP, ou en tout cas son service de sécurité. Elle ne vise qu'à permettre à nos agents d'intervenir s'ils sont sur place et s'il y a nécessité. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, Monsieur Habi. Y a-t-il des observations ? Madame Després.

Mme Després : Oui, apparemment, c'est moi qui intervins. Par rapport aux agents de la RATP, vous avez très bien dit effectivement qu'ils sont dans les transports. Je me déplace en transport en commun, donc je les vois souvent. C'est pour ça qu'en ce qui me concerne, et je pense que pas mal de personnes de mon groupe voteront pareil, nous voterons contre parce qu'on ne veut pas se substituer à la police des transports qui incombe à la région, comme je l'ai dit tout à l'heure.

M. le Maire : Très bien, sauf que c'est une demande de la RATP. Très bien, c'est votre position, mais de même que je suis d'accord, la sécurité, c'est une mission régalienne. Si les gens ne font rien, la région, on ne peut pas à la fois l'accuser de faire pour la sécurité. Elle fait ce qu'il faut, la région, mais il faut aussi un complément. Comme l'a expliqué Monsieur Habi, c'est pour une continuité soit d'enquête soit de pouvoir arrêter un malfaiteur. Comme là, quelqu'un a volé le téléphone, vous le poursuivez, il monte dans un bus, des fois il n'y a

personne dans le bus. Ils ne peuvent pas mettre des agents partout, comme on ne pourra pas mettre de la police municipale dans chaque rue. C'est juste l'autorisation pour que ce policier municipal puisse continuer sa mission. C'est tout. C'est votre position, mais je pense que personne ne peut nier, sauf Monsieur Dupond-Moretti qui a dit qu'il n'y avait pas d'insécurité en France et que c'était juste un sentiment... Je la laisse à ses réflexions, mais personne ne peut nier cela quand même. Des exemples, comme l'a dit Monsieur Habi, il y en a plein. Ce qu'il s'est passé il y a encore quelques jours, malheureusement, entre lycéens en est un autre. Je pense que nous devons tous agir, nous entraider pour faire baisser cette violence avec tous les moyens dont on peut disposer. C'est simplement acter un partenariat pour que les choses puissent aller au bout lorsqu'il s'agit d'intervenir, arrêter un conflit ou aider une personne qui se fait agresser. Imaginez un bus, une personne agresse quelqu'un dans un bus, il n'y a pas la police de la RATP, il y a un policier municipal qui est devant le bus. Qu'est-ce qu'il fait ? Il ne peut pas entrer. C'est pour pouvoir apporter assistance dans toutes les conditions aux personnes.

Monsieur Hutin.

M. Hutin : Je me permets d'intervenir parce que je suis très embêté sur cette délibération. À la fois, je suis effectivement d'accord avec ma collègue, Madame Després, sur le fait que la région a un certain manquement sur la sécurité des transports en commun qui est de leur rôle. Moi-même, j'ai des enfants qui prennent les transports en commun pour aller au collège ou au lycée. Ils ont pu déjà être confrontés à des problématiques. Je peux comprendre que pour nos enfants, pour les Choisyennes et Choisyens, les personnes âgées qui prennent ces transports puissent avoir une assurance de se dire que si jamais il se passe quelque chose, qu'il puisse y avoir une intervention de la police municipale. Mais en même temps, je suis très embêté, parce que ça veut dire que c'est un peu une double peine. Il va falloir mobiliser, concentrer aussi la police municipale, comme je le disais tout à l'heure, qui coûte quand même très cher à la municipalité, qui peut coûter encore plus cher parce que votre vision, je la respecte, c'est sécurité quoiqu'il en coûte, puisse finalement peser davantage sur les finances de la commune. Donc je partage effectivement ce que dit ma collègue, je comprends aussi votre position sur cette délibération, mais c'est pour ça que je m'abstiendrai sur ce vote.

M. le Maire : Là, ça ne coûte rien à la commune, ça peut nous faire économiser de l'argent, puisqu'ils auront des cartes de transport gratuites. Comme on n'a que deux véhicules, un policier municipal qui doit intervenir, qui doit aller de l'autre côté de la Seine, il pourra prendre le TVM gratuitement.

M. Hutin : Le temps où ils sont sur les transports, ils ne sont pas sur l'espace public. Pour vous donner un exemple très concret, allez par exemple au Royal côté danse le mercredi, vous voyez le visage des enfants qui sont très inquiets parce que derrière, vous avez des personnes qui arrivent alcoolisées, etc., qui font peur aux enfants et à l'équipe enseignante parce qu'aujourd'hui, la police municipale n'est pas déployée simplement sur ces zones qui peuvent être problématiques pour la sécurité de nos enfants. Donc ça veut dire que si on les concentre davantage sur d'autres lieux, on n'assure pas non plus la sécurité de nos enfants sur d'autres lieux. Après, vous me parlerez de la vidéosurveillance, etc., je comprends que c'est un vaste sujet, mais il m'intéresse profondément. Contrairement à ce que disait Monsieur Id Elouali, comme je vote ces délibérations, je suis pour la sécurité de nos concitoyens. Je suis sincère.

M. le Maire : Là où je peux vous rassurer, Monsieur Hutin, c'est qu'on ne va pas les missionner pour être dans les bus. Pas du tout. C'est juste au cas où. Lorsqu'on fait un point PM avec la directrice, lorsque je leur donne des missions, avec Monsieur Habi qui fait ces points, jamais on ne leur dira : « Aujourd'hui, vous prenez le bus ». Jamais. Ce n'est pas leur

mission, on est bien d'accord. Ils ne le feront pas. C'est juste leur permettre au cas où ils seraient témoins d'une agression et qu'il faille entrer dans les bus. Ils ne pourront pas entrer si cette convention n'est pas signée.

Je comprends ce que vous m'expliquez, parce que moi-même, lorsqu'on a présenté cette délibération, moi aussi je me suis interrogé. J'ai d'ailleurs dit : « Il ne faudrait quand même pas que parce qu'on fait une police municipale, que tout le monde s'appuie sur la police municipale et en oublie ses propres missions ». Nous serons vigilants, c'est bien pour cela que c'est juste pour pouvoir intervenir, aider un Choisyen ou une Choisyenne si un policier municipal était à proximité. Mais en aucun cas on ne dira aux policiers municipaux : « Aujourd'hui, vous allez assurer la tranquillité du TVM ou du 183 ». Ce n'est pas notre boulot.

D'ailleurs, vous le constaterez, vous n'aurez pas de policiers municipaux qui se promèneront dans les bus, vous les verrez peut-être intervenir parce qu'ils étaient à proximité de l'agression et qu'en entrant dans le bus, ils auraient pu l'arrêter. C'est uniquement pour ça que j'accepte de la présenter et de la voter. Après, bien sûr, je comprends de réflexion.

Madame Benkhala.

Mme Benkhala : Monsieur le Maire, je vais voter favorablement cette délibération. J'ai connu une expérimentation comme ça dans une ville de l'Est, et ils avaient effectivement ouvert les transports en commun à la police nationale. La police nationale, de toute manière, circule essentiellement avec leur véhicule, mais dans certains trajets, ils empruntaient les transports en commun. Ça permettait effectivement d'assurer la sécurité, notamment dans des zones sensibles. Concernant Choisy-le-Roi, c'est là que ça nous intéresse, je trouve que c'est vraiment une réponse en termes de prévention notamment par rapport au conflit qu'on a évoqué tout à l'heure entre Choisy, Orly et Villeneuve-le-Roi. Ce qu'il faut savoir, c'est que même si Choisy-le-Roi est moins concernée, elle est de plus en plus impactée. Les enfants, les collégiens empruntent les bus, et assurer une présence policière, qu'elle soit municipale ou nationale, c'est vraiment une sécurité supplémentaire, d'autant qu'Orly est obligée de passer par Villeneuve-le-Roi ou Choisy-le-Roi, donc cela crée des circulations qui peuvent être très compliquées pour les jeunes collégiens. Je trouve que c'est plutôt une réponse parmi tant d'autres, et c'est la raison pour laquelle je vote favorablement.

M. le Maire : Merci, Madame Benkhala. C'est la raison aussi pour laquelle, après m'être posé les mêmes questions que Monsieur Hutin et Madame Després, j'en suis arrivé à dire qu'il faut voter cette délibération pour les raisons que vous venez d'expliquer.

Madame Gaulier.

Mme Gaulier : Si j'ai bien compris le sens de cette délibération, je l'assimile en quelque sorte aux résolutions qu'on fait voter dans les copropriétés qui autorisent la police d'entrée dans la copropriété au cas où il y aurait un incident. C'est un peu le même genre, si je comprends bien, le même sens de délibération.

M. le Maire : C'est exactement ça, Madame Gaulier. D'autres interventions ? Non. Les votes contre ? 4 votes contre. Abstentions ? Une abstention. Et les votes pour ? OK, merci à vous.

La délibération n° 14 est adoptée à la majorité (4 votes contre, 1 abstention).

DEVELOPPEMENT LOCAL CITOYENNETE

15. Approbation de la charte sur les modalités de fonctionnement des conseils de quartier

M. le Maire : Nous commençons à être fatigués. Le point 15 est présenté par Madame Sasu.

Mme Sasu : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à toutes et à tous, élus, membres des directions générales et également membres du cabinet. Je vous remercie vraiment, et c'est avec joie et honneur que ce soir, je vous présente la charte de fonctionnement des conseils de quartier très succinctement, avec les points essentiels. Je tenais vraiment à insister, à remercier, Kahina YAZID, la responsable du service développement local citoyenneté, et Julien Bourven, conseiller associé sur cette délégation, parce qu'ils m'ont soutenu, et ça fait déjà un bon moment qu'on est sur la rédaction de la charte. Yamina Lajili, effectivement, a toujours été là pour donner des indications pertinentes, et tous mes autres collègues qui ont été là. Les conseils de quartier, les habitants les attendent, et chers Choisyens, chères Choisyennes, c'est pour cela que je suis heureuse ce soir d'enfin vous annoncer le déroulement de la charte de fonctionnement de ces conseils de quartier, parce que j'ai été à votre rencontre même pendant la Covid, et vous m'avez fait part de vos doléances et empressements à commencer les conseils de quartier.

J'enchaîne tout de suite sur le préambule très rapidement. Le projet de la municipalité, c'est vraiment de déployer une citoyenneté active, et de vraiment répondre à la problématique qui est de répondre aux Choisyens à la question : comment créer du lien social, comment donner de l'intérêt des habitants pour leur propre ville ?

J'enchaîne avec les 7 points principaux de la charte :

- Le cadre législatif contenant les principes et les compétences des conseils de quartier,
- La bienveillance et le respect de l'intérêt général,
- La discrétion et le devoir de réserve,
- Les prises de parole,
- Les rôles et missions des conseils de quartier : la composition et le renouvellement des conseils de quartier, le fonctionnement des conseils de quartier, les réunions de préparation, les groupes de travail et de contribution, le vote et la prise de décision, la rencontre annuelle inter-quartiers,
- Les moyens mis à disposition des conseils de quartier : les engagements de la ville sur lesquels je reviendrai plus précisément,
- Enfin, les modalités d'adoption et de modification de la charte de fonctionnement qui sera complété par une annexe concernant les principes républicains à respecter au sein des conseils de quartier.

Pour revenir au premier point, je ne vais pas apporter plus de précisions, mis à part le rappel que la dotation des villes en termes de conseils de quartier date de la loi du 27 février 2002. Elle laisse la possibilité aux villes de se doter de conseillers de quartier pour des villes entre 20 000 et 79 999 habitants. Peut-être que Choisy-le-Roi y arrivera un jour, on verra bien. La vocation, les principes pour ces conseils de quartier, c'est naturellement d'être le relais entre

la mairie et l'ensemble des habitants, acteurs et usagers du quartier. Le conseil de quartier réunit des personnes qui participent à la vie du quartier et qui souhaitent s'investir.

Je vais passer brièvement sur les points importants qui seront de toute façon annoncés à la réunion publique de demain soir, et je vais plutôt m'attarder sur un principe important. Je vous cite la page 2 de la charte seulement : « *Tout participant qui ne respecte pas le principe d'engagement républicain et les principes déontologiques pourrait se faire interdire de réunion et éventuellement ne pourra plus y avoir accès* ». Ce point va être bien détaillé dans l'annexe de respect des principes républicains.

J'enchaîne encore sur les compétences des conseils de quartier, je le rappelle, le conseil de quartier est compétent à l'intérieur des limites de son territoire correspondant aux secteurs suivants : Gondoles Nord, Gondoles Sud, Choisy Nord et Choisy Sud, qui sont séparés par la voie du TVM, souvent, les habitants me demandent où est le centre Choisy Sud et le centre Choisy Nord, c'est la voie du tramway qui nous permet de séparer les deux. Néanmoins, et c'est important de le préciser, ce n'est pas figé. Chaque conseil de quartier est légitime pour donner un avis sur les projets ou les questions dépassant territorialement leur périmètre de référence, dès lors qu'ils ont une incidence directe sur la vie ou l'avenir du quartier. Effectivement, ce n'est pas parce qu'on est habitant d'un quartier au sein d'un conseil de quartier, même si ça va être fondamental, chaque habitant concerné par son quartier va se rendre à son conseil de quartier, mais ça n'empêche pas l'habitant d'avoir une vue à l'échelle de sa ville et de pouvoir donner son avis.

J'enchaîne avec le rôle et les missions des conseils de quartier. J'insiste beaucoup, le conseil de quartier est un lieu d'information, d'expression et de prise en compte des attentes, des projets et des préoccupations des habitants du quartier. Ces temps de vie permettront de retisser du lien social surtout après la période actuelle et de faciliter les rencontres et les échanges. Les 4 missions principales, puisque sur le terrain, je me suis bien rendu compte que ce que vous attendiez, chers Choisyens, chères Choisyennes, c'était qu'on réponde à vos doléances, qu'on vous écoute. Les 4 missions des conseils de quartier seront :

- Solutionner les doléances du quotidien, et je peux vous assurer que depuis le début, depuis juillet 2020, ça tourne dans ma tête. Comment répondre aux Choisyens ? Comment faciliter, améliorer le cadre de vie ? C'est vraiment ce qui me motive et qui me donne de la joie de vivre, de vous rendre ce service, puisque je vis avec vous. Vraiment, la mission de solutionner les doléances du quotidien va être une solution et une mission fondamentale. Ce n'est pas seulement : « J'écoute le Choisyens, et puis la demande part aux services ». Non, c'est un vrai dialogue entre les élus, les habitants et les services. Il y a une demande, on l'approfondit, on la transmet à l' élu concerné qui la transmet aux services, et on trouve une solution ;
- Deuxième mission : informer des Choisyens sur les projets de la ville ou du quartier,
- Troisième mission : les faire participer à des projets à l'échelle de leur quartier, qui peuvent être des vide-greniers, parce qu'il y a beaucoup de demandes, l'organisation d'un carnaval, tous les éléments qui pourront donner de la joie à nos quartiers et tisser nos liens, puisque vraiment, c'est une solidarité née de nos liens. On pourrait avoir une très jolie ville, on y arrive ;
- Quatrième mission : accompagner les projets d'animation du quartier. Évidemment, vous avez déjà des propositions. Demain, la réunion publique à partir de 19h00 qui au théâtre-cinéma de Choisy-le-Roi sera l'occasion de se rencontrer pour annoncer les futurs conseils de quartier et commencer ce travail tant attendu.

J'en arrive au troisième point de composition et renouvellement des conseils de quartier. C'est un nombre illimité de participants. Après avoir bien réfléchi avec le cabinet, il fallait ouvrir les conseils de quartier à tous les habitants. Donc les réunions sont ouvertes à tous les habitants, acteurs économiques et sociaux d'un quartier donné désireux de s'y investir, chacun dans son quartier et le bienvenu.

La désignation d'un groupe de référents habitants. Sur la base du volontariat, il est proposé lors de la première réunion du conseil de quartier la constitution d'un groupe de deux à trois référents habitants. Il a pour mission d'être l'interface entre les habitants et la municipalité, et sera renouvelé chaque année.

Dans la composition, il y a également l'adjoint de quartier, donc moi-même pour ma délégation, la démocratie participative, Monsieur Walid Sayadi pour Choisy Sud, Monsieur Matthias Fondeneige pour les Gondoles Nord, Monsieur Frédéric Druart pour le quartier de Choisy Nord. Et également dans la composition, bien évidemment, on ne pourrait pas faire sans les services municipaux. J'en profite pour rappeler effectivement que sans l'aide de la responsable du service DLC, l'aide du cabinet et aussi de mes collègues, je pense qu'aujourd'hui, je n'aurais pas pu vous présenter cette charte et avancer sans votre aide.

Enfin, le quatrième point, le fonctionnement des conseils de quartier. Cette organisation va permettre de travailler en profondeur vos projets, chers Choisyens, chères Choisyennes. Le conseil de quartier peut se réunir sous différentes formes. Les conseils de quartier en tant que tels qui auront lieu à fréquence toutes les 8 semaines, ouverts à tous les habitants, des groupes de travail de 5 personnes minimum pour le portage d'actions en faveur du lien social, des groupes de contributions comme mon collègue Monsieur Kristian Bolle-Dalliah en avait mis en place pour demander l'avis sur les mobilités, un exemple concret. Et enfin, une rencontre annuelle inter-quartier pour faire le bilan des 1 an des premiers conseils de quartier sur les actions et les projets qui auront pu en émerger.

Je ne rentre pas plus dans le détail, puisque tout sera écrit sur la charte, et vous allez l'avoir. Les moyens mis à disposition pour les conseils de quartier sont bien évidemment un agent municipal qui assure la coordination des conseils de quartier, et travailler main dans la main avec moi-même et les trois autres adjoints et les services.

Les engagements de la ville : la ville s'engage à inscrire à l'ordre du jour d'un conseil municipal des propositions et des projets émanant des conseils de quartier, et s'engage à informer lesdits conseils sur les projets concernant le quartier et les moyens nécessaires au bon fonctionnement des conseils de quartier. La ville s'engage également à s'assurer du suivi des demandes et à apporter une réponse dans les meilleurs délais, à tenir tous les ans une réunion publique pour tous les quartiers en présence du maire, des élus concernés et des services de la ville. Elle s'engage à communiquer les dates et comptes rendus des réunions des conseils de quartier via différents supports de communication et à développer des outils spécifiques pour améliorer la circulation de l'information. Enfin, elle s'engage à mettre en place avec les habitants un budget participatif selon les besoins et projets identifiés.

J'en arrive donc aux modalités d'adoption et de modification de la charte de fonctionnement. La présente charte de fonctionnement est adoptée par vote selon les modalités fixées à l'article dédié. Son adoption vaut adoption du contrat d'engagement républicain annexé. Le vote sera acté dans le compte rendu et engagera l'ensemble des habitants et acteurs de la ville. La présente charte pourra être modifiée à l'issue de sa première année d'application, soit un an et un jour après son adoption. La demande de modification fera l'objet d'un vote en Conseil municipal.

Je vais juste citer les 7 points d'engagement concernant l'annexe, concernant le respect des principes républicains :

- La liberté de conscience,
- La liberté de participation des habitants aux conseils de quartier,
- Égalité et non-discrimination,
- Fraternité et prévention de la haine et de la violence,
- Respect de la dignité de la personne humaine,
- Respect de la légalité de l'ordre public,
- Respect des symboles de la République : l'emblème national, l'hymne national et la devise de la République.

Pour les points essentiels de la charte, j'en ai fini. J'espère que vous voterez en faveur de cette charte, et je rappelle que les dates sont : demain, il y aura la réunion publique à 19h00 au théâtre-cinéma de Choisy-le-Roi au 4, avenue Villeneuve-Saint-Georges, si je ne me trompe pas. Vous avez déjà reçu des flyers dans vos boîtes aux lettres que vous pouvez compléter et remettre dans les boîtes aux lettres, notamment celle de la rue Waldeck-Rousseau près de la mairie si jamais vous ne pouvez pas vous rendre au conseil de quartier, mais souhaitez être informés par la suite. Je vous attends donc aussi le 12 avril pour le premier conseil de quartier qui aura lieu à la Calypso, aux Gondoles Sud. Ensuite, ce sera normalement le 14 avril Monsieur Frédéric Druart à la bourse du travail pour le quartier de Choisy Nord, et le 19, mon confrère Matthias Fondeneige pour le quartier des Gondoles Nord qui vous accueillera donc à la salle Jean-Baptiste Clément. Et enfin, pour clôturer en beauté, en joie et dans la bonne humeur, la première série de conseils de quartier, Monsieur Walid Sayadi, vous accueillera à la salle des fêtes aux Navigateurs, pour le quartier de Choisy Sud.

Je vous souhaite une bonne soirée, je suis très heureuse de vous avoir présenté cette charte.

M. le Maire : Bien, merci, Hancès. Bravo. Si quelqu'un dit que tu n'es pas motivée... Je pense qu'il est sur une autre planète. Merci de cet enthousiasme, ce qui prouve bien notre motivation et qui bat en brèche les mauvais commentaires auxquels nous n'avons pas répondu ici et là, mais ils émanaient surtout d'un curieux personnage, que je ne nommerai pas, qui n'arrêtait pas de répéter qu'on n'était même pas fichu de faire des conseils de quartier, qu'on n'était pas fichus de faire un marché de Noël, etc. Si je dis ça, c'est parce que pendant ce temps-là, nous travaillons. Si nous n'avons pas fait des conseils de quartier auparavant, c'est tout simple, c'est parce que nous étions en période Covid et que c'était interdit. Parce que nous aussi, nous étions tous impatients de faire ces conseils de quartier. Donc merci, Hancès, merci au service, à tous les élus et au cabinet qui ont participé à cette charte. Vraiment, on a fait attention à chaque phrase, chaque mot. Elle est sous pesée, elle est équilibrée. On a peut-être oublié des choses ici ou là, mais nous avons fait en sorte qu'elle puisse bien réglementer, faire en sorte que tout se passe bien dans le respect des uns et des autres, comme tu l'as très justement dit.

Y a-t-il des observations ? Monsieur Hutin.

M. Hutin : Oui, merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues, Choisyennes, Choisyens. Je me réjouis effectivement de ces conseils de quartier. C'est une excellente nouvelle pour la population. Ça va permettre effectivement de parler de nos quartiers, de créer du lien social sur certains sujets.

Cependant, j'ai deux petites questions pour bien comprendre. On parlait à un moment donné d'exclusion de personnes qui ne respectent pas les principes républicains. Je n'ai pas de débat là-dessus, c'est tout à fait logique. Je voulais savoir qui est exclu, et comment est-ce géré dans la charte ?

Le deuxième point, il me semble que vous parlez de désignation d'un groupe de référents habitants. Je voulais juste savoir concrètement qui, quoi, comment sont désignés ces habitants. Effectivement, c'est du volontariat, mais concrètement, si j'ai bien compris, ce n'est pas l'assemblée qui élira ces deux ou trois personnes. J'avais juste ces deux points de questionnement sur cette délibération. Je vous remercie.

M. le Maire : Hancès, tu peux répondre.

Mme Sasu : Je vais commencer par le plus simple pour moi, concernant la nomination des référents des conseils de quartier. Elle est censée se faire lors du premier conseil de quartier avec les personnes qui sont présentes à la réunion par vote à main levée, sauf erreur de ma part. C'est assez simple, et c'est vrai que cela dépend beaucoup du volontariat des habitants. On ne se voyait pas l'imposer. On avait bien réfléchi à la question d'imposer un participant au sein des conseils de quartier. Laisser la possibilité aux habitants de se désigner comme référents, pas forcément de manière figée, c'était, il me semble, le meilleur moyen de les écouter.

Pouvez-vous répéter la première question ? Je n'ai pas bien saisi.

M. Hutin : Pour répéter la question, vous parlez d'exclusion pour les personnes qui ne respectent pas les principes républicains. Je voulais juste savoir comment ça se faisait, de quelle manière.

Mme Sasu : Effectivement, c'est pour ça qu'il y a cette annexe qui permet d'emblée de présenter un texte légal rappelant les principes à respecter, les principes républicains. Tout simplement, à partir du moment où les Choisyens vont accepter ce texte, la charte est votée ce soir, elle va être relue demain à la réunion publique. Lors des premiers conseils de quartier, forcément, ce sera aussi l'occasion d'en parler avec les habitants. Si quelqu'un s'y oppose, je ne pense pas, mais elle est toujours modifiable au bout d'un an. Les principes républicains en soi, si la personne n'y adhère pas, on sera obligé de citer l'annexe, citer la charte et se baser sur ça pour exclure la personne si on s'aperçoit qu'il y a un acte discriminatoire ou une insulte envers les principes républicains.

M. Hutin : Mais qui le fait ? On comprend, c'est logique de l'exclure. Mais juste ce point-là mérite des éclaircissements et peut-être des réflexions ensemble. Il n'y a pas de souci.

M. le Maire : Je vais vous répondre aussi, si vous permettez. Ça, c'est juste une précaution. Il faudra vraiment faire beaucoup pour qu'une personne soit exclue. C'est pour éviter toute forme de violence. Il y a quand même eu des réunions, de quartier ou pas, où il y a quand même des gens plus que véhéments qui peuvent manier l'insulte. J'ai assisté à une réunion aux Gondoles où mes prédécesseurs étaient présents. Franchement, je ne suis même pas intervenu, je suis parti. C'était une foire d'empoigne. C'est juste une précaution vis-à-vis de ça.

En ce qui concerne les référents, ce n'est pas nous qui allons les désigner. C'est interdit, un élu ne se présentera pas. Les élus, on a la chance d'être là et de pouvoir discuter, d'intervenir. Il faut donner la parole aux Choisyens, Choisyennes. S'il y a deux personnes qui se portent volontaires pour être référents, comme l'a dit Hancès, les personnes se présenteront et on fera une petite liste. Ce n'est pas la municipalité qui va les désigner, ce sera les habitants du quartier, de même que ce n'est pas la municipalité qui va arriver avec des sujets, ce sont les habitants du quartier qui vont s'emparer de sujets. Nous, nous écouterons. C'est tout simple.

On compte sur le concours de tous et de toutes pour rester dans cet esprit de respect. Chacun demande la parole, on se répond, etc. Un débat peut être animé, il peut peut-être y avoir un petit excité, mais c'est vraiment une personne non respectueuse, qui insulte, qui peut même devenir violente, ou qui fait acte, comme il l'a dit, ne sait-on jamais de racisme. On ne peut pas supporter ça. C'est surtout une précaution à ce niveau-là.

Mme Sasu : Effectivement, je rejoins le maire sur son explication. Je suspends la séance si effectivement cela prend des proportions. Je suspends la séance, mais bien sûr, je suis accompagnée de la coordinatrice des conseils de quartier et probablement aussi de membres des services. Je ne vais pas rentrer plus dans les détails, mais j'essaierai de jauger, pas seule au départ, pour exclure une personne, parce qu'il faut vraiment, comme le maire le dit, que ça atteigne des proportions très graves pour suspendre le conseil de quartier et s'arrêter.

M. le Maire : Monsieur Hutin.

M. Hutin : Une dernière intervention. Bien évidemment, je voterai pour cette délibération. Je me réjouis de pouvoir assister très prochainement au mois d'avril... Le 12, c'est ça, aux Gondoles ? Il me semble que vous êtes mon adjointe de quartier. Je m'en ferai un plaisir, et vous pourrez compter sur mon assistance pour que le débat démocratique se passe à merveille sur ce conseil de quartier.

M. le Maire : Oui, on procède au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, très bien. Pardon, Monsieur Essonne Mengue, vous vous absteniez, donc ça fait deux. Abstention de Monsieur Guillaume, excusez-moi. Donc une abstention. Très bien, merci.

La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité (1 abstention).

HABITAT

16. Projet de renouvellement urbain des navigateurs, approbation de l'avenant au protocole de relogement

M. le Maire : Le point 16, Monsieur Druart.

M. Druart : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à tous. J'espère que vous êtes encore nombreux à nous suivre. Après cette présentation de la charte de fonctionnement des conseils de quartier 2.0, on va parler de Choisy Sud, notamment du NPNRU des navigateurs, et notamment l'approbation de l'avenant du protocole de relogement phase 2, sachant bien sûr qu'il y avait déjà une phase 1 dans laquelle avait été défini le protocole de relogement que l'on va continuer. Pour rappel, la phase 1 comprenait 197 logements répartis sur deux bâtiments, allée Jacques Cartier impair, 1, 3, 5, 7, présentait 167 logements, et 30 logements allée Champlain, impair.

Donc, où en est-on actuellement ? On a pratiquement terminé, et je tenais à remercier le service Habitat, Valophis, Action Logement et l'État, les partenaires du relogement, pour leur détermination. Actuellement, il nous reste deux familles pour qui on cherche encore des propositions de relogement.

Pour la phase 2, celle-ci va concerner le 1 à 5 Cavelier de la Salle et Champlain pair, ce qui représente 70 logements. Vous pouvez lire dans l'annexe que dans la constitution, dans l'ensemble des ménages, beaucoup sont à faibles ressources, à peu près 62 % à Cavalier de la Salle et 57 % à Champlain pair. Donc ça va être quand même un défi, il faut trouver un logement adapté à leurs ressources. On peut souligner aussi que les logements sont touchés par une situation de sous-occupation, donc 36 %. Je rappelle ce qu'est la sous-occupation, c'est par exemple une personne seule ou un couple qui sont dans un T4 voire un T5, ce qui n'est pas normal, ce qui est en dehors de la définition du logement social, qui, je le rappelle, doit être adapté à la constitution familiale. Par exemple, deux personnes peuvent prétendre à un T3 maximum. Pour une famille avec des enfants, quand les enfants grandissent, il faut savoir passer le relais à une famille plus jeune. Je tenais à le préciser, parce que nous avons quand même, avec les services, souligné quelques dérives.

Donc que cette phase 2, quand va-t-elle commencer ? Pas tout de suite. Après la phase 1, on va attendre à peu près une année pour pouvoir satisfaire les demandes des autres Choisyens qui sont très pénalisés depuis 15 ans par les différents NPNRU, destructions/reconstructions. J'ai demandé à Valophis de faire un arrêt qui a été accepté, et ça, je m'en réjouis. Cette pause sera la bienvenue, même si les services et les différents partenaires sont partants, sont actifs, n'y voient pas d'inconvénient. Cette pause est nécessaire.

Pour l'accompagnement social, une équipe est missionnée. Elle va faire un audit des familles pour définir au mieux leur profil, leur demande de logement, et bien sûr les diriger vers un nouvel appartement adapté.

Je vous invite donc à valider ce projet, cet avenant pour le protocole de relogement. On passera au point suivant juste après les votes.

M. le Maire : Merci, Monsieur Durart. Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Si, Monsieur Essonne Mengue.

M. Essonne Mengue : Juste deux petites choses. Vous venez d'évoquer la première, à savoir l'accompagnement à accorder aux familles dans ce cadre-là. La deuxième sur laquelle je voudrais insister est la priorité à accorder à ces familles, à l'exception de celles qui éventuellement voudraient aller se loger ailleurs.

M. Druart : Ces familles-là sont prioritaires. Les familles à reloger dans le cadre du NPNRU sont prioritaires, ce qui pénalise les autres demandeurs. Quand vous avez par exemple un T4 qui se libère dans les réservations, on regarde en priorité les dossiers des personnes à reloger, donc si ça convient à leur demande. Bien sûr, il y a aussi des doléances, le dossier passe en priorité. Est-ce que j'ai bien répondu à votre question ?

M. le Maire : Oui, tu as répondu. Y a-t-il d'autres interventions ? Non. On peut passer au vote. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°16 est adoptée à l'unanimité.

17. Garantie d'emprunt accordée au bailleur IMMOBILIERE 3F pour la réhabilitation de 94 logements sis 12, rue Rollin Régnier à Choisy-le-Roi

M. le Maire : Le point 17, Monsieur Druart, vous poursuivez.

M. Druart : Merci. Ce point concerne donc la garantie d'emprunt sur le renouvellement, la réhabilitation d'un parc assez ancien ou 12, Rollin Régnier du bailleur I3F. Après quelques réunions avec le bailleur, nous avons la joie de pouvoir entamer cette réhabilitation plus tôt que prévu, en prenant en compte les remarques des habitants, notamment sur l'aspect sécuritaire. Il y en a quand même pour 3 900 000 euros, dont plusieurs prêts de 3 378 000 euros. Parmi les rénovations, vous pourrez voir les isolations des façades, le remplacement des menuiseries avec des volets roulants, j'ai bien insisté auprès du bailleur I3F pour l'installation de volets roulants au premier étage suite à des tentatives d'intrusion dans les appartements du premier étage, bien sûr une modernisation de l'éclairage, notamment LED, bien sûr la modernisation des logements, rénovation des WC, VMC, la création d'une loge de gardien dans l'espace extérieur, une végétalisation, je pense à mon collègue Ali Id Eouali, j'y veillerai aussi de mon côté pour que tout soit bien respecté.

Nous devons accorder une garantie d'emprunt, et en contrepartie, le bailleur nous réserve une réservation mairie de 19 logements pour une durée de 30 ans. Merci.

M. le Maire : Merci, Monsieur Druart. Des interventions ? Non. Nous allons procéder au vote. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

M. Druart : J'avais oublié une petite information, excusez-moi. Il y a eu une réunion avec les locataires mi-avril pour les tenir informés de cette réhabilitation, je tenais à le souligner, et surtout pour nos éditeurs.

M. le Maire : Merci, Monsieur Druart.

La délibération n°17 est adoptée à l'unanimité.

URBANISME

18. Cession de biens communaux Coques Orix avenue Jean Jaurès à Choisy-le-Roi

M. le Maire : Le point 18, Monsieur Id Elouali nous présente cette délibération.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, il est tard, donc on va faire un effort de concentration pour vous dire très simplement et de manière concise que cette délibération porte sur la cession des quatre coques commerciales qui sont situées au 12-14 avenue Jean Jaurès à Choisy-le-Roi au bénéfice d'un groupement de médecins qui souhaitent installer un centre d'imagerie médicale avec un espace de télémedecine accessible à toute la population. Donc, au vu de l'intérêt que porte notre ville à la question de la santé et à sa participation dans la lutte contre le désert médical, on a fait le choix de répondre favorablement à la proposition de ces médecins et à procéder à la vente de ces coques moyennant, bien sûr, le prix et la somme de 2 millions hors-taxes.

J'ajoute, et c'est assez important, que la vente sera soumise à la seule condition que la création des lots et acquisitions par la commune se soit déroulée préalablement au regard, je ne dirais pas des « soucis », mais en tout cas des considérations qu'on a encore avec la copropriété. Donc il est proposé au Conseil municipal d'approuver la vente de ces biens au prix indiqué, soit les 2 millions d'euros, et autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte ou document afférent à cette cession. Merci.

M. le Maire : Il est tard, mais je vous dois quand même quelques informations sur cette délibération puisque c'est vital pour la ville. On est en train de vivre quand même un petit scandale. Ces coques nous appartiennent, nous avons un syndicat de copropriété qui fait blocage, qui nous mène en bateau. Ça fait 4 ans que ça dure.

Pourquoi c'est vital ? Parce que comme l'a dit Monsieur Id Elouali, ce sont des médecins qui veulent s'installer, mais ça va bien au-delà de « simples » médecins », ce sont des spécialistes, et surtout, c'est un projet de l'ARS. C'est-à-dire que l'ARS a discerné des bassins de vie, notamment le nôtre, Choisy-le-Roi, Orly, Villeneuve-le-Roi, Ablon, Thiais, et a fait un appel à projets pour développer un centre de santé où il y aura de l'imagerie de pointe. Une nouvelle imagerie qu'on ne trouve même pas à l'hôpital Henri Mondor, je ne sais pas si vous situez le type qualitatif de ce centre de santé avec diverses spécialités représentées, dont l'oncologie, etc. Actuellement, une telle offre, on ne la trouve qu'à Villejuif, à Gustave Roussy. C'est Choisy-le-Roi qui a été retenu, nous avons travaillé dessus avec les professeurs qui se sont manifestés. Encore là, nous devons passer chez le notaire au mois de mars, et le syndicat, depuis 4 ans, a fait changer 12 fois la mouture de copropriété. On a vraiment répondu à toutes ses doléances. Encore là, il a fait changer la mouture de copropriété pour des détails. Nous avons effectué un travail, nous avons payé un géomètre pour bien dessiner les tantièmes, un travail fabuleux, encore une fois, merci aux services, avec la recherche des propriétés, même de ce qui ne nous appartenait pas. Et qu'est-ce qu'ils nous répondent ? « Vous ne vous rendez pas compte, c'est tellement long à étudier ». Vraiment, je ne sais pas, je vais faire une action auprès des habitants qui sont dans la tour. Est-ce qu'ils savent ce qui est en train de se jouer ? Est-ce qu'ils savent ce que le syndicat est en train de leur faire ? C'est vital pour eux, pour nous, pour Choisy-le-Roi. J'espère qu'ici, personne n'aura besoin de ses services, mais c'est une offre de santé unique dans le Val-de-Marne, peut-être même en Île-de-France, un centre de santé de ce type.

Donc nous avons envoyé une injonction à se présenter devant chez le notaire sur les conseils de notre avocat pour qu'il soit obligé de se déplacer, et j'espère vraiment, dans l'intérêt des Choisyennes et des Choisyens, que ça se signe. Il y a un délai contraint, les professeurs de médecine qui montent ce projet avec l'ARS, il faut absolument que ça voie le jour avant la fin de l'année. Bien sûr, d'autres villes avaient postulé. Le monde de la santé, ce n'est pas le monde des Bisounours. On a reçu quand même quelques coups de fil au cabinet un peu étranges qui nous questionnaient là-dessus, dont on a pu déceler que ça pouvait sûrement venir de candidats qui avaient été évincés. Bien sûr, plusieurs candidats avec des villes, je remercie d'ailleurs la Maire d'Orly qui appuie le choix de Choisy-le-Roi. Orly aurait pu aussi, enfin, je ne sais pas, ils ont peut-être pu candidater, mais elle appuie le choix de Choisy-le-Roi.

On ne vous a pas parlé de ce projet jusqu'à maintenant, tant que ce n'était pas fait, mais vous voyez qu'il y a tellement de sujets tellement vitaux comme la santé qui nous préoccupent. J'aurais été ravi de vous annoncer que c'est fait, qu'on a changé les coques et que ce projet va se réaliser. Ce n'est pas perdu, on a fait cette injonction à se présenter devant le notaire début avril. Je vous tiendrai informés. On réfléchit à une action à faire auprès des habitants. Je n'hésiterai pas à leur dire que si les habitants de la tour ne se révoltent pas contre leur syndicat... Cela étant, il y a le risque aussi que les coques, on vous mettra ce que vous n'aimez pas en dessous. Je pense qu'ils ne doivent pas être au courant de ce qui se joue. Je ne sais pas à quoi joue ce syndicat. Je commence à me poser beaucoup de questions. Qu'est-ce qui peut l'animer de bloquer autant ce projet ? Je ne comprends pas. On n'en est réduit à imaginer... Je ne sais pas. Il ne répond pas pour prendre rendez-vous, bon. D'ici là, on va continuer à travailler ce sujet. Il faudrait quand même qu'on essaie de lui parler de vive voix. Pour l'instant, ça se passe entre avocats interposés. Nous avons été tellement heureux d'apprendre que Choisy-le-Roi avait été

retenue... Ce n'est pas perdu, on va se battre. Ça a quand même encore des chances de se faire. On en saura plus début avril chez le notaire.

Il y a des interventions ? Non. Donc qui est pour ? Qui est contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°18 est adoptée à l'unanimité.

19. Désaffectation et reclassement du terrain situé au 49 bis avenue de la République

M. le Maire : Le point 19, Monsieur Id Elouali nous présente la délibération.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Rapidement, c'est une délibération un peu technique d'apparence. Tout simplement, Monsieur Kevin Dalla Francesca, qui est propriétaire de la maison située en mitoyenneté avec la parcelle désignée dans l'intitulé de la délibération, souhaite acquérir une partie de la parcelle. Il se trouve que la parcelle fait partie du domaine communal, domaine public qui appartient à la commune. Pour procéder à la vente, nous devons la déclasser pour justement passer après à la transaction avec ce monsieur. Donc la délibération porte sur le principe de désaffecter, de déclasser un bout de lot, un petit bout de la parcelle pour pouvoir le céder après à ce monsieur.

M. le Maire : Merci, Monsieur Ali Id Elouali. Si nous répondons aussi favorablement, parce que c'est sur l'avenue, je connais bien ce petit bout de parcelle, c'est devenu un parking sauvage. On ne voit plus l'herbe, ça devient un peu n'importe quoi. Comme c'est attenant à la maison, il est préférable de lui céder parce qu'ils veulent clôturer, et puis ça fera une petite parcelle verte qui restera propre. Il n'y aura plus les voitures devant, et puis ça rend service à un Choisyen. Comme ça, tout le monde est content.

Y a-t-il des interventions sur ce sujet ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°19 est adoptée à l'unanimité.

ADMISTRATION GÉNÉRALE

20. Adhésion au SIFUREP de la commune de Gagny

M. le Maire : Monsieur Vasco Coelho.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, comme vous pouvez le voir, la commune de Gagny, 93, en date du 18 octobre 2021 a demandé son adhésion au SIFUREP. Le comité syndical du SIFUREP s'est réuni le 7 décembre 2021 et a approuvé son adhésion à l'unanimité. Donc je tiens à vous dire qu'avec l'arrivée de la commune de Gagny, le nombre d'adhésions est de 110 communes.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, la délibération du SIFUREP est notifiée à chacune de ses collectivités adhérentes qui disposeront d'un délai de 3 mois à compter de la réception de la circulaire numéro 2021-2, arrivée à Choisy-le-Roi le 17 janvier de 2022, pour se prononcer sur l'adhésion de cette nouvelle commune. Donc chers collègues, il est proposé au Conseil municipal d'approuver l'adhésion de la commune de Gagny, 93, au SIFUREP.

M. le Maire : Voilà, c'est le fonctionnement des syndicats, c'est classique. Nous ne voyons pas du tout de raison de s'opposer à l'adhésion de cette commune. Il y a un gentleman agreement qu'on respecte les décisions des communes, et vice versa.

Y a-t-il des interventions ? Non. Le vote : des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°20 est adoptée à l'unanimité.

21. Demande de retrait de la commune de Choisy-le-Roi du Syndicat intercommunal pour la restauration collective (SIRESCO)

M. le Maire : Le point suivant concerne aussi un fameux syndicat. Je vais m'y coller, parce que Madame Bezace n'a pu être présente.

Mme Bezace : Si, je suis là.

M. le Maire : Pardon ! Excusez-moi, Mathilde. Je suis fatigué. J'étais persuadé... Il y avait Ali à côté, excusez-moi.

Mme Bezace : Je suis bien présente.

M. le Maire : J'en suis heureux, et c'est bien plus normal que Madame Bezace nous présente la délibération.

Mme Bezace : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, chers Choisyens, s'il en reste encore quelques-uns connectés. Effectivement, ce soir, je vais vous présenter le projet de sortie du SIRESCO, un point important, puisqu'on s'est engagé à sortir du syndicat. Comme vous le savez, c'est depuis 2019 que Choisy-le-Roi y a adhéré et que le SIRESCO nous fournit les repas pour les scolaires et les seniors. Effectivement, malgré un virage qu'ils ont pris, la qualité aujourd'hui n'est pas encore au rendez-vous. L'augmentation des repas est aussi à notifier depuis début 2019. C'est pour ça que nous souhaitons sortir de ce syndicat. De plus, nous avons la volonté de créer un autre type d'alimentation. On parlait tout à l'heure de projets écologiques, l'écologie ne peut pas se passer de transition alimentaire. Il est important aujourd'hui de reprendre la main sur l'alimentation de nos enfants et des seniors pour changer les modes de consommation, avoir une consommation plus locale, réduire la consommation de viande, pouvoir diversifier les protéines, et également former beaucoup plus les agents de restauration, que ce soient les cuisiniers ou les gens qui sont sur le terrain pour servir les enfants. Ce n'est pas forcément quelque chose qui est mis en avant, mais ce sont des métiers très importants.

Le fait de sortir du SIRESCO va pouvoir nous permettre de reprendre la main sur l'alimentation. Dans un premier temps, ça va être de passer par un prestataire, et après de pouvoir reconstruire une nouvelle cuisine. Pour le choix du prestataire, on est en train de rédiger un cahier des charges où effectivement, on va avoir des points assez importants sur la qualité, sur la partie environnementale, sur le développement durable. Aujourd'hui, c'est quand même un point très important. Quand on lit le dernier rapport du GIEC, 37 % des gaz à effet de serre sont issus de la transformation pour l'alimentation. C'est quand même un point vraiment important.

C'est pour cela que c'est vraiment primordial pour nous de changer et de quitter ce syndicat. Encore une fois, même s'il faut reconnaître qu'ils ont fait certains efforts, on sera toujours dépendants des autres villes. À une vingtaine de villes, on ne peut pas faire de la qualité. C'est pour ça que ce soir, je vous demande de voter pour la sortie du SIRESCO.

M. le Maire : Merci, Madame Bezace. Monsieur Hutin a demandé la parole, allez-y.

M. Hutin : Merci, Monsieur le Maire, merci, Madame Bezace. Choisyennes, Choisyens, chers collègues. Je sais qu'il est tard, mais ce point-là est important, un point important de la

vie politique et de la vie de nos Choisyens. Je tiens à signaler que j'interviens dans ce cas de la sortie du SIRESCO en mon nom propre et non celui du groupe.

En effet, la question de la restauration scolaire me tient particulièrement à cœur. Il peut être très personnel, chacune et chacun pouvant avoir sa propre conviction en dehors de toute considération politique. Ce sujet me touche particulièrement, parce que j'ai des enfants d'âges différents qui fréquentent la restauration collective, et peut-être aussi parce que j'aime cuisiner et sélectionner mes aliments sains et de bonne qualité. D'ailleurs, au marché de Choisy-le-Roi, je reconnais la qualité du travail de l' élu en charge.

Je suis aussi particulièrement soucieux de l'impact écologique qui en découle. Force est de constater que les engagements pris par le SIRESCO n'ont pas vraiment été tenus, mais il faut reconnaître que nous partons de très loin et que la qualité n'était pas au rendez-vous à la grande époque de la cuisine centrale. « Que ta nourriture soit à médecine », cette citation d'Hippocrate prend ici tout son sens. Aussi, comme vous pouvez le deviner, je ne peux qu'être favorable à une amélioration de la qualité des repas servis dans notre cantine scolaire, et donc au principe de la sortie du syndicat si c'est le seul moyen d'y parvenir.

J'adhère pleinement aux objectifs de cette délibération. Permettre que l'alimentation soit un levier pour l'écologie et pour la santé humaine, je dis oui. Repenser notre façon de consommer et de nous approvisionner, je dis oui. Diminuer le gaspillage et favoriser les déchets alimentaires, encore oui. Augmenter la part des produits bio et durables, oui. Offrir à tous les enfants un bon repas sain et équilibré dans un souci de justice sociale, je dis 1000 fois oui. Une fois ces objectifs affirmés, la question est de savoir comment, car ce débat avait déjà eu lieu, et il ne s'agit pas de répéter les mêmes erreurs du passé.

Comment va s'opérer la sortie du SIRESCO, et comment sera prise la décision finale puisqu'il s'agit aujourd'hui de voter uniquement sur un principe sans aucune information sur les modalités ni les conséquences financières pour la commune et pour les Choisyens ? Avez-vous prévu d'y associer les parents et les usagers ? Quid du personnel ? Quid de l'état actuel de la cuisine centrale ? Les coûts de travaux ont-ils été estimés ? Quid des filières d'approvisionnement ? Nous savons tous que les filières sont encore fragiles sur ce secteur-là, et surtout quid du prix final facturé aux familles ? Avez-vous l'intention de rechercher également une nouvelle solution de mutualisation avec d'autres communes limitrophes, par exemple ? Enfin, et surtout, pouvez-vous nous affirmer de manière catégorique que vous ne transférerez pas ce service à une entreprise privée ? Comme on le sait, souvent, le temporaire dure et devient permanent. Il ne faudrait pas tomber dans ce piège-là. Car même si le SIRESCO ne donne pas satisfaction, c'est un établissement public qui ne cherche pas la rentabilité à tout prix, contrairement à une société privée. En tout état de cause, je m'opposerais avec la plus grande force à un transfert dans le privé si telle était votre intention. A priori, non, mais je tenais quand même à l'affirmer.

Pour conclure, comme je l'ai dit tout à l'heure, ne répétons pas les erreurs du passé. C'est pourquoi je demande que la délibération finale fasse l'objet d'un large débat associant les élus, les usagers, les habitants. En tant qu' élu de l'opposition, je demande à être associé à la démarche ainsi que mes collègues de l'opposition s'ils le souhaitent. Comme on le dit, « nous sommes ce que nous mangeons ». Il en va de l'intérêt de toutes et de tous de ne pas faire de la qualité de l'alimentation de nos enfants et de nos aînés une question partisane. C'est une question de santé publique et d'éducation. Nous devons la traiter avec le plus grand sérieux, dans l'intérêt de Choisyens, surtout pour les plus fragiles d'entre-deux. Tout comme l'eau, l'accès à la nourriture saine est un enjeu public. C'est dans ce cadre de service public que cela doit être organisé. Je vous remercie.

Mme Bezace : Je vais vous répondre. Merci déjà d'avoir cité Hippocrate, parce qu'effectivement, comme il le disait, « que ton aliment soit ton premier remède ». Pour moi, c'est vraiment un mantra, c'est très important. Effectivement, c'est une question de santé publique, et l'alimentation doit en être au cœur, c'est vraiment important, surtout pour les enfants et pour les seniors qui sont encore plus vulnérables sur la santé.

Effectivement, ce soir, on vous demande de voter pour la sortie du SIRESCO. On a pris une AMO qui nous a fait une étude sur notre cuisine actuelle, qui est dans un état très vétuste et qui ne pourra pas être remise en état. Faire du neuf avec du vieux, c'est compliqué. Effectivement, le SIRESCO n'a absolument pas valorisé cette cuisine tant qu'ils l'ont utilisé. Aujourd'hui, la conclusion de l'AMO est que ce n'est pas possible de l'utiliser, donc le projet est de construire une nouvelle cuisine. Il faut trouver un lieu pour le faire, et effectivement, du financement. On va passer par un prestataire, on est en train de rédiger un cahier des charges. Évidemment, les parents seront associés, les élus qui le souhaitent aussi, bien sûr, et tout Choisyen qui le souhaite. C'est un appel d'offres, tout simplement, qu'on est en train de faire. On verra qui y répond. L'idée, ce n'est pas du tout que ce soit sur du long terme. Construire une cuisine, c'est long. Ça peut prendre deux ans, trois ans. Donc effectivement, le temps qu'il y ait la construction, on va forcément faire appel à une entreprise a priori privée, mais ce n'est pas du tout l'idée qu'on se fait de garder une entreprise privée. Vraiment pas.

Sur l'aspect financier, il n'y aura pas d'augmentation du prix. Effectivement, on est en train de réfléchir aussi à des solutions sur les systèmes d'inscription. Aujourd'hui, il faut savoir qu'on est quand même sur un système d'inscription où les parents, tous les jours, peuvent dire si les enfants mangent ou ne mangent pas, sachant qu'au SIRESCO, on ne peut pas du jour au lendemain moduler le nombre de repas. On a donc un gâchis énorme, ça coûte beaucoup d'argent à la ville, beaucoup d'argent aux parents aussi. Ça, il faut qu'on travaille dessus pour changer ce système. On va aussi travailler sur la qualité des produits, et par exemple le fait de mettre moins de viande peut être une solution pour économiser un peu d'argent et pour acheter des produits de qualité. C'est tout un travail qu'il faut qu'on fasse. Et puis, bien sûr, sur le gaspillage alimentaire. Aujourd'hui, on a énormément de repas qui partent à la poubelle, à la fois des repas qui n'ont pas été ouverts en raison des inscriptions, ou parce que les enfants n'en veulent pas. Là-dessus, nous devons faire un énorme travail. Évidemment, ça va se faire par la qualité des produits, c'est sûr que plus les enfants auront des choses meilleures à manger, moins, a priori, ils jetteront. On va faire une expérimentation de pesée alimentaire sur une école au mois de mai pour justement évaluer et commencer à sensibiliser les enfants. Il y a aussi un gros travail à faire de formation sur les équipes. C'est très important, comment faire les achats, comment travailler avec les enfants après pour l'éducation au goût, c'est primordial. Et sur les filières d'approvisionnement, effectivement, c'est un marché qui est tendu, mais ce n'est pas impossible de faire des choses. On n'est pas obligés d'aller acheter des pommes en Nouvelle-Zélande, je pense qu'on peut quand même trouver des choses en France.

Après, la question du bio et du label bio, c'est encore autre chose. Est-ce qu'on veut du 100 % bio ? Est-ce qu'on veut de l'agriculture raisonnée ? Est-ce qu'on veut de la production locale ? Je pense personnellement qu'il faut agir sur tous les spectres. Du bio à 100 %, OK, mais si ça vient de loin, s'il y a des produits aussi dedans avec des colorants, des choses comme ça qui sont acceptées dans les cahiers des charges du bio... C'est aussi une réflexion qu'on doit avoir. C'est important d'avoir cette réflexion avec les parents, les enfants et le personnel qui nous accompagnera.

M. le Maire : Merci, Madame Bezace. Ce que je peux rajouter en deux ou trois mots... Je vais déjà donner la parole à Madame Juhel, et j'ajouterais. Allez-y, Madame Juhel.

Mme Juhel : Je crois que tous les objectifs de cette notice, on les partage, ils ont été au cœur même du cahier des charges qui nous avait amené à un moment à choisir le SIRESCO. Alors, je n'ai pas d'avis définitif sur les choses. Je pense que le SIRESCO a été une chose qui nous a fait progresser. Quand j'entends tous les souhaits que vous exprimez, c'est ceux exprimés le SIRESCO : plus de bio, plus de local. La formation est une chose sur laquelle le SIRESCO est très engagé. Je comprends les réserves qu'on peut avoir aujourd'hui sur l'état financier du SIRESCO, sur sa situation et son équilibre financier, donc ça, je comprends que ça puisse inquiéter. Maintenant, avant de sortir du SIRESCO, moi, je préférerais avoir un petit peu plus de certitudes sur les solutions alternatives.

L'entreprise privée, je ne suis franchement pas convaincue. Et revenir à une cuisine centrale en en construisant une, en ayant une équipe, en étant capable de gérer au niveau de la ville tous les marchés publics nécessaires au bio, au local, à la proximité, car c'est un marché pour les pommes, un marché pour les poires, un marché pour les yaourts... C'est une capacité à gérer les négociations avec les fournisseurs. Le SIRESCO avait fait l'inventaire de tous les colorants, les produits, les choses à éliminer de notre marché. Je ne vois pas quelle ville, toute seule, aurait fait ça. On n'aurait pas eu la capacité à le faire. C'est vrai qu'on a choisi à un moment non pas la solution idéale, mais la solution qui permettait, à notre avis, de progresser. Je m'abstiendrai, c'est-à-dire que je ne suis pas une fan absolue du SIRESCO quoiqu'il arrive, mais je m'abstiendrai parce que je pense qu'avant de prendre la décision de quitter, il faut savoir ce qu'on fait d'autre, et je pense qu'on n'est pas mûrs. En tout cas, vous ne nous présentez ni un budget de construction d'une cuisine centrale ni une modalité ni le coût de recrutement d'une équipe ni les modalités de gestion de tous les marchés ni quelque chose qui nous permette de savoir comment on fait fonctionner. Je pense qu'on n'est pas mûr pour vraiment avoir une solution alternative concrète. Donc ce n'est pas un nîet, mais c'est abstention à ce stade.

Mme Bezace : Juste pour vous répondre rapidement, de toutes les façons, il y a une urgence...

M. le Maire : Mathilde, Madame Bezace, on va donner la parole à Madame Després et Ali. On ne va pas faire le débat ce soir. Ce n'est pas le débat. Je vais vous dire juste deux mots qui font qu'on est absolument obligé de quitter le SIRESCO de toute façon, quelle que soit la position des uns et des autres. Je donne la parole à Madame Després.

Mme Després : Je ne suis pas là pour faire un débat, parce que tout ce que vous avez dit, je peux le partager. Pour avoir eu pendant des années la responsabilité de la cuisine centrale dans un précédent mandat, j'ai travaillé sur le bio, l'agriculture raisonnée, les parents que j'ai rencontrés des dizaines de fois. En ce qui me concerne, je resterai fidèle aux engagements pris par l'ancienne municipalité. En tout état de cause, pour l'instant, je suis persuadée que sur les repas équilibrés tels qu'on peut les avoir dans une restauration collective, pour un coût raisonné et raisonnable pour les habitants de la ville, il me semble que pour l'instant, le SIRESCO correspond encore aux attentes des habitants de notre ville. Il y a un vaste débat à faire, je ne le ferai pas ce soir. D'abord, il est tard, mais il y a des tas de choses qui ont été dites que je peux partager. En tout cas, ce soir, je voterai contre.

M. le Maire : Madame Benkhala.

Mme Benkhala : J'avais juste une question, je voulais savoir si l'association Un Plus Bio est associée à cette démarche, parce qu'il y a quelque temps, vous aviez justement adhéré à cette association.

Mme Bezace : Effectivement, ils sont au courant de la situation, ils nous suivent, mais ils ne peuvent pas vraiment nous conseiller. En revanche, pour rebondir sur ce que Madame Juhel

disait, sur les marchés, on a signé une tribune avec Un Plus Bio que Gilles Pérole a rédigée sur effectivement le projet d'assouplir les marchés sur le bio, de pouvoir faire en sorte que tout ne soit pas à rentrer dans des petites cases, qu'on puisse élargir les choses, que des petits producteurs puissent candidater à ces appels d'offres. Avec eux, on travaille aussi sur des choses plus larges qui vont aider de toutes les façons toutes les villes. Ils nous suivent sur le projet.

M. le Maire : Merci. Monsieur Id Elouali veut dire quelques mots.

M. Id Elouali : Très rapidement, parce qu'il y a des choses qui m'ont scandalisé de la bouche de Madame Juhel, dire que le SIRESCO nous a fait progresser. Non, le SIRESCO nous a fait perdre du temps, il nous a fait perdre de l'argent, il nous a fait perdre beaucoup de choses. Et puis, il ne nous a pas du tout fait progresser, bien au contraire.

Monsieur Hutin a parlé de débat, sachez qu'il n'y a pas eu de débat du tout. Madame Juhel, qui était là pourra en témoigner, c'était un hold-up démocratique. C'était un déni de démocratie par rapport aux 1200 parents. C'est une affaire que je connais très bien. Madame Juhel, je vous invite à lire les rapports d'activité du SIRESCO, pas de la ville, du SIRESCO. Je peux vous les sortir, et eux-mêmes par leur propre rapport d'activité admettaient qu'ils n'atteignaient pas leurs objectifs. Alors, le reste... Madame Després qui dit que le SIRESCO aujourd'hui correspond aux attentes de Choisyens, de grâce, allez voir ce qu'on jette.

M. le Maire : Très bien. Juste pour un point. Madame Brulant.

Mme Brulant : Je voudrais intervenir concernant les seniors. Le SIRESCO m'a dit qu'il n'était pas en vocation de donner des repas pour les seniors, et ça ne répond pas aux attentes des habitants. C'était pour insister sur le fait que les seniors ont aussi une importance pour nous, on souhaite qu'ils aient aussi une alimentation équilibrée parce qu'ils ont des besoins spécifiques. Leur capital santé ainsi peut être préservé, et le risque de développer certaines maladies chroniques en ayant une bonne alimentation. C'est pourquoi un travail était engagé avec le CCAS pour répondre aux besoins spécifiques de ce public. Merci.

M. le Maire : Merci, Madame Brulant. Juste en quelques mots. Bien sûr que lorsque nous avons manifesté notre volonté de sortir, le président du SIRESCO, Monsieur Bouyssou, nous a demandé un rendez-vous. Nous l'avons reçu. Ça a été le premier à reconnaître et à dire qu'effectivement, il comprenait qu'on veuille sortir, que les objectifs n'étaient pas atteints, mais que tout allait changer, que ceci, que cela. J'ai des écrits que je peux vous faire parvenir, les propres analyses du SIRESCO, peut-être pour que les gens continuent à avoir confiance, reconnaissent que les objectifs n'étaient pas atteints. Ce n'est pas nous qui le disons, c'est dans tous les rapports. Ils le reconnaissent eux-mêmes dans leur descriptif, ils disent : « Nous allons progresser », notamment avec une nouvelle cuisine qu'ils voulaient faire. C'est là où c'est important. Le SIRESCO est passé en 3 ans d'un million d'euros de déficit à 3,8 millions. Si on ne sort pas aujourd'hui, on ne pourra jamais sortir. C'est d'autant plus important que la Queue-en-Brie est sortie et que Champigny sort. Alors là, je ne vois pas comment le déficit ne peut pas continuer à augmenter. Si le déficit augmente, on ne va pas me faire croire qu'on va faire de meilleurs repas. Ce n'est pas possible.

Pour répondre plus directement à la question de Monsieur Hutin, lorsque dans notre programme, j'avais écrit qu'on sortirait du SIRESCO, je pensais tout de suite reprendre en marche la cuisine qui encore actuellement fait des repas pour les seniors. Or, nous avons procédé, pour ne pas faire d'impair, nous avons fait appel à un bureau d'études spécialisé complètement indépendant qui a fait l'analyse de cette cuisine centrale. Le ciel nous est tombé un peu sur la tête, puisqu'elle sera inutilisable. Il faut vraiment en faire une neuve. Par

rapport au débat d'orientation sur le budget de tout à l'heure, vous demandez le coût, Monsieur Hutin, c'est encore 8 millions qu'il faut trouver. On va les trouver, parce qu'il faut le faire. On va faire une nouvelle cuisine neuve.

Le personnel, nous pensions reprendre le personnel et remettre en route notre cuisine. Mais là aussi, ce n'est pas possible. Le personnel avec qui je me suis entretenu deux ou trois fois pour établir une relation de confiance et m'assurer de leur motivation, ce qu'il s'est passé, c'est que les deux, trois principaux leaders de ce personnel, il y en a un qui a déménagé en Bretagne, puis deux sont passés en conseil de discipline, dont le plus important cuisinier, qui sont suspendus. La moitié du personnel est en arrêt maladie depuis 3 ans. Il n'est donc pas possible, à moins de se tirer une balle dans le pied, on ne peut pas reprendre ce personnel. Et eux qui s'activaient beaucoup à me contacter, depuis ces affaires-là, personne ne me contacte. Et plus précisément, sur le coup, si on reprenait le personnel, parce que c'est un syndicat, ça fait donc deux ou trois ans que nous y adhérons, si nous sortions avec le personnel, ça ne nous coûtait rien. Si on ne garde pas le personnel, je crois que c'est de l'ordre de 380 000 euros. C'est ce qui nous a été annoncé, c'est pour ça que nous avons dit qu'il fallait sortir, et sans le personnel. J'espère qu'ils ne vont pas changer la note, car on a des écrits, des échanges. Le fait que Champigny sorte, c'est 30 % de leur production qu'ils n'auront plus. Ce n'est pas moi qui ai demandé à Champigny de sortir. Il faut vraiment sortir, parce que si le temps passe et qu'ils mettent en route une nouvelle cuisine, ça ne sera plus 300 000 euros qu'ils vont nous demander, mais peut-être 1 million, 2 millions, 3 millions. À Champigny, je crois qu'ils ont demandé 8 millions de plus ou quelque chose comme ça, mais ça fait 20 ans qu'ils y adhèrent. Ils ne comptent pas les payer, puisque les investissements sont amortis, mais c'est leur affaire, c'est leur demande. Soit on sort maintenant, soit on ne sort jamais.

Il faut sortir pour récupérer notre indépendance et analyser, et Monsieur Hutin, vous serez invités, vous pourrez goûter, etc., pour reprendre notre indépendance en ce qui concerne la cuisine, les repas de nos enfants et de nos seniors. De plus, c'était dans notre programme, vous voyez qu'on suit notre programme. Donc, nous sortons si c'est voté ce soir. Je dirais même qu'il n'y a pas le choix, maintenant. Plusieurs indicateurs font qu'il faut sortir.

Après, oui, comme l'a dit Madame Bezace, on a fait appel à une AMO, on est en train de constituer un cahier des charges. Il y aura un passage par un prestataire privé, mais comme d'autres villes, il y aura un appel d'offres, une concurrence. On fera goûter les parents et autres, parce que la cuisine centrale, il faut la reconstruire. On n'a toujours pas le lieu pour l'instant, elle ne peut pas rester où elle est. Depuis le tramway, les camions ne peuvent plus avoir accès, c'est encore un truc qui a été intelligemment pensé... Ils ont des difficultés, à moins de bloquer la rue, ils n'ont pas accès. Ce n'est pas possible. Nous allons donc faire une cuisine centrale. On n'a pas le lieu, on a quelques pistes. Est-ce qu'elles vont aboutir ? J'espère. C'est peut-être dans 3 ans. En attendant, il y aura une période intermédiaire, mais qui n'exclut pas la qualité. Nous avons des villes qui ont du bio à 100 %. Oui, il faut faire en sorte que le repas n'existe pas, mais le SIRESCO vient d'augmenter le coût des repas et s'apprête à l'augmenter de nouveau. Si on ne sort pas tout de suite, il va encore augmenter. Vraiment, je pense qu'avec le départ de Champigny, les prix des repas vont augmenter de toute façon. Si on a du bio à 100 %, il y a la loi EGAlim qu'il faut respecter, c'est pour ça que préventivement, le SIRESCO a augmenté les repas. On n'échappera pas, on fera le maximum, mais on n'échappera pas à une augmentation la plus faible possible. On fera jouer le quotient familial. Mais là où je vous rejoins, Monsieur Hutin, c'est que c'est de l'intérêt général. Il s'agit de nos seniors, de nos enfants. Vous êtes bienvenu dans la discussion. On partagera ce que nous avons en information, puis à goûter les repas, à participer. Il n'y a aucun souci.

Je pense que le débat ne peut pas avoir lieu ce soir. Ce soir, c'est acter la sortie, mais on pourra refaire des réunions, bien sûr vous tenir au courant de l'avancée de ces choses-là. Si vous le voulez bien, on peut procéder au vote. Tu veux ajouter quelque chose, Mathilde ? On peut procéder au vote ?

Y a-t-il des votes contre ? 4. Des abstentions ? Il y a deux abstentions. Et les votes pour ? Très bien. Merci à vous, c'est un sujet très important qui reviendra bien sûr lors de prochaines réunions.

La délibération n°21 est adoptée à la majorité (4 votes contre et 2 abstentions).

22. Attribution d'un fonds d'urgence à l'UNHCR au profit du peuple ukrainien

M. le Maire : Tout à l'heure, nous avons voté une motion de soutien. Il faut aussi du concret. Nous avons ouvert le centre royal pour déposer les dons, je vous propose aussi d'attribuer une somme. Nous vous proposons un soutien d'un montant financier de 5 000 euros. Nous souhaitons flécher cette aide à l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, c'est-à-dire aux gens qui ont tout perdu, qui n'ont plus rien. C'est la meilleure chose à faire pour que ces gens puissent retrouver une dignité et assouvir leurs besoins existentiels. C'est ce qui est proposé ce soir, cette aide de 5 000 euros, ce sont les usages de notre municipalité, et de flécher cette aide vers l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, bien sûr pour les réfugiés ukrainiens. On pense que c'est un bon choix.

Il y a des interventions sur cette délibération, sur ce choix ? Je n'en vois pas. Je mets au vote cette aide au peuple ukrainien.

Y a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non. Très bien, c'est voté à l'unanimité. Merci beaucoup pour eux, nous avons tous encore une fois une pensée à ce peuple qui, il faut le dire, est aussi très courageux et qui vraiment oppose une résistance qui peut servir d'exemple face à leur envahisseur.

La délibération n°22 est adoptée à l'unanimité.

23. Désignation de deux représentants, un titulaire et un suppléant, pour l'association DRAPO

M. le Maire : L'association DRAPO est une fédération... Vas-y.

M. Id Elouali : Merci beaucoup, Monsieur le Maire. L'association DRAPO, pour Défense Riverains Aéroport Paris Orly, est un collectif qui a pour mission de lutter et de sensibiliser aux bruits, aux nuisances liées à l'aéroport d'Orly. C'est un collectif qui regroupe plusieurs communes du Val-de-Marne et de l'Essonne. On a déjà adhéré, et aujourd'hui, l'idée est de désigner deux représentants de la commune qui doivent siéger en tant que titulaire et en tant que suppléant. Il me semble que la délibération porte ou propose deux personnes, votre modeste serviteur en tant que titulaire et Madame Gaulier comme suppléante.

M. le Maire : Monsieur Hutin ?

M. Hutin : Merci, Monsieur le Maire. On ne prendra pas part au vote, parce que nous ne sommes pas forcément cités dans cette délibération, donc c'est tout à fait normal, et je compte effectivement sincèrement sur l'assiduité et la présence des élus qui ont été désignés dans cette association, car c'est très important pour les Choisyens de défendre nos intérêts, notamment sur les nuisances sonores.

M. le Maire : Très bien, je comprends tout à fait. Il ne s'agit pas de voter l'adhésion, mais la représentation. C'est fort utile et courageux de leur part de ne pas se décourager. Il y a quand même eu des réunions de maires et autres. Nous avons émis des réflexions, notamment une baisse des rotations, un abaissement de 23 h 00 à 22 h 00 du couvre-feu pour ménager la santé des riverains. Comme d'habitude, on nous réunit, on fait des débats, des propositions, et rien n'a été retenu. Il faut vraiment encourager cette fédération et les associations qui y adhèrent à continuer, à poursuivre ce combat. Oui, on peut abaisser l'heure du couvre-feu, on peut réduire les vols. De toute façon, ils se réduisent naturellement vu les problèmes, que je ne leur souhaitais pas pour autant, mais pour ma part, je pense aussi que les compagnies se sont complètement plantées, surtout notre compagnie nationale qui a misé sur la multiplication de nouvelles lignes à l'infini, ce qui n'est plus possible. Ils ont complètement oublié de se diversifier, contrairement à d'autres compagnies, ce qui fait qu'ils rencontrent quelques problèmes. Mais j'espère qu'ils vont les surmonter. Malgré tout, ce sont des emplois qui sont en jeu.

Nous allons mettre au vote. Vous ne participez pas, très bien. Des votes contre ? Non. Abstentions ? Non. Il y a des non-votants, ils sont 8 à ne pas participer. Merci.

La délibération n°23 est adoptée à l'unanimité.

24. Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales

M. le Maire : Le dernier point, c'est juste une information. Peut-être qu'on devra désigner quelqu'un. On a toujours une pensée émue pour notre précédent spécialiste qui avait toujours deux ou trois questions à poser assez embarrassantes, où la direction devait se réunir pendant deux heures après le Conseil pour donner une réponse.

Rires

M. le Maire : Bien, merci de ce Conseil un peu long, mais ô combien intéressant. Et merci de la bonne tenue de ce Conseil. Je vous souhaite une bonne soirée, merci aux Choisyennes et aux Choisyens qui sont restés en ligne, et merci à ceux qui n'ont pas pu, mais qui ont été présents. À très bientôt.

Fin de la séance 24H45 (minuit quarante cinq minutes)